

هكذا من لا يملك

Radio-Télévision : Sherlock Holmes à New-York

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 12

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14742 - 9 F

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUIN 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

dissements

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Les Irlandais ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Ils ont obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne.

Une initiative de Bruxelles après le « oui » irlandais au traité de Maastricht

L'Europe continue

Les Irlandais auront bien aimé le « oui » à Maastricht. Non seulement ils ont échappé au virus danois, mais ils ont offert au traité de Maastricht un « oui » franc et massif. Leur verdict électoral exprime la victoire d'une Irlande moderne, confiante en l'avenir et résolument attachée à la Communauté. A l'heure du vote, ce petit pays a fait preuve de son intérêt bien compris sur les peurs et les doutes attisés par un « cartel des non » pour le moins hybride.

L'Irlande - il est vrai - ne pouvait s'offrir le luxe du quant à soi. Boudier Maastricht lui eût coûté bien plus qu'au Danemark, tant elle tire avantage de son appartenance à l'Europe des Douze. Elle en est la première bénéficiaire, recevant six fois plus d'argent de la Communauté qu'elle n'en donne. La classe politique, presque tout entière acquiesce au « oui », le patronat, les syndicats et les dirigeants paysans ont donc eu beau jeu de mettre en garde contre le désastre économique qu'aurait entraîné un succès du « non », dans un pays où un adulte sur cinq est chômeur.

MAIS si chacun avait les yeux fixés sur Dublin, c'est parce que l'Irlande était la seule à avoir obtenu le statut de pays à part entière dans l'Union européenne. Venant après le refus danois, un second rejet du traité de Maastricht aurait, en effet, sans doute été fatal, et freiné définitivement l'élan européen. L'Irlande a heureusement démenti avec éclat ces prévisions de Cassandra, suscitant la satisfaction et le soulagement chez ses partenaires.

C'est une mauvaise nouvelle pour les « eurosceptiques » de tout poil, qui attendaient d'Irlande - quoique sans trop d'illusions - une nouvelle « divine surprise » qui leur eût permis de porter le coup de grâce à Maastricht. L'acte de foi irlandais, salué comme il se doit par M. Jacques Delors, va permettre au conseil européen de Lisbonne de sa tenir, les 26 et 27 juin, dans une atmosphère plus sereine. Rien ne devrait y empêcher désormais la reconstruction pour deux ans du mandat de M. Delors à la tête de la Commission.

MAIS le « oui » irlandais n'efface pas la « non » danois. Les Douze vont devoir trouver, comme ils l'ont promis à Oslo, les mécanismes juridiques pour « sauver » Maastricht et inciter le Danemark à rentrer au bercail européen. A cet égard, la balle sera bientôt dans le camp britannique. Londres assurait la présidence de la Communauté à partir du 1^{er} juillet. En bon pragmatique, M. John Major tente d'obtenir des Douze qu'il clarifie la fameuse notion de « subsidiarité », autrement dit qu'il définissent plus nettement les niveaux de compétence entre les organes communautaires et les Etats.

Le syndrome danois - autant que l'encouragement irlandais - facilitera cette quête salutaire. M. Delors y étant ouvertement favorable, même s'il n'adhère pas à toutes les idées britanniques. Grâce à l'Irlande et en attendant l'étape décisive du référendum français, le refus danois pourrait n'avoir été qu'un accident de parcours réparable. Pendant les travaux de ratification, l'Europe continue.

Lire nos informations page 6

M0146 - 0622 0 - 6.00 F

Le dimanche complet se trouve page 22

Les Douze sont invités à des réformes en vue de l'élargissement de la CEE

Les partenaires européens de l'Irlande ont accueilli très favorablement le succès massif du « oui » au référendum organisé dans ce pays. Les douze ministres des affaires étrangères, réunis samedi 20 juin à Luxembourg, devaient examiner le projet de rapport fait par la Commission sur

l'élargissement de la Communauté. M. Delors recommande de préparer sans tarder, dans la perspective de l'adhésion de nouveaux membres, la réforme des institutions communautaires. En France, le Parlement est convoqué le 23 juin pour approuver la révision de la Constitution.

Nouveau modèle

BRUXELLES
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Encouragés par les résultats du référendum irlandais, les ministres des affaires étrangères des Douze reprennent, samedi 20 juin à Luxembourg, la préparation du Conseil européen qui se tiendra les 26 et 27 juin à Lisbonne. S'agissant de l'élargissement, MM. Jacques Delors et Frans Andriessen, le président de la Commission européenne et le vice-président chargé des relations extérieures, devaient faire part aux Douze des premières réflexions de la Commission et les inviter à la lumière de leurs réactions, un rapport pour le Conseil européen de Lisbonne.

PHILIPPE LEMAITRE
Lire la suite et nos informations page 7
Lire aussi page 17 :
Le développement du rôle commercial entre les Etats-Unis et l'Europe



« Manifeste » à Beaubourg

Pour fêter son quinzième anniversaire, le Centre Pompidou expose le meilleur de ses collections

« Manifeste » ? Drôle de nom pour une exposition. C'est celui qu'a choisi la nouvelle équipe dirigeante du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, à Paris, pour mieux se connaître elle-même et se faire mieux connaître.

Pour fêter dignement le quinzième anniversaire du Centre Pompidou - « Beaubourg » comme l'ont dit familièrement - il fallait un événement de première grandeur : façon de retrouver un peu du lustre des premiers temps, ceux de Georges Pompidou et des grands rendez-vous annuels, façon de faire oublier, aussi, des années de crise au sommet d'une institution bâtie sur les illusions rassembleuses de mai 1968. Impossible de ne pas décaler,

dans cette « manifestation » qui met en jeu toutes les disciplines artistiques et en scène tous les espaces et toutes les collections du Centre pendant l'été, une sorte de conjonction : Beaubourg n'est qu'une permise les institutions de l'Etat assises par le syndrome du Millénaire : la santé, la justice, l'éducation, la culture aussi aujourd'hui, voudraient avoir assez de force, d'énergie, de projets pour aborder l'horizon 2000. La tâche est effrayante pour beaucoup, passionnante pour certains. Dans cette affaire, les artistes ont leur mot à dire.

Lire pages 14 et 15 les articles de GENEVIEVE BRESSETTE, FRIEDERIC EDLMANN, PHILIPPE DAGEN et LAURENCE BENAIM

M. Jean-Louis Bianco au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Louis Bianco, ministre de l'équipement, des transports et du logement, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche 21 juin, de 13 h 30 à 19 h 30.

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Matières premières ■ Marché international des capitaux

page 21

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 F ; Arabie, 8,00 F ; Asie, 2,50 F ; Australie, 2,50 F ; Belgique, 40 F ; Canada, 2,25 F ; Danemark, 14,00 F ; Espagne, 180 Ptas ; Grèce, 220 Dr ; Irlande, 1,20 F ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 Kron ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 Esc ; Royaume-Uni, 150 Ptas ; Suède, 15 Kr ; Suisse, 1,50 F ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Accord sur un processus de partition

La Tchécoslovaquie va se scinder en deux Etats distincts

A l'issue de leur quatrième rencontre depuis les élections législatives du 5 juin, le dirigeant tchèque M. Klaus et son homologue slovaque M. Meciar sont parvenus à un accord, dans la nuit du vendredi 19 au samedi 20 juin, sur un processus de partition de la Tchécoslovaquie. Les gouverne-

ments tchèque et slovaque doivent négocier les modalités de la partition d'ici au 30 septembre. La liste d'un gouvernement fédéral restreint de transition sera soumise la semaine prochaine au président Havel, dont on se demande s'il sera toujours candidat à l'élection présidentielle du 3 juillet.

Chacun pour soi en Europe centrale

Lorsque, pendant l'hiver 1989-1990, le communisme s'est effondré, l'Occident, où l'on aime les classifications nettes et simples, a rapidement distingué deux groupes de pays dans ce qui l'on avait pris coutume d'appeler « l'Europe de l'Est » : ceux dont les chances de rejoindre rapidement l'Europe « civilisée » étaient assez bonnes - Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie - et ceux qui, en revanche, auraient beaucoup plus de mal à se débarrasser de l'héritage du totalitarisme, doublé du handicap balkanique - Bulgarie, Roumanie, Albanie.

Cette répartition des rôles devait évidemment être quelque peu malmenée par l'effondrement de l'Union soviétique, puis par la guerre en Yougoslavie. Aujourd'hui, l'effacement de la Tchécoslovaquie achève de bouleverser les données en Europe centrale. Il sonne aussi le glas des initiatives existantes de coopération régionale.

L'une des tentatives régionales, farouchement encouragées par les Occidentaux dans l'espoir de préserver la stabilité dans la région, fut le « triangle de Visegrad », scellé en février 1991 par une réunion

hautement symbolique des trois nouveaux dirigeants démocratiques d'Europe centrale : le Tchécoslovaque Vaclav Havel, le Polonais Lech Walesa et le Hongrois József Antall. C'était aussi, espéraient les dirigeants ouest-européens, le moyen de faire patienter ces trois pays désireux d'intégrer au plus vite la CEE et de leur faire, en quelque sorte, s'exercer à l'intégration à trois avant d'en envisager une à quinze ou vingt.

Mais l'Europe centrale est aujourd'hui bien mal en point. Deux des trois pays les plus prometteurs, la Pologne et la Tchécoslovaquie, sont sans gouvernement depuis deux semaines.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite et nos informations page 3

Lire aussi

Le cauchemar yougoslave (II) : un autre Saddam ?

par ANDRÉ FONTAINE
page 4

Israël : un scrutin sans vrai débat

Privilégiant les problèmes de sécurité, pour se disputer un même électoral, les travaillistes et le Likoud ont éludé les questions essentielles

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Sauf retournement d'opinion ou saup de théâtre de dernière heure - à ne jamais exclure dans un pays officiellement en guerre avec quatre de ses voisins immédiats, Palestiniens compris - le parti travailliste conduit par M. Itzhak Rabin, pourrait redevenir, au lendemain des élections générales du 23 juin, la première force politique d'Israël. C'est, en tout cas, ce que prédisent tous les sondages.

Pourtant, le système électoral israélien étant ce qu'il est, mis à part un improbable raz-de-marée majoritaire qui réglerait la ques-

tion mais qui serait sans précédent dans l'histoire politique de l'Etat juif, il faudra sans doute des semaines de marchandage entre les divers partis pour déterminer si la prochaine coalition gouvernementale sera de droite ou de gauche, voire d'« unité nationale ». En fait, même s'il obtient moins de sièges à la Knesset que son grand rival travailliste, le Likoud de M. Itzhak Shamir peut très bien, avec ses alliés d'extrême droite et quelques partis religieux, conserver les rênes du pouvoir.

Qui donc, de M. Shamir, tenant du pouvoir, ou de son pugnace challenger, aura l'insigne honneur de prononcer cet été un grand discours inaugural sur la pelouse de...

la Maison Blanche ? Lequel de ces deux septuagénaires deviendra, encore une fois (M. Rabin a déjà été premier ministre), le « nouveau » chef de cette jeune nation - que M. George Bush a promis de récompenser par une invitation dans sa résidence d'été, et ce, « quel qu'il soit » ?

Si abusifs ou cyniquement chargés les termes de l'équation puissent-ils paraître, c'est bien ainsi, en définitive, que de nombreux Israéliens, recrus de difficultés économiques et fatigués de l'interminable conflit avec les Arabes, perçoivent le problème soumis à leurs suffrages.

PATRICE CLAUDE

Lire la suite page 5

JACQUES DELORS

LE NOUVEAU CONCERT EUROPÉEN

POUR COMPRENDRE MAASTRICHT

EDITIONS ODILE JACOB

HEURES LOCALES

Chemins verts dans Paris

Les habitants du 13^e arrondissement ont de la chance : leur maire va leur offrir un itinéraire de promenade à travers parcs municipaux et jardins privés. Entre la Manufacture des Gobelins et la Butte-aux-Cailles, les piétons pourront parcourir 2 kilomètres à l'abri des nuisances urbaines.

Lire page 13 l'article de MARC AMBROISE-RENOU

DATES

Il y a cent vingt-cinq ans : Les Etats-Unis achètent l'Alaska à la Russie.

Lire page 2 l'article de DOMINIQUE DHOMBRES

مركز من الإعلام

Le Monde

REDICTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-25-29
Téléc : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-26
Télécopieur : (1) 40-66-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme
des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprise

M. Jacques Lesourd, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourd, président

Michel Cus, directeur général

Philippe Dupuis, directeur

15-17, rue de Colonne-Pierre-Arta

75002 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-62-72-73

Téléc : MONDIPUB 634 128 F

Tél. : 40-62-72-73 - Société filiale

de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA

« Le Monde »

12, r. M. Groussin

94052 Ivry-sur-Seine

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0959-0077

PRINTED IN FRANCE

Remboursements sur les microfilms et

index du Monde au (1) 40-66-29-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - TAPAS MONDE

ou 36-15 - TAPAS LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF

FRANCE

SUISSE

BELGIQUE

LUXEMBOURG

PAIS-BAS

Autres pays

en francs

1 mois

6 mois

1 an

1 400 F

2 800 F

5 600 F

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande

pour vous abonner

rejoignez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés ou

provisoire : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois

6 mois

1 an

Non

Oui

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'indiquer tous les

nom, prénom et adresse de l'imprimeur.

PP. Paris 16 201 MCH 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourd, gérant

directeur de la publication

Bruno Pignatelli

directeur de la gestion

Manuel Lesourd

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

responsable du directeur

de la rédaction

Yves Agnès

Jacques Arnault

Thomas Ferenzi

Philippe Herveaux

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

Éditeur

de « Le Monde »

Hubert Beuve-Méry (1944-1988)

Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1993-1995)

André Fontaine (1996-1997)

DATES

Il y a cent vingt-cinq ans

Les Etats-Unis achètent l'Alaska à la Russie

« SA MAJESTÉ l'empereur de toutes les Russies s'engage par cette convention à céder aux Etats-Unis tout le territoire actuellement possédé par Sa Majesté sur le continent d'Amérique ainsi que les îles contiguës. En considération de ladite cession, les Etats-Unis s'engagent à payer, dans un délai de dix mois, 7,2 millions de dollars en or ou représentant diplomatiquement de la même valeur. Paraphé le 30 mars 1867 aux petites heures du matin, le traité était ratifié par les deux gouvernements le 20 juin à Washington. Le versement de la somme elle-même posera quelques problèmes, comme on va le voir... »

Ainsi se terminait l'aventure américaine de la Russie commençant sur l'ordre de Pierre le Grand. Agonisant, l'empereur avait reçu à Saint-Petersbourg, en janvier 1725, le capitaine de marine de première classe Vitus Bering. Ce dernier appartenait au groupe d'officiers danois et norvégiens qui constituait l'ossature de la marine créée par l'empereur. Il avait pour mission, en naviguant à partir du Kamchatka, d'établir ou de confirmer la côte américaine. La traversée de la Sibirie était déjà toute une aventure. Bering partit avec deux charpentiers et des forgerons et fit construire en trois mois, à Kamchatka-Ostrog, un navire, le *Saint-Gabriel*, sur lequel, avec quatre officiers, un médecin et trente-neuf hommes d'équipage, il allait reconnaître le détroit séparant l'Asie de l'Amérique auquel on donnera son nom. Lors d'une expédition ultérieure, en 1741, il effectua un relevé des côtes américaines. C'est là qu'il mourut du scorbut, le 8 décembre 1741. Sur sa tombe fut placée une croix de bois qui portait l'inscription suivante : « Nous avons édifié ceci en souvenir de notre capitaine et en signe de notre prise de possession de cette terre pour l'Empire russe » (1).

Le commerce des peaux

Les Russes ne se hâtèrent pas de donner un sens concret à cette « prise de possession ». Une base permanente ne fut installée qu'en 1784, à Kodiak, l'Alaska (un nom qui signifie « le continent ») était seulement effleuré par des chasseurs de peaux de loutres marines qui ne venaient à terre que l'espace d'une saison. Catherine II, en 1789, une charte accorda en 1789 une charte à la Compagnie américaine des marchands-aventuriers Chelkoff et Golligov en leur donnant le monopole de chasse et de commerce sur toutes les régions de la côte américaine qui entreraient effectivement sous leur contrôle.

La Compagnie avait pour but principal le versement de dividendes à ses actionnaires, dont de nombreux membres de la famille impériale. Les bureaux se trouvaient à Irkoutsk, en Sibirie, et le conseil d'administration à Saint-Petersbourg. En 1845, il était cinq fois à un tourier rapide pour atteindre la capitale impériale. La même année, on recensait 38 000 personnes sur l'ensemble du territoire de la Compagnie, dont une écrasante majorité d'indiens. Les Russes d'alors, qui 640, dont 482 à Novo-Arhangelsk. Il y avait aussi 1 500 « créoles », nés de mariages entre Russes et femmes indiennes, une pratique vivement encouragée par les autorités pour maintenir la tranquillité dans la colonie par le mélange des races.

L'administration impériale s'efforça aussi de faire venir des « citoyens-colons » qui, en échange d'un engagement à demeurer sur place à vie, recevaient un lopin de terre. Il n'y avait pas foule de candidats, puisque, lors de la vente de l'Alaska, en 1867, ils n'étaient que 94 dans ce cas.

La colonie vivait du commerce des peaux, des pêcheries, de l'huile de baleine et du commerce du thé venu de Chine. Elle employait surtout les habitants des îles, les Aléoutiens, du moins ceux dont les parents n'avaient pas été décimés au siècle précédent par les premières expéditions russes, particulièrement brutales. Ceux-ci dépendaient l'hiver au jeu et en boissons alcoolisées l'argent qu'ils avaient gagné pendant la campagne d'été de chasse au phoque et à la loutre marine. Un témoin les décrit ainsi dans leur campement d'hiver : « Plusieurs familles vivent ensemble. Ils s'étendent un peu partout dans la pièce dans toutes les poses imaginables, joyeux, bavards, entièrement nus et indifférents de l'air. La fumée des lampes à huile et des fourneaux la viande crue qui sèche, les corps nus enduits de graisse et parfumés d'onguents primitifs créent une atmosphère indescriptible... »

Cette colonie était rentable, même si elle était devenue un peu



Novo Arhangelsk à la fin du siècle dernier. Dessin de Frederick Whymper.

moins au fil des ans en raison de la concurrence des fourrures canadiennes, de meilleure qualité, vendues sur la place de Londres. De 1797 à 1859, la Compagnie a versé chaque année à ses actionnaires un dividende qui a varié entre 13 et 20 roubles pour chaque action d'une valeur nominale de 150 roubles. Pourquoi donc vendre l'Alaska ?

La réponse est simple : pour ne pas subir l'humiliation de devoir un jour céder cette colonie de force, et sans compensation financière. La faiblesse de l'armée russe avait été criante lors de la guerre de Crimée (1854-1855) avec la Grande-Bretagne et la France. Le grand duc Constantin, frère du tsar Alexandre II, écrivait ainsi au ministre des affaires étrangères Gorchakov, dans une lettre datée de Nice, le 3 avril 1857 : « Dans l'éventualité d'une guerre avec une puissance maritime, nous ne sommes pas en mesure de défendre nos colonies... Les Etats-Unis d'Amérique devraient, dans le cours naturel des événements, se montrer désireux de conquérir tout le continent nord-américain et se heurteront inévitablement avec nous tôt ou tard. Il n'y a pas le moindre doute qu'ils saisiraient alors la colonie sans grand effort et que nous ne serions jamais en position de la reprendre... Il serait donc profitable de résoudre de manière amicale, profitable pour nous, un problème qui autrement se trouverait résolu d'une façon désavantageuse pour nous et de surcroît par conquête... »

La ruse sur l'or en Californie, en 1849, avait bouleversé l'équilibre démographique sur la côte pacifique. Le gouvernement russe jugeait plus important l'annexion du bassin de l'Amour, à la frontière chinoise, que le maintien de sa colonie américaine, militairement indéfendable. Il était enfin plaisant

de jouer un mauvais tour aux Britanniques, vainqueurs de la guerre de Crimée, en cédant aux Américains un territoire qui possédait en truelle les possessions de Sa Gracieuse Majesté sur le Pacifique.

Mouraviev, gouverneur de la Sibirie orientale, plaidait dans le même sens dès 1853 dans un rapport à l'empereur. Il faisait remarquer que, vingt ans plus tôt, la Compagnie avait proposé l'annexion de la Californie « qui à cette époque appartenait pratiquement à personne ». Or, celle-ci, après la ruée vers l'or, était devenue un Etat de l'Union et il était évident, avec le recul, que l'annexion aurait été irréalisable. L'avancée des Etats-Unis, maintenant plus que jamais avec le développement des chemins de fer, était inévitable.

Le tsar Alexandre II, convaincu, des pourparlers secrets ont lieu en 1858 et 1859. L'ambassadeur de Russie à Washington a pour mission « de suggérer avec prudence et sans se commettre l'idée qu'il pourrait être possible d'amener la Russie à céder ses colonies sur des bases favorables ». Mais la guerre de Sécession interrompit le processus.

Des tractations nocturnes arrosées de punch

Celui-ci reprend dès la défaite des Sécessionnistes. Le tsar ayant échappé à un attentat le 4 avril 1866, le Congrès lui adresse ses félicitations et un envoyé spécial est chargé de se rendre à Saint-Petersbourg pour les transmettre au souverain. L'atmosphère est donc propice aux négociations. Le ministère russe des finances se livre à une évaluation de la Compagnie, fondée sur ses revenus annuels sur une période de vingt-cinq ans, auxquels il convient d'ajouter les sommes investies par le gouvernement. Le total est de 7 442 800 roubles, soit

un peu moins de 5 millions de dollars.

L'ambassadeur de Russie, le baron de Stoeckl, commence cependant par demander 10 millions de dollars au secrétaire d'Etat William Seward. Ce dernier fait une contre-proposition de 5 millions, puis de 5,5 millions. Le 22 mars 1867, il consent à aller jusqu'à 7,2 millions de dollars. L'ambassadeur repart l'accord de l'empereur le 29 au soir pour ce montant et se rend aussitôt chez le secrétaire d'Etat. C'était la première fois dans l'histoire qu'une autorisation de signer un traité était ainsi donnée par télégramme.

A cette heure tardive, le secrétaire d'Etat jouait au whist en famille dans son salon. L'ambassadeur russe lui proposa de revenir le lendemain. Mais William Seward se dit qu'il était temps de signer le soir même. C'est donc aux petites heures de l'aube du 30 mars, et après quelques verres de punch, que le document fut finalement rédigé et paraphé.

William Seward avait été fortement influencé dans sa décision par Robert Walker, ancien secrétaire au Trésor, ardent propagandiste de l'expansionnisme américain. Ce dernier affirmait avoir milité pour l'acquisition de l'Alaska dès 1845. Il va jouer un grand rôle dans l'épisode étrange qui suit la signature du traité : le difficile vote de la Chambre des représentants pour l'allocation des 7,2 millions de dollars (2).

Le traité est en effet ratifié le 9 avril au Sénat par 37 voix contre 2. Mais il reste la Chambre (car il faut un vote de celle-ci pour toute attribution budgétaire), où de nombreuses voix s'élevèrent qui affirmèrent que l'Alaska, un territoire glacé et parfaitement inutile, ne valait pas cette somme. Les représentants sont en outre blessés que le Sénat

ait procédé avant eux. Il y a enfin une certaine M^{me} Perkins, qui a des amis influents à la Chambre et demande qu'on retire à son profit du montant qui sera versé à la Russie quelque 500 000 dollars que lui doit, selon elle, l'autocrate russe. Le tsar n'aurait pas acquiescé la facture des armes que son mari, décédé depuis, lui aurait expédiées pendant la guerre de Crimée.

Personne ne se souciait du sort des Indiens

Robert Walker se met au travail. La venue Perkins est bientôt neutralisée, car ses prétentions sont peu fondées. Walker rédige et fait publier un long article en faveur de l'acquisition de l'Alaska dans le *Daily Morning News* de Washington. L'Alaska y est décrit comme un pays de « beauté au climat charmant », où l'on trouve de l'or « à la pelle » et où les bateaux ont du mal à aborder en raison de l'abondance du saumon dans les estuaires des fleuves. La Chambre vote finalement le 14 juillet 1868 l'allocation des 7,2 millions de dollars.

Une partie de cette somme n'ira jamais en Russie mais va servir à indemniser, en reconnaissance de leurs efforts, Robert Walker et quelques autres. Une commission de la Chambre est chargée d'enquêter sur ces paiements, révélés par la presse. Il apparaîtra plus tard que lui-même a touché au moins 26 000 dollars « pour services rendus en aidant à l'annexion de la terre sur l'acquisition de l'Alaska », et que le baron de Stoeckl a distribué des « enveloppes » considérables à des journalistes et à des membres du Congrès pour emporter la décision.

La passation des pouvoirs eut lieu le 18 octobre 1867 à Sitka, où deux cents soldats américains avaient débarqué. Le pavillon impérial fut solennellement amené. En Russie, la cession fut très défavorablement accueillie par l'opinion, au point que la censure interdît au journal *Golos*, qui avait critiqué cette mesure, d'écrire à nouveau sur l'événement.

Les soldats américains se conduisirent très mal, violant des femmes russes, au point que la plupart des Russes décidèrent de quitter l'Alaska, bien que le traité leur laissât la possibilité de rester et d'acquiescer à la citoyenneté américaine. Personne ne se soucia beaucoup du sort des Indiens, pourtant de loin les plus nombreux. Le traité stipulait seulement que « les tribus sauvages seront assujetties aux lois et règlements des Etats-Unis pourvu qu'elles adoptent de temps à autre à l'égard des tribus indiennes du pays ».

L'événement que le gouvernement impérial redoutait, une ruée vers l'or, eut finalement lieu en 1896, Dawson City, qui n'était formée que de quelques cabanes de bûcherons en 1896, comptait 30 000 habitants l'année suivante et 90 000 en 1897, attirés par le métal jaune. L'autre grand tournant fut celui de la guerre froide, lorsque l'Alaska s'est couvert de bases militaires et de stations de radar. L'ancienne colonie russe est enfin devenue, en 1959, le 49^e Etat de l'Union.

DOMINIQUE DHOMBRES

(1) Voir l'Histoire de la Russie d'Amérique et de l'Alaska, de Michel Poniatowski, Horizons de France, Paris, 1958, d'où sont tirées la plupart des informations contenues dans cet article.
(2) Alaska and Its History, de Morgan S. Sherwood, University of Washington Press, 1967.

هكذا من الامم

ETRANGER

M. Klaus et M. Meciar ont annoncé ensemble un accord sur la partition de la Tchécoslovaquie

Au bout de quatorze heures de discussions, le dirigeant tchèque Václav Klaus et son homologue slovaque Vladimír Meciar ont émergé le leur quatrième rencontre, commencée vendredi après-midi 19 juin à Bratislava, pour annoncer un accord sur la partition de la Tchécoslovaquie, née en 1918. C'est M. Meciar qui a lu le texte de l'accord (voir ci-dessous) devant la presse, au milieu de la nuit.

Puis les deux hommes, nous rapporte de Prague notre correspondante Catherine Monroy, ont répondu à quelques questions. « Nous avons fait le maximum que nous ayons pu faire », a déclaré M. Klaus. « Il n'était pas possible de parvenir à un accord plus large. Cet accord est juste. Sur le plan personnel, je vous rappelle que je suis le seul politicien tchèque, et l'ODS le seul parti, à avoir

fait campagne en Slovaquie pour une fédération raisonnable. En tant qu'homme politique, j'ai agi en mon âme et conscience ».

M. Meciar, lui, a demandé à ses supporters de se montrer « tolérants ». « Nous ne nous battons pas, nous ne nous disputons pas. Nous essaierons de nous comprendre. Il y avait un grand risque de ne pas s'entendre et, que cela mène à la destruction. Nous nous sommes rapprochés. Nous sommes satisfaits d'être parvenus au moyen de pourparlers ». Sur le plan pratique, le dirigeant slovaque a précisé que les soldats survivraient dans leur propre République et que les forces armées seraient séparées.

Les partis de MM. Klaus et Meciar se sont par ailleurs mis d'accord sur la formation d'un gou-

vernement fédéral restreint qui assurera la continuité de l'Etat tchécoslovaque jusqu'à la scission du pays en deux Républiques indépendantes. Le cabinet fédéral comportera un premier ministre, quatre vice-premiers ministres et cinq ministres pour les portefeuilles des affaires étrangères, de l'intérieur, de la défense, des finances et de l'économie. La composition devrait être annoncée la semaine prochaine. Cette structure correspond en fait à l'idée que le mouvement de M. Meciar se faisait d'une confédération, et certains observateurs à Prague n'excluent pas que les Slovaques tentent de pérenniser ce gouvernement que les Tchèques voient comme un gouvernement de liquidation. La manière dont le président Havel voit son avenir dans ce contexte restait, samedi, incertaine.

M. Havel a toujours dit qu'il ne solliciterait pas un nouveau mandat, le 3 juillet prochain, si la Fédération éclatait. Or il a, cette semaine encore, alors que la situation s'assombrissait de plus en plus, confirmé sa candidature, tout en soulignant que l'organisation d'un référendum sur le sort du pays était à ses yeux essentielle. A ce sujet, M. Klaus a estimé qu'un référendum « n'est pas impossible, mais pas obligatoire non plus ».

Le président qui, selon son entourage, avait prévu de se rendre vendredi soir à Bratislava rencontrer MM. Klaus et Meciar « si tout se passait bien » n'y est finalement pas allé et s'est contenté de se tenir informé des discussions par téléphone. Il devrait recevoir les deux hommes la semaine prochaine.

Chacun pour soi en Europe centrale

Suite de la première page

Première à avoir lancé, en 1989, une audacieuse transition vers l'économie de marché, la Pologne marque le pas depuis plusieurs mois, paralysée par la confusion politique qui règne à Varsovie. Même sa politique étrangère fait l'objet de polémiques internes entre atlantistes et partisans de relations étroites avec l'Est. La Tchécoslovaquie n'existera, sans doute plus dans quelques mois ou, dans le meilleur des cas, se débattra dans des procédures de délimitation de la souveraineté et de partage des compétences entre les deux républiques. La Hongrie paraît encore couler des jours relativement tranquilles, mais sa santé politique est, dans une bonne mesure, liée à celle du premier

ministre Antall - qui est très malade - et l'éparpillement de minorités hongroises hors de ses frontières rend ce pays plus vulnérable que les deux autres aux tensions ethniques qui embrasent la région. Ces incertitudes s'ajoutent à l'absence de structures collectives de sécurité dans la région depuis la mort du poète de Varsovie en février 1991.

« La Russie, pourquoi la Russie ? »

« Si la Tchécoslovaquie se scinde, la situation en Europe centrale va se trouver dramatiquement modifiée », souligne le ministre polonais de la défense, M. Janusz Onyszkiewicz. « Nos trois pays avaient en commun des objectifs politiques ».

l'adhésion à la CEE - mais aussi la situation géographique, puisque nous étions tous trois limitrophes de l'Union soviétique et pris en sandwich entre l'Est et l'Ouest. Or la partition de la Tchécoslovaquie aboutirait en effet à rapprocher la partie tchèque de l'Europe de l'Ouest et à rejeter la Slovaquie, frontalière de l'Ukraine, vers l'Est.

Les Polonais craignent par ailleurs que l'une ou l'autre des parties taise de ses implications dans les inévitables tensions que ne manquera pas de provoquer le « divorce » tchécoslovaque. Déjà avant les élections tchécoslovaques du 5 juin, indiquent-on de source polonaise, les Slovaques avaient tenté d'obtenir des liens bilatéraux avec Varsovie, qui avait décliné l'offre pour ne pas avoir l'air d'encourager la partition. Les choses sont désormais un peu plus claires, mais qui sera le partenaire privilégié de Varsovie : Prague ou Bratislava ?

Un autre facteur à prendre en considération est le changement politique intervenu à Prague avec la victoire électorale de M. Václav Klaus, le chef de file de la droite tchèque, dont les positions diplomatiques sont beaucoup moins manœuvrées que celles du président Havel et de son ami Jiri Dienstbier, qui a dirigé la diplomatie tchécoslovaque depuis la « révolution de velours ».

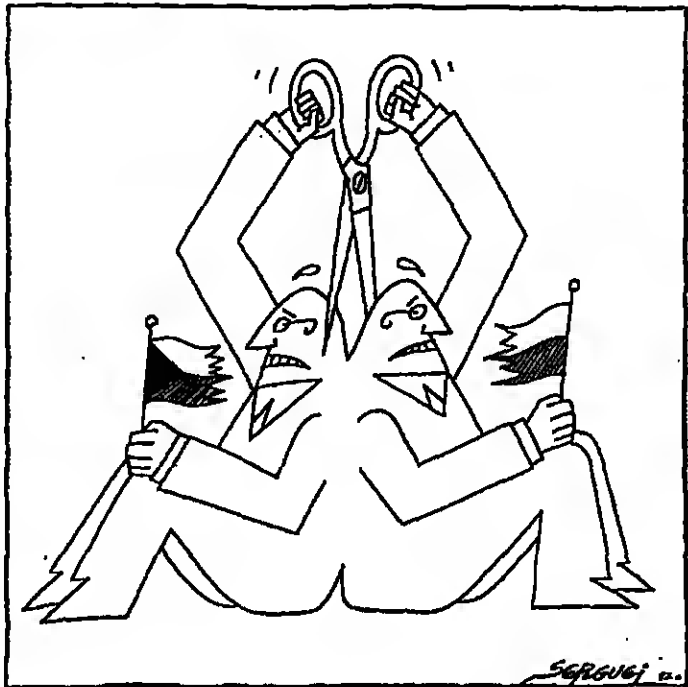
Fasciné par le monde anglo-saxon, M. Klaus ne perd jamais une occasion de souligner que la Pologne et la Hongrie sont « à la traîne » et, de toute évidence, n'a pas l'intention de s'embarrasser d'un « triangle de Visegrad » pour faire antichambre. Débarrassé du fardeau slovaque, il va se sentir les mains plus libres pour rejoindre l'Occident. « M. Klaus et ses conseillers n'ont jamais compris l'intérêt que l'on pouvait avoir à mener une diplomatie vers l'est », relève un analyste tchèque. « La Russie ? Pourquoi la Russie ? C'est ce qu'il se dit ». Le risque, estiment certains critiques de M. Klaus, est qu'avant de tomber dans l'orbite occidentale, la Bohême-Moravie sans le contre-poids slovaque va surtout tomber dans l'orbite allemande - l'Allemagne est déjà de loin le premier investisseur étranger en République tchèque.

Quant à la Hongrie, elle se retrouve face à la Slovaquie (qui lui a appartenu pendant près de

mille ans) où vit une minorité magyare de 560 000 personnes. Plus diplomate qu'il n'en a l'air, le dirigeant nationaliste slovaque Vladimír Meciar a pris soin de multiplier les contacts, ces dernières semaines, avec le conseil général hongrois à Bratislava, devant lequel il a voulu, selon une source diplomatique hongroise, se montrer rassurant, notamment à propos du barrage de Gabčíkovo-Nagymaros, devenu à présent un différend slovaque-hongrois. Depuis les élections tchécoslovaques Budapest a, d'ailleurs, gardé un profil bas à propos de la minorité hongroise de Slovaquie.

Les relations avec la CEE se trouvent également bouleversées. La République tchèque va-t-elle seule hériter du traité d'association avec Bruxelles, ou les Slovaques, moins avancés économiquement, y auront-ils droit aussi ? Plus que jamais, Tchèques et Hongrois vont tenter de faire valoir leurs propres cartes. Désormais en Europe centrale, c'est chacun pour soi.

SYLVIE KAUFFMANN



Le texte de la déclaration

Voici le texte intégral de la déclaration politique sur la procédure de séparation de la Tchécoslovaquie en deux Etats indépendants, signée samedi 20 juin, à Bratislava, par MM. Klaus et Meciar :

L'HZDS (Mouvement pour une Slovaquie démocratique de M. Meciar) et l'ODS (Parti démocratique civique de M. Klaus) sont conscients de leur haute responsabilité historique devant la situation issue des élections de 1992 en République tchèque et en République slovaque, et ils ont décidé de la résoudre ensemble par la voie constitutionnelle.

Afin d'assurer la continuité de tous les organes constitutionnels de la Fédération et de tous les processus entamés après novembre 1989, ils se sont mis d'accord sur la formation d'un gouvernement fédéral et sur son programme, qui fait partie de leur accord politique.

Ils constatent les divergences de leurs programmes électoraux et de

leurs objectifs politiques concernant la structure de l'Etat. L'ODS voit pour les Républiques tchèque et slovaque, comme seule forme raisonnable et fonctionnelle de l'Etat commun, une fédération constituée d'un seul sujet de droit international. Pour l'HZDS, c'est une confédération des deux Républiques, chacune étant sujet de droit international. L'ODS ne considère pas la confédération de deux sujets de droit international comme un Etat commun, mais comme une Union de deux Etats indépendants. L'ODS préfère à la confédération deux Etats indépendants, c'est-à-dire la séparation constitutionnelle de l'Etat actuel.

Ils considèrent dans cette situation que leur rôle commun est d'initier par tous les moyens légaux le processus qui mènera avant le 30 septembre 1992, à un accord des deux Conseils nationaux pour redéfinir la structure de l'Etat. Si deux Etats sujets de droit interna-

tional sont créés, l'ODS et l'HZDS considèrent qu'il faudra, dans l'intérêt de leurs relations d'amitié et de bon voisinage, chercher des formes de collaboration et un cadre de coopération en harmonie avec leurs traditions et leurs besoins actuels et futurs.

Ils proposent que dans le cas de la disparition de la fédération, les deux Conseils nationaux adoptent les lois pour intégrer en leur sein les députés élus au Parlement fédéral. Les principes du programme du gouvernement fédéral lient les deux sujets, qui, régulièrement, s'informeront et se consulteront au niveau du Parlement fédéral, leurs directions se rencontrant en fonction de l'évolution de la situation.

Cet accord ne concerne pas les relations que l'ODS et l'HZDS ont avec d'autres partis politiques.

L'ODS et l'HZDS s'engagent à conclure un accord sur les autres organes centraux de l'Etat avant le 31 juillet 1992.

BULGARIE : condamnation de l'ancien chef des services de renseignements de Sofia

Le général Vladimir Todorov, a été condamné, vendredi 19 juin, par la section militaire de la Cour suprême de Bulgarie à quatorze mois de prison pour avoir détruit une partie du dossier concernant l'affaire Markov. L'écritain Georgi Markov a été assassiné en 1978 à Londres à l'aide d'une arme mystérieuse attribuée à la presse bulgare. Selon le verdict, le crime a été préparé avec la complicité de l'ancien vice-ministre de l'intérieur, M. Stefan Sarov, qui s'est suicidé la veille de l'ouverture du procès, en janvier dernier. Au moment de sa mort, en septembre 1978, Georgi Markov travaillait à la section bulgare de la radio BBC. (AFP)

GÉORGIE : M. Chevardnadze accuse Moscou d'espionnage

Le dirigeant géorgien, Edouard Chevardnadze, a accusé, vendredi 19 juin, la Russie de soutenir ouvertement les séparatistes d'Ossétie du Sud, située en Géorgie, qui cherchent à s'unir avec leurs voisins d'Ossétie du Nord, rattachée à la Russie, rapporte l'agence Itar-Tass. Dans un communiqué, il affirme que des hélicoptères arborant les couleurs de l'armée de l'air russe ont attaqué jeudi des positions de la garde nationale géorgienne en Ossétie du Sud, tuant et blessant plusieurs personnes. (AFP, Reuters)

LITUANIE : élections législatives le 25 octobre

Des élections législatives se dérouleront en Lituanie le 25 octobre, a-t-on annoncé officiellement vendredi 19 juin à Vilnius. Soixante et onze des cent quarante et un députés seront élus au scrutin majoritaire, les soixante-dix autres à la proportionnelle, selon un système retenu au terme de négociations entre les réformateurs favorables au premier système et l'opposition. (AFP)

TURQUIE : deux cent quarante morts dans le sud-est anatolien en quarante jours

Selon un bilan fourni mercredi 17 juin par le super-préfet de Diyarbakir, la principale ville du sud-est anatolien à majorité kurde, soixante membres des forces de l'ordre turques et cent quatre-vingt membres de la guérilla kurde, menée essentiellement par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ont été tués en quarante jours dans différents accrochages. Selon ce bilan, cinquante-sept personnes ont été arrêtées depuis le 6 mai et plusieurs centaines d'armes individuelles, dont vingt lance-roquettes, ont été saisies. (AFP)

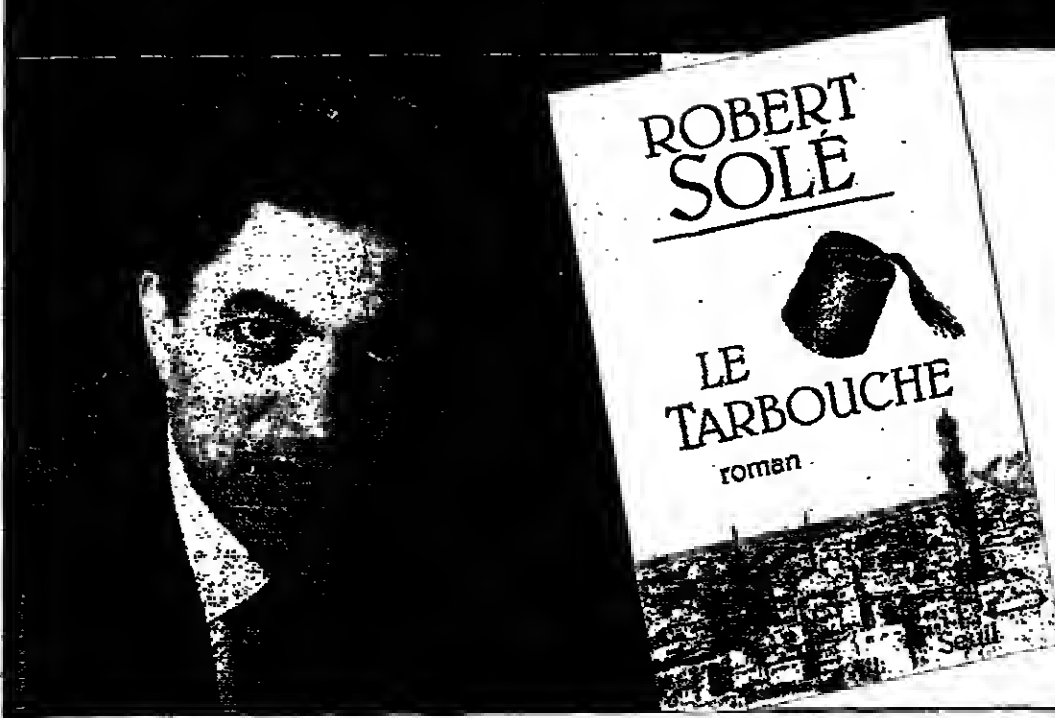
HAÏTI-KARABAKH

Les Arméniens affirment avoir stoppé les Azeris

Le ministre arménien de la défense a assuré, vendredi 19 juin, que l'offensive azérie de ces derniers jours dans le Haut-Karabakh avait été arrêtée. Mais les deux camps, qui ont fait appel à des renforts, semblaient se préparer à une épreuve de force pour le contrôle d'une entrée stratégique de l'enceinte montagneuse. Des milliers de réfugiés ont continué à fuir les zones de combats. Dans la ville frontalière arménienne de Goris, des officiers ont précisé que les deux camps étaient en train de renforcer leurs positions près du corridor menant à Choucha. L'Azerbaïdjan a accusé l'Arménie d'utiliser ce corridor pour acheminer des armes aux combattants arméniens à l'intérieur de l'enceinte, où les autorités locales ont décrété cette semaine l'état d'urgence pour un mois.

Environ deux mille personnes ont été tuées ces quatre derniers années dans les affrontements liés au Haut-Karabakh, peuplé majoritairement par des Arméniens mais placé sous l'administration de Bakou depuis 1923. (Reuters)

ROBERT SOLÉ



Une fresque à l'accent si vrai qu'on croit y entendre le délicieux français d'Egypte.

Amin Maalouf / Le Monde

Un vrai monde, avec de vrais sentiments, de vraies couleurs, de vrais mots.

Paul Coirentin / Télérama

Des femmes et des hommes auxquels le lecteur s'attache vite et qui sont décrits avec tendresse et humour, racontés, menés de bout en bout avec une maîtrise rare, exceptionnelle.

Jacques Duquesne / Le Point

Tous les déracinés de la terre liront Le Tarbouche avec une émotion sans doute teintée de nostalgie.

Lisette Morin / Le Devoir

Editions du Seuil

Le cauchemar yougoslave

FIN

Vous faites partie des abonnés qui reçoivent encore actuellement notre journal sous bande. Nous avons le plaisir de vous informer que le numéro du *Monde* daté du mardi 23 juin vous sera adressé à plat, votre adresse étant imprimée directement par jet d'encre sur la partie supérieure gauche de la « Une ». Cette modification technique est destinée à vous garantir une meilleure qualité de service.

50-100

PROCHE-ORIENT

AFRIQUE

ISRAËL : après la rencontre entre M. Arafat et les délégués des territoires occupés

Tempête pour un baiser palestinien

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Hanane Achrafat, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix, posant tendrement sa joue sur l'épaule gauche de M. Yasser Arafat après avoir reçu un chèque de 10 millions de dollars, devant les caméras de la télévision... La scène a été montrée cent fois depuis jeudi soir et fixée à des millions d'exemplaires, vendredi 19 juin, dans toute la presse d'Israël.

« Il s'agit d'une violation délibérée de la loi israélienne », a déclaré le ministre de la police M. Ronni Mili. « Des gens rentrent en Israël, ils sont arrêtés et nous leur appliquons toutes les rigueurs de la législation en vigueur. » Filmé à Amman en compagnie du chef de l'Olp, l'organisation terroriste avec laquelle tout contact est en principe interdit par la loi, M. Achrafat n'est pas la seule visite par les foudres du ministre. Aussi bien M. Haydar Abdel Chaffi, chef de la délégation palestinienne à Madrid, que M. Fayçal Hussein, leader

influent dans les territoires occupés, ont été vus en compagnie de l'homme au keffiyeh.

« Cette rencontre, a déclaré le premier ministre, M. Itzhak Shamir, est contraire aux engagements pris par les Palestiniens et aux accords passés avec les co-parties du processus de paix. » « Des mesures légales seront prises », a-t-il promis aux politiciens d'extrême droite.

En fait, ce n'est pas la première fois, loin de là, que ces Palestiniens consultant directement celui à qui ils n'ont cessé de déclarer leur dévouement (le Monde du 20 juin). Jusqu'ici, « faute de preuves », les autorités israéliennes avaient toujours fermé les yeux. La différence, cette fois, est que non seulement il existe une preuve filmée du délit mais que les intéressés le reconnaissent.

Interrogé de Jordanie sur sa prochaine arrestation, M. Achrafat a déclaré que ce serait « stupide et sans fondement ». La loi israélienne, a-t-il poursuivi, « ne nous concerne pas, nous sommes des Palestiniens. Nous n'avons commis aucun crime. Personne ne nous

empêchera de rencontrer notre direction politique ». Reste que les Américains eux-mêmes, semblent furieux de l'opération, et ils ont fait part vendredi soir, par la voix d'un porte-parole du département d'Etat de leur « irritation ». L'OLP ne faisant « pas partie » officiellement du processus de paix en cours.

Pourquoi cette provocation surprise de la part des Palestiniens ? « Il nous fallait renforcer l'image de notre délégation car celle-ci a été déformée », a affirmé un proche de M. Hussein à la télévision israélienne. Et comme pour confirmer ses dires, un groupe de Palestiniens manifestait au même moment, vendredi soir, devant sa résidence à Jérusalem-Est. Autre explication fournie par M. Ehud Yaron, l'un des meilleurs analystes israéliens des affaires arabes : « Ils ont sans doute pensé que la vue de nos élections constituerait le meilleur moment pour essayer d'influencer, sur ce et au de nous, la rôle de l'OLP dans les négociations en cours. »

P. C.

Un scrutin sans vrai débat

Suite de la première page

Chacun le sait, une victoire travailliste aurait l'avantage d'accroître la mise en œuvre de l'autonomie limitée promise en 1978 aux Palestiniens - mais à l'époque, ils n'étaient pas prêts - et elle empêcherait du même coup les chances d'obtenir de Washington les milliards de dollars dont le pays a un urgent besoin pour intégrer les centaines de milliers d'immigrants qui s'installent actuellement dans des centres d'absorption.

Dans une campagne électorale, digne de ce nom, l'essentiel du débat aurait pu tourner autour des conséquences de ces deux facteurs. Que sera l'avenir d'Israël ? Et le difficile - développement de son économie, sa place au Proche-Orient, ses relations avec 1,3 million de Palestiniens des territoires occupés, ses rapports avec le monde arabe ? La crise de confiance avec l'unique super puissance qui reste sur la planète peut-elle être surmontée ? La religion doit-elle être davantage séparée de l'Etat ? Doit-on continuer de consacrer un tiers du budget national à la défense, c'est-à-dire trois fois plus que pour l'éducation nationale, qui est en pleine crise ?

Presque tous les éditorialistes de la presse locale, de droite comme de gauche, l'ont écrit et répété : « Les vrais problèmes d'Israël n'auront jamais été aussi cruellement absents d'un débat pré-électoral. » De l'éviscération, cette longue campagne aura été la plus terne que l'Etat hébreu ait jamais vécu. Rébarbatifs jusqu'au bâillement, les candidats sérieux se sont souvent fait comme un devoir de dissimuler leurs divergences minimales, pour ne pas donner des points - voire de s'abriter derrière les grands fantômes du Panthéon national : Menahem Begin, Golda Meir, Moshe Dayan, Ben Gourion... Comme si les vivants n'avaient pas le droit d'occuper dignement la scène centrale de la vie nationale.

Dissimulations travaillistes

Dans le dernier numéro du *Jerusalem Report*, un bi-mensuel politique de qualité, M. Zeev Chafetz, rédacteur en chef, résumait ainsi brutalement un sentiment très répandu : « Jamais pareille collection de médiocrités, de charlatans, de dingés et d'escrocs n'aurait été en concurrence pour obtenir le pouvoir. » Dans leurs spots télévisés, notamment, les politiciens d'Israël n'ont reculé, poursuit-il, « devant aucun mensonge, ni aucune absurdité ». Cette dégradation du débat politique - certains parlent irrésistiblement de son « américanisation » - expliquerait, selon lui, « la dimension irrationnelle » de la consultation. C'est un peu comme si elle n'avait pas lieu en Israël mais « ailleurs, dans un autre pays et à une autre époque ».

Incertain de son pouvoir de séduction personnel, M. Shamir, qui, il est vrai, a dû annuler de nombreux meetings faute d'auditeurs, s'est montré le moins pos-

sible et il s'est même refusé un second tour du scrutin qui lui proposait les travailleurs au nom de M. Rabin. Dans le même temps, fatigué des longues années de purgatoire où son ancien chef de file - M. Shimon Peres - semblait l'avoir embourbé, le vieux parti de Ben Gourion a donné l'impression de tout faire pour dissimuler son programme et ses jeunes « colporteurs », les plus favorables d'idées.

MM. Abraham Burg ou Nissan Ziv, des gens de haut, ont été à peine vus à la télévision. Centrés autour de la personnalité du candidat, ancien chef d'état-major, ancien ministre de la Défense, ancien chef du gouvernement (1974-1977), ancien héros de la guerre des six jours, ancien ambassadeur, ancien « conseiller de l'Union fédérale palestinienne », la campagne travailliste a d'abord porté sur la sécurité. Si l'on a assez peu montré les civils parmi les dix-sept nouveaux venus de la liste de quarante-cinq candidats choisis lors des primaires, les six généraux qui y figuraient ont été en revanche présentés comme une sorte de garantie contre les dérapages gauchistes.

Le malaise des Sépharades

Objetif tactique : obtenir le soutien d'une partie des 30 à 40 % d'électeurs traditionnels du Likoud qui, à en croire les sondages, se déclarent encore incertains trois jours avant la consultation. Un sépharade sans précédent qui illustrerait le désarroi ambiant. A tort ou à raison, les stratèges des deux camps ont estimé que c'est là, dans ce vivier de petites gens souvent déçus par la politique économique du pouvoir en place et en même temps attachés à l'identité « sépharadite » du « Grand Israël » (territoires occupés inclus), que réside la victoire.

Les travaillistes ont perdu le pouvoir il y a quinze ans parce que Menahem Begin avait su séduire les couches défavorisées de Sépharades, ces juifs originaires venus du Maghreb et des pays arabes. Or, même s'ils sont loin de former un bloc unitaire, les Sépharades qui représentent quand même 55 % de la population et plus des deux tiers de l'électorat traditionnel du parti au pouvoir, ont aujourd'hui le sentiment d'avoir été trahis, sacrifiés au profit des nouveaux immigrants sépharades, les « Russes ».

■ IRAK : près de 60 kilos d'uranium soustraits à la surveillance internationale. - Selon les conclusions de la douzième mission d'inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) en Irak, du 26 mai au 4 juin 1992, les autorités irakiennes ont soustrait à la surveillance de cet organisme près de soixante kilos d'uranium naturel. Le directeur de l'Agence a précisé, vendredi 19 juin, que 36 kg d'uranium enrichi se trouvant dans des réacteurs de recherche doivent encore être évacués d'Irak. - (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : après le massacre dans une cité noire

Le Congrès national africain condamne le gouvernement

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le président de la République sud-africaine, M. Frederik De Klerk, devait se rendre, samedi 20 juin, dans le ghetto noir de Boipatong, au sud de Johannesburg, où trente-neuf personnes ont été massacrées dans la nuit de mercredi à jeudi (le Monde du 20 juin). Jeudi, il avait exprimé son indignation et présenté des condoléances aux familles des victimes.

Vendredi, l'archevêque anglican de Cap, Mgr Desmond Tutu, et le révérend Frank Chikane, président du Conseil sud-africain des Eglises, se sont rendus à Boipatong, où ils ont prié avec les résidents de la cité. « Le gouvernement doit assumer la responsabilité de ce qui s'est passé. S'il ne le fait pas, il n'est pas

digne de gouverner ce pays », a déclaré M. Chikane. « Ce ne sont pas des animaux, ce sont des êtres humains. Ils ont été tués comme des moutons », a lancé Mgr Tutu, prix Nobel de la paix.

Le secrétaire général du Congrès national africain (ANC), M. Cyril Ramaphosa, a condamné le gouvernement, au cours d'une conférence de presse. Il a cité les propos tenus par M. De Klerk, lors de sa dernière visite officielle à Tokyo, coiffant à des centaines d'officiers que son gouvernement avait « un plan pour contrôler les actions de masses », telles celles annoncées mardi par l'ANC. « Le massacre d'innocentes victimes par des hordes de véhicules de police semble bien être la seconde phase de ce plan », a estimé M. Ramaphosa. M. Hirsch Kriel, le ministre de l'intérieur, a pour sa part exigé que

l'ANC présente des excuses publiques au gouvernement si la collusion de la police et des assaillants n'était pas prouvée. « Notre gouvernement n'a jamais tué qui que ce soit », a-t-il affirmé.

Vendredi, la situation était très tendue dans la cité noire. Plusieurs centaines de policiers patrouillaient et retenaient les occupants du foyer pour travailleurs migrants - sous contrôle de l'Inkhata, le mouvement conservateur à dominante zouloue - d'où a été lancée l'attaque. Derrière les grilles du foyer, plusieurs centaines de Zoulous ont passé leur journée à danser, chanter et lancer des cris de guerre, ce brandissant des armes traditionnelles.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

■ ALGERIE : les islamistes prédisent une « explosion » lors du prochain procès de leurs dirigeants. - Apparus, vendredi 19 juin, sur les murs des mosquées d'Alger, des tracts du Front islamique du salut (FIS) ont mis en garde le gouvernement contre le procès des dirigeants du mouvement dissous, dont M. Abdelhak Madani et Ali Belhadj, prévu le 27 juin devant le tribunal militaire de Blida. « Le procès est le début d'une explosion dans le pays. La justice signe sa propre mort. Nous riposterons avec force », menace l'organisation clandestine. - (AFP, Reuters.)

■ CONGO : les élections législatives reportées de trois jours. - Le premier ministre André Milongo a annoncé vendredi 19 juin le report à mercredi, pour des raisons « techniques », du premier tour des élections législatives qui devait avoir lieu dimanche 21 juin. M. Milongo a indiqué que des « anomalies » avaient été relevées dans le recensement des électeurs. Il a d'autre part laissé entendre que de nouvelles arrestations auraient lieu

parmi les anciens dignitaires impliqués dans des scandales financiers, citant notamment l'ancien ministre des Travaux publics, le colonel Benoît Moundé Ngolo. - (AFP.)

■ RWANDA : la France se déclare « préoccupée ». - La France suit avec « préoccupation » l'évolution de la situation au Rwanda et souhaite que le dialogue engagé entre le gouvernement et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) « se traduise sur le terrain », a déclaré vendredi 19 juin à Paris le porte-parole adjoint du Quai d'Orsay. « La France a deux préoccupations sur place : la mission exclusive est d'assurer la sécurité et la protection de nos ressortissants et des communautés étrangères », a-t-il précisé. Jeudi, une source officielle à Kigali avait affirmé que de violents combats, qui ont commencé le 5 juin, se poursuivaient. - (AFP.)

■ SOUDAN : les groupes rebelles soutiennent leur réconciliation. - Les deux factions rebelles au Soudan ont annoncé, vendredi 19 juin, à Nairobi, leur prochaine réconciliation, après dix mois de négociations. Les deux camps de réconciliation ont annoncé qu'ils se réuniraient à Nairobi, le 20 juin, pour discuter de la réconciliation. Les deux camps de réconciliation ont annoncé qu'ils se réuniraient à Nairobi, le 20 juin, pour discuter de la réconciliation. Les deux camps de réconciliation ont annoncé qu'ils se réuniraient à Nairobi, le 20 juin, pour discuter de la réconciliation.

ASIE

LOIN DES CAPITALES

Les statuettes mutilées de Wutai Shan

WUTAI SHAN
de notre envoyé spécial

APRÈS plusieurs minutes de négociations, le moine accepte d'ouvrir la porte de l'un des temples de la montagne sacrée, qui renferme une collection de plusieurs dizaines de statues de bouddhas tout un pan de mur et le plafond. Dès le premier coup d'œil, on comprend pourquoi le religieux était réticent à montrer cette partie de l'édifice à des étrangers.

Chaque des centaines de statues porte les stigmates d'une mutilation soignée : yeux crevés, doigts coupés, plus rarement bras tronqués, tête arrachée. L'un des bouddhas, le moine dont les statuettes ont été défigurées montre à quel point cette destruction fanatique était prisonnière de l'ordre culturel contre lequel elle se voulait dirigée : elles ont été symboliquement mutilées, mais non détruites. Une terreur sacrée retint le bras des gardes rouges.

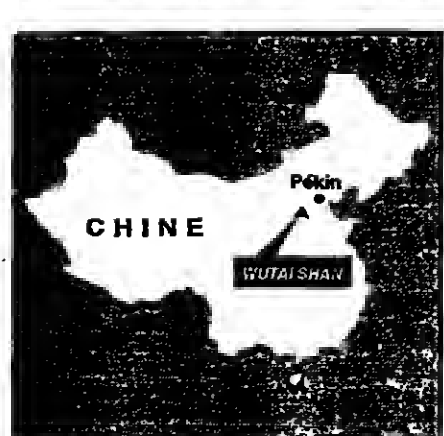
Pourtant en Chine, on peut constater cette caractéristique du catholicisme culturel que provoque Mao. Si des temples et des monuments historiques furent rasés, ils furent plus souvent saccagés. Il n'est pas rare, par exemple, de découvrir un pan de centaines de bouddhas dont pas un, si petit soit-il, n'a conservé sa tête. Cette terreur minutieuse n'explique que par le rapport extrêmement ambigu que la Chine, toute communiste qu'elle se prétende, entretient avec son passé.

Le phénomène, en ce haut lieu du bouddhisme chinois, perd dans des montagnes cristallines à trois mille mètres, à une journée de voiture au sud-ouest de Pékin, n'est pas nouveau. Wutai Shan, les Monts-aux-Cinq-Terrasses, fut un de ces sites où l'atmosphère rapporta confucien au pouvoir et les apports culturels étrangers tourna jadis en drame. C'était un centre monastique de pre-

mier plan des dynasties des Wei du Nord, « barbares » sinisés qui régneront pendant presque deux siècles, à partir de l'an 386 de notre ère, sur une partie de la Chine septentrionale.

Un nid d'aigle religieux

En 844, l'un des derniers empereurs Tang ordonna une persécution contre le bouddhisme, venu de l'Inde, qui allait provoquer la destruction de dizaines de milliers de monastères à travers le pays, dont ceux de Wutai.



Shan. Tous les moines, sauf les plus vieux, furent réduits à l'état laïc.

Trois ans plus tard, les temples furent reconstruits. L'empereur Wuzong, qui avait voulu éradiquer le bouddhisme, venait de mourir. En agissant comme il l'ont fait, onze siècles plus tard, les gardes rouges ont renoué, somme toute timidement, avec une des réactions de rejet de la Chine des Han face aux intrusions culturelles étrangères. Une donnée récurrente de la culture chinoise que l'historiographie de l'empire du Milieu s'est toujours refusée à analyser.

De ce choc de civilisations qui allait en précéder tant d'autres aux confins chinois, que reste-t-il à Wutai Shan ? Un lieu mal connu des Chinois, nid d'aigle religieux dans un paysage montagneux désolé, où le prin-

tempe est de plusieurs semaines en retard sur les environs. Et, pour l'industrie touristique, un espoir. Le village a été reconstruit en style traditionnel, plusieurs hôtels s'y sont installés. Les ministères y envoient leurs cadres maritimes, leurs employés d'élite. Des groupes de Chinois d'outre-mer et de Japonais commencent à y venir en pèlerinage.

Même la police y met du sien : l'endroit reste théoriquement fermé aux étrangers, mais ceux-ci sont les bienvenus, du moment qu'ils s'enregistrent au commissariat. Rien à voir, décidément, avec Pékin, où les autorités continuent d'interdire - du moins sur le papier - aux résidents étrangers de se rendre en province en voiture.

La sérénité des grands sites bouddhistes qui règne ici ferait presque oublier l'existence, lointaine, du gouvernement central, ce régime communiste dont l'un des héros historiques, le maréchal Nie Rongzhen, tenait les monts Wutai Shan durant la guerre civile. N'a-t-il pas été s'éteindre à Pékin, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. La route qui remonte vers Pékin témoigne du décalage croissant entre le gouvernement et le pays profond. Parcourue par un intense trafic de camions, elle fait penser aux routes des pays d'Asie du Sud-Est au moment de leur décollage économique, voilà une quinzaine d'années, avec ses alignements de gargons et même - miracle qui dit tout en pays socialiste - d'innombrables stations d'essence ouvertes la nuit. Longtemps victime des horaires administratifs communistes, qui ferment toutes les pompes en fin d'après-midi, le secteur des carburants semble revivre dans une semi-privatisation mal définie, mais salutaire pour les transports.

Revenir, après cette expérience, en fin de soirée, dans Pékin fait l'effet d'un retour à l'ère glaciaire du communisme. La ville semble morte. Ses faubourgs, tristes alignements de tours de béton peu éclairées au pied desquelles serpentent des périphériques déserts, contrastent avec le grouillement du pays qui l'entoure. Lamentablement mais sûrement, la Chine ne se met à l'heure de l'ouverture, abandonne les vieux réflexes totalitaires ou bureaucratiques. Seuls, à Pékin, les cercles les plus conservateurs du régime qui font obstacle aux réformes ne s'en sont pas aperçus.

FRANCIS DERON

DIPLOMATIE

Après la victoire massive du « oui » en Irlande au traité de Maastricht

Le vote massif des Irlandais, jeudi 18 juin, en faveur de la ratification du traité de Maastricht (68,7 % des voix) a été salué par la président de la Commission de Bruxelles, M. Jacques Delors, comme la victoire de « l'intégration » sur « l'isolement ». Pour M. Delors, cette ratification « était vitale » pour l'Irlande. Le ministre des affaires étrangères portugais, M. Joaquim de Deus Pinheiro, dont le pays préside actuellement la CEE, a exprimé le souhait que ce « oui » soit « le premier

d'une série ». Au Danemark, ce résultat a suscité des réactions limitées et, dans l'ensemble, plutôt contradictoires nous signale notre correspondant à Copenhague, Camille Olsen.

Le premier ministre, M. Schlüter (conservateur), a refusé catégoriquement de faire le moindre commentaire à ce sujet, tandis que son ministre des affaires étrangères (libéral), M. Ellemann-Jensen, félicitait son homologue de Dublin et lui souhaitait bonne chance, en estimant que son succès

ne pouvait être que positif pour le Danemark, sans toutefois expliquer en quoi. Du côté britannique, c'est le soulagement qui domine, rapporte notre correspondant à Londres, Laurent Zecchini : un « non » irlandais aurait eu pour effet de porter un coup probablement fatal à un traité européen que les Britanniques considéraient comme le meilleur compromis possible pour la Grande-Bretagne. Ce vote de l'Irlande renforce la position du gouvernement face à une opinion et à des partis politiques

qui ont fait preuve de peu d'enthousiasme européen depuis le rejet danois. Le premier ministre, M. John Major, a donc immédiatement saisi l'occasion que constitue le vote irlandais en faveur de la ratification du traité de Maastricht pour porter le fer dans son propre camp contre le clan des « eurosceptiques », dont l'un des porte-parole, Sir Teddy Taylor, a réaffirmé, vendredi 19 juin, que le traité était « nul et non avenu » depuis le vote du Danemark.

Fierté et soulagement à Dublin

Un sentiment de fierté et de soulagement plane sur l'Irlande depuis que les résultats officiels du référendum sur Maastricht sont connus. Fierté, pour ce petit pays de 3,6 millions d'habitants, d'avoir sorti l'Europe du mauvais pas dans lequel le « oui » danois l'avait plongé. Soulagement pour les quatre formations principales, qui avaient appelé à ratifier Maastricht de constater que leur crédit d'était pas entamé, contrairement à ce que l'on peut constater dans d'autres pays européens où les partis traditionnels enregistrent des votes de défiance.

Soulagement également de voir la machine européenne ne pas s'éloigner d'une île qui connaît un taux de chômage de près de 20 % et qui a grandement bénéficié, contrairement à la Grèce, de son entrée dans l'Europe en 1972 (la contribution des fonds structurels européens représentait, à elle seule, un demi-pièce du taux de croissance de 4 %).

Comme l'avait souhaité le premier ministre, M. Albert Reynolds (Fianna Fail, droite nationaliste), lors de sa dernière intervention avant le scrutin, c'est donc un « oui » massif (68,7 %) que les Irlandais ont apporté à Maastricht et à l'Europe, dépassant ainsi de vingt points les prévisions des sondages les plus optimistes réalisés

quelques heures avant le scrutin. Les résultats officiels montrent que la culture européenne a solidement pris pied dans certaines régions. Les agriculteurs, malgré une vigoureuse campagne des groupes « pro-life » hostiles à l'avortement, n'ont pas laissé la fibre conservatrice l'emporter sur le dynamisme insufflé par la politique agricole commune. Ils ont fortement apporté leurs voix au « oui ». Le fait que le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, se soit exprimé, dans les derniers jours, avec beaucoup d'enthousiasme en faveur du Fonds de cohésion destiné aux pays membres de la Communauté les moins privilégiés, a compensé les doutes émis quant à la réalité des fameux 6 milliards de livres que l'Irlande est supposée devoir recevoir ces prochaines années.

Faible participation

La conclusion récente des négociations sur la réforme de la politique agricole commune, avec des bénéfices considérables pour l'Irlande, a également influencé les agriculteurs.

Dans la majorité des circonscriptions, on compte deux fois plus de « oui » que de « non », et dans certaines on enregistre une majorité

de 75 % pour le « oui », contre 25 % pour le « non » (dans les comtés de Clare, de Mayo (ouest du pays) et de Waterford (sud-est)). Même dans les circonscriptions de la capitale où le taux de chômage atteint parfois 70 %, le « oui » l'a emporté partout.

« Une nouvelle espérance de vie »

La faible participation jette toutefois une ombre sur le tableau en soulignant le fait qu'une bonne partie de la population ne s'est pas sentie concernée par un débat qui était devenu électorale par bien des aspects, mêlant les questions de l'avortement et de la neutralité aux aspects économiques et monétaires complexes du traité lui-même.

Pour le premier ministre, l'Irlande « a tourné » l'Europe et « insufflé une nouvelle espérance de vie à tout le traité de Maastricht ». C'est une victoire extraordinaire pour l'Irlande, a affirmé, triomphant, le responsable de la diplomatie irlandaise, M. David Andrews, qui peut désormais prendre son billet pour Lisbonne l'âme en paix. Les quatre partis de la majorité et de l'opposition, soudés par le « oui », l'espace d'un référendum - ce qui représente un consensus sans précédent dans la

vie politique irlandaise, - ont applaudi ce résultat qui valide leur démarche.

Cela dit, la campagne menée dans les circonscriptions par les représentants de la formation principale du pays, la Fianna Fail, a été, de l'avis général, très médiocre, contrastant avec la ferveur manifestée par leurs partisans au gouvernement (*Le Monde* du 18 juin). Les démocrates progressistes, membres de la coalition gouvernementale, ont fait campagne de façon méthodique, sur les ondes de la radio, à la télévision, au sein des circonscriptions - et ce en dépit de ressources très limitées. Le responsable de la campagne de ce parti, M. Pat Cox, se cachait pas avant le scrutin, son irritation de voir le premier ministre et le Fianna Fail mener une campagne trisoute et sans aucun souffle se contentant de mettre en avant les livres qui pourraient tomber dans l'escarcelle de l'Irlande.

Le résultat du référendum a marqué également une cuisante défaite pour la coalition hétéroclite des anti-Maastricht, au premier rang desquels figuraient les groupes « pro-life » emmenés par le sénateur Des Hanahan (exclu du groupe du Fianna Fail). Ces mouvements, inspirés de ceux qui existent aux États-Unis, ont bénéficié du soutien de nombreux membres du

clergé qui, dans leurs sermons, ont inséré de façon subtile le message anti-Maastricht. L'épiscopat, pour sa part, a refusé, dans sa déclaration sur le référendum, de se prononcer pour le « oui » ou pour le « non ».

Ce vote, comme le souhaitait M. Reynolds, donne une indication intéressante pour le prochain référendum de novembre sur l'avortement. Il pourrait traduire le souhait des Irlandais de voir assouplir la législation actuelle sur l'avortement (autorisation de « voyager » et information). Mais cette prochaine bataille, au cœur de la très catholique Irlande, devrait être particulièrement passionnée.

PIERRE SERVANT
(avec notre correspondant à Dublin Joe Mulholland)

Les résultats officiels

Nombre d'électeurs : 2 542 840
Oui : 1 001 076 (68,7 %)
Non : 448 645 (31,3 %)
Taux de participation : 57,3.

Les réactions en France

Le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, s'est félicité, vendredi 19 juin, à Grasse, d'apporter « une bonne nouvelle chaque jour » après le vote favorable des Irlandais au traité de Maastricht. « Les Irlandais ont fait preuve d'intelligence et de générosité, ce qui ne m'étonne pas de leur part », a-t-il dit. Pour M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, qui s'exprimait sur FR 3, le « oui » massif enregistré en Irlande « montre que le référendum danois a été un électrochoc salutaire ». M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, s'est félicité, lui aussi, des « bonnes nouvelles pour l'avancée de la construction européenne » que constitue le succès du « oui » en Irlande et le vote de la révision constitutionnelle à l'Assemblée nationale.

« Le « oui » massif de l'Irlande est un puissant encouragement à poursuivre sans délai la ratification du traité », a déclaré le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, selon qui « le « oui » des Irlandais ramène à sa juste proportion le « non » des Danois ». « Il s'agit d'un cas particulier pour le Danemark, et non d'un précédent pour l'Europe », a-t-il dit. M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, estime que le pourcentage des « oui » en Irlande « montre qu'il peut exister une dynamique populaire en Europe, capable de mettre en échec la coalition des « non » et les tentations du repli ».

La ratification d'un pays à l'autre

Belgique : un large consensus malgré quelques inquiétudes

Le projet de loi de ratification du traité de Maastricht devrait être approuvé fin juillet par la Chambre des représentants, puis, à la rentrée parlementaire, par le Sénat. Il n'y a pas de problème de majorité pour le gouvernement et il n'est pas question de référendum.

BRUXELLES

de notre correspondant

« Maastricht : et si le « non » l'emportait en France ? », titrait récemment la Libre Belgique. Le royaume suit en effet avec inquiétude l'évolution des opinions publiques à l'égard du traité, pour sa part, son engagement traditionnel pour l'accélération de la construction européenne n'a pas changé, malgré les mouvements d'humour manifestés çà et là. Presque personne n'a trouvé à redire à la superbe détermination avec laquelle le gouvernement a passé outre à un avis consultatif du Conseil d'État qui subordonnait la ratification à une réforme des dispositions constitutionnelles quant au vote des étrangers.

Bien que la procédure du référendum ne soit pas prévue clairement dans la Constitution, elle est possible, au moins à titre consultatif, comme le montre un précédent au sujet du maintien de la monarchie, après la seconde guerre mondiale. Même les adversaires les plus résistants du traité ne s'aventurent pas à demander un vote populaire, vu l'état d'esprit de la majorité des Belges.

Ceux-ci ont des inquiétudes quant à la place qui leur sera faite dans une Communauté élargie d'ici à la fin du siècle, mais, pour le moment, ils savent bien que la présidence tournante et les votes à l'unanimité ou à la majorité qualifiée permettent aux petits pays de jouer un rôle intéressant. La présence de la Commission, du Conseil et d'une partie du Parlement à Bruxelles contribue évidemment à attacher la majorité de la population à la réussite du pro-

jet des Orzes. Ici, rien n'est jamais simple sur le plan juridique. Outre l'autorisation de ratification par les deux chambres du Parlement, il faudra celle des Conseils des Communautés flamande et francophone pour les matières relevant de leur compétence (environnement et culture, notamment). Il se peut même que l'avis des régions wallonne et bruxelloise soit requis. Dans tous les cas de figure, la coalition gouvernementale entre socialistes et sociaux-chrétiens semble assurée d'obtenir les majorités requises, d'autant que le soutien des libéraux, autre grande formation traditionnelle, paraît acquis.

D'ores et déjà, un comité d'avis de la Chambre a approuvé à une large majorité une proposition de résolution en faveur du traité. Avec toutefois le souhait d'une modification de ce traité avant la Conférence intergouvernementale prévue pour 1998. Cela pour préparer notamment l'union européenne à l'adhésion de nouveaux États membres et appliquer progressivement les procédures communautaires aux matières relevant de la coopération intergouvernementale.

Écologistes et nationalistes flamands

Au cours de ce débat, les écologistes francophones (qui ont 10 sièges sur 212 à la Chambre) ont déclaré qu'ils ne voteraient pas la ratification. Cette position pourrait évoluer, d'autant que celle des Verts flamands paraît moins rigide. Toujours hors des formations gouvernementales, le parti nationaliste de la Volksunie (10 députés), en proie à des divisions intestines, ne s'est pas encore prononcé clairement.

En revanche, pour les 12 élus du Vlaams Blok, c'est un « non » sans état d'âme. Au siège du parti défenseur des valeurs et particularités flamandes, on déclare sans ambages qu'on ne veut pas d'un droit de vote aux étrangers de la Communauté qui permettrait aux francophones d'avoir la majorité dans certaines communes

mixtes. « La monnaie unique pourrait être une mesure technique acceptable, mais elle sera une arme politique entre les mains des eurocrates », déclare par ailleurs un responsable.

Le « non » est rare dans les associations représentatives et les syndicats. Malgré les mesures d'austérité que le gouvernement étudie actuellement afin de satisfaire aux futurs critères de convergence pour l'union monétaire, la loi n'est ni en accusation ni par la Confédération syndicale chrétienne ni par la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB), proche des socialistes mais indépendant. Des améliorations sont cependant souhaitées et des critiques sont formulées plus librement depuis le « non » danois.

Le président de la FGTB, M. François Janssens, écrit dans le dernier numéro de la revue *Syndicats* que les institutions communautaires « sont tout sauf démocratiques » car « technocratiques » et ignorent la voix des élus qui constituent le Parlement européen. A l'unisson avec certains députés européens de la Belgique qui réclament une « Union sociale » au même titre que l'Union politique et monétaire, M. Janssens poursuit : « On taxa davantage les salaires que les dividendes ; les travailleurs restent au pays, alors que les capitaux vont à l'étranger où pour autant qu'ils y trouvent leur compte. »

De son côté, la fédération pétrolière déplorait l'attitude danoise mais proclamait : « Plus d'Europe ne peut conduire à une seule croissance des autorités sur le PIB des Communautés. En principe toute dépense supplémentaire élargissant l'échelon européen doit être compensée par une réduction sur le plan national. » Le consensus politique pour le « oui » dissimule de moins en moins bien des divergences entre partenaires sociaux sur la répartition des sacrifices financiers à consentir.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Luxembourg : un cas à part en raison de la forte présence d'étrangers

Le projet de loi en vue de la ratification du traité de Maastricht devrait être approuvé par la Chambre des députés luxembourgeois, le 2 juillet. Le gouvernement a exclu la procédure de référendum, dont le résultat eût été incertain en raison des sentiments partagés de la population.

LUXEMBOURG

de notre envoyé spécial

Récemment, les Luxembourgeois ont trouvé dans leur boîte aux lettres une brochure enflammée, en allemand, du Mouvement national, parti d'extrême droite qui n'obtient que 4 % des voix aux dernières élections, mais auquel les craintes populaires devant l'arrivée de « nouveaux venus » aux « citoyens de l'Union » donnent des ailes. C'est que le grand-duché est vraiment un cas à part parmi les Douze : 113 000 ressortissants CEE sur une population totale de 400 000 personnes.

Des Français et des Belges, mais surtout des Portugais (45 000) et des Italiens (20 000) qui constituent le main-d'œuvre de base dans un pays où l'immigration maghrébine est insignifiante. Les femmes de ménage vont-elles faire le ménage dans la capitale, où les Luxembourgeois sont 34 000 face à 25 000 « étrangers » venus de la Communauté ? Ce fantasma existe en tout cas dans la commune de Larochette devenue un passage obligé des envoyés apaisés parce que la population originelle des onze autres pays y atteint 54 %.

Gloieuse incertitude du droit ! Contrairement à ce qui s'est passé dans la Belgique voisine, dont la Constitution est pourtant très comparable à celle du Luxembourg, le Conseil d'État a estimé qu'il n'y avait pas lieu de modifier les articles de la loi fondamentale relatifs au droit de vote avant de ratifier le traité de Maastricht (A Bruxelles, la gou-

vernement est passé outre à l'avis consultatif différent). Le premier ministre, M. Jacques Santer, en est fort aise, si l'on fait valoir que, de toute façon, il demandera des « dérogations » lors de la discussion de la future directive sur le vote des étrangers.

« Maastricht : un succès pour la Luxembourg », affirment des placards gouvernementaux dans les journaux et des séquences à la télévision, en partant du fait que le grand-duché assumait le présidentat tournant de la Communauté, le premier aasmestre de 1991, quand furent dégaugées certaines beses du traité. Le 22 avril, une déclaration du gouvernement aux députés a souligné les aspects positifs du dossier : d'une part, « une petite nation comme le nôtre ne peut que bénéficier de la politique extérieure et de sécurité commune qui lui attribue un pouvoir de co-décision dont, indéniablement, il ne dispose pas actuellement » ; d'autre part, « qui pourrait nier les avantages que présente un passeport « fort », protégeant quelque 340 millions d'hommes, par rapport au passeport d'une si petite nation ? »

La fin des « niches »

Cette argumentation suffit aux 22 députés du Parti chrétien-social et aux 18 du Parti ouvrier-socialiste, auxquels - sur un total de 80 - devraient se joindre les 11 du Parti démocratique (libéral) actuellement dans l'opposition. « On est un peu coincés, avoue avec une franchise méritoire M. Mario Hirsch, porte-parole du Parti démocratique. On ne peut pas se permettre de renier l'héritage de Gaston Thorn (ancien premier ministre qui présida la Commission de Bruxelles de 1981 à 1988), mais on a de sérieuses réserves à faire sur la hâte du pouvoir. »

Parmi les chefs des libéraux, il y a la facilité avec laquelle M. Santer prend son parti de la disparition probable des

« niches », comme on dit en Luxembourg pour parler des avantages fiscaux visant à attirer les capitaux étrangers. « L'ouverture progressive des frontières a permis à l'économie luxembourgeoise de tirer un avantage intelligent et rémunérateur des disparités fiscales avec ses voisins, de la souplesse de son administration et de sa situation géographique », reconnaît un rapport au Conseil national des libéraux. Mais, on « doit aujourd'hui se battre pour protéger les niches contre l'égalisation des conditions de concurrence dans un marché véritablement sans frontières ».

Par crainte des réactions populaires au sujet du droit de vote, les libéraux ont renoncé à leur exigence antérieure d'un référendum (il y en a eu un trois ans au Luxembourg depuis le début du siècle). Mais ils veulent faire entendre leur différence au Parlement en reprochant au gouvernement de ne pas avoir bataillé davantage pour obtenir à Maastricht des protocoles ou des déclarations préservant les intérêts spécifiques du grand-duché, tel le droit au secret bancaire. Ils estiment aussi qu'il « valait mieux attendre de voir ce qui allait se passer dans les autres pays, au lieu de se précipiter pour ratifier les premiers, de façon peut-être à sauver ce qui pouvait l'être encore ».

Au contraire, M. Santer veut se présenter au Conseil européen de Lisbonne en meilleur élève de la classe, en mesure de promettre que, quelques jours après ce sommet, son Parlement approuvera la ratification. On lui prête l'intention d'en tirer argument pour demander que le siège de la future banque centrale soit attribué au Luxembourg. Sa déclaration du 22 avril le disait sans embages : « La dialectique fruste qui caractérise tout référendum n'est en aucun cas de nature à fournir au gouvernement les arguments dont il a besoin à Bruxelles. »

J. de la G.

550 (من لايصل)

DIPLOMATIE

Dans un rapport sur les modalités de l'action en faveur de la paix

M. Boutros-Ghali propose que des forces armées soient spécialement affectées à l'ONU

Le secrétaire général de l'ONU a rendu public le 18 juin le rapport sur « La diplomatie préventive, le maintien de la paix et le rétablissement de la paix » qui lui avait été demandé le 31 janvier par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité. M. Boutros-Ghali propose que des forces armées soient spécialement affectées à l'ONU.

Le conflit yougoslave. Cette idée avait été avancée par M. François Mitterrand lorsqu'il avait proposé de mettre à la disposition de l'ONU un premier contingent de mille hommes dont le nombre pourrait être doublé sous quarante-huit heures.

Si elle rallie les partisans d'une intervention rapide des Nations unies, sans attendre une hypothétique cessez-le-feu et le consentement des parties, cette double suggestion n'a guère de chances de recueillir l'aval des Etats-Unis qui, par la voix du secrétaire adjoint au département d'Etat, ont déjà fait savoir leur opposition à ces idées et, notamment, à la réactivation du comité d'état-major.

Les suggestions avancées par M. Boutros-Ghali vont être examinées par l'Assemblée générale lors de sa session annuelle qui s'ouvrira en septembre. Le Congrès américain lira sans doute avec attention le passage relatif au projet d'imputer les contributions des pays membres sur le budget de la défense au lieu de celui des affaires étrangères. Le rapport établit un parallèle entre le coût des opérations de maintien de la paix (3 milliards de dollars en douze mois) et celui des dépenses militaires dans le monde (1000 milliards de dollars par an, soit 2 millions de dollars par minute).

SERGE MARTI

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Dès lors que « la guerre froide s'est achevée » et que la pratique du veto qui a entravé l'action de l'ONU pendant quarante ans a cessé, l'organisation se devait de réfléchir aux moyens d'une action plus efficace.

Parmi les nombreuses dispositions dont M. Boutros-Ghali suggère la mise en œuvre dans son rapport, d'une cinquantaine de pages, la plus importante — et la plus sujette à discussion — est l'initiative adressée au Conseil de sécurité au plus vite les « accords spéciaux » qui permettraient au Conseil de disposer « de manière ponctuelle ou à titre permanent » de forces armées. Il propose la réactivation du comité d'état-major, un organisme dont l'ex-Union soviétique, puis la France, avaient initialement souhaité l'intervention, à l'automne 1990, avant de se ranger à l'avis et au commandement américain dans la guerre du Golfe au sein d'une force alliée.

Parallèlement à ces forces armées dont le secrétaire général estime qu'elles pourraient être utiles en cas de menace de faible ampleur, le document prévoit la création d'« unités d'imposition de la paix », constituées de volontaires qui prendraient des risques réels sur le terrain, une éventualité souvent évoquée à propos du

maintien de la paix, entraînés au sein des armées nationales, et placés sous le commandement en chef du secrétaire général.

● **Maintien de la paix**
Le secrétaire général rappelle qu'autant d'opérations de maintien de la paix (treize) ont été engagées depuis 1947 qu'en 1945 et 1947, et qu'elles ont entraîné la dépense de 8,3 milliards de dollars. Il préconise que les contributions soient prélevées sur les budgets de la défense des pays membres plutôt que sur ceux des affaires étrangères.

● **Rétablissement de la paix**
Rappelant les articles 42 et 43 de la Charte qui permettent aux Etats membres de mettre des forces armées à la disposition du Conseil, le secrétaire général préconise l'utilisation de cette disposition « de manière ponctuelle mais aussi à titre permanent », il suggère la réactivation du Comité d'état-major composé de représentants militaires des pays participant à une éventuelle opération militaire.

D'autre part, M. Boutros-Ghali envisage la constitution d'« unités d'imposition de la paix », composées de volontaires qui seraient tenus en réserve et plus lourdement armés que les forces de

consolidation de la paix.

● **Consolidation de la paix**
Dans l'esprit du secrétaire général, cette action peut prendre la forme de projets concrets de coopération mais aussi d'actions telles que le désarmement et des millions de mines qui existent dans les zones de conflits actuels ou passés.

● **Financement**
Dans le seul domaine des opérations de maintien de la paix, le retard des contributions est aujourd'hui de 800 millions de dollars. M. Boutros-Ghali reprend à son compte plusieurs propositions faites par son prédécesseur. Il s'agit notamment de la création d'un fonds de roulement de 250 millions de dollars, d'un fonds de réserve pour opérations de maintien de la paix de 50 millions et d'un fonds de secours humanitaire d'autant, de l'autorisation de procéder à des emprunts et, enfin, de la possibilité de créer un Fonds de la paix qui pourrait recevoir des contributions des gouvernements, des particuliers mais aussi du secteur privé.

S. M.

Les principales dispositions

La réunion des ministres de l'Union de l'Europe occidentale en Allemagne

Les Etats membres s'engagent « à mettre à la disposition de l'UEO des unités militaires »

Dans la déclaration dite « de Petersberg », du nom de l'hôtel dominant le Rhin, près de Bonn, où ils étaient réunis, les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe occidentale (1) affirment leur intention de mettre des unités militaires à la disposition de l'organisation en cas de besoin.

La portée de cette intention est cependant diversement appréciée : « Je ne pense pas qu'il y ait eu un pays membre qui soit disposé à envoyer des troupes pour combattre », a déclaré le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, dans une allusion à la guerre dans l'ex-Yougoslavie.

BONN

de notre correspondant

Dans leur déclaration de Petersberg, les ministres de l'UEO se sont fixés pour objectif « de soutenir, au cas par cas (...) la mise en œuvre efficace des mesures de prévention des conflits et de gestion des crises, et notamment les activités de maintien de la paix de la CSCE (2) ou du Conseil de sécurité des Nations unies ». Pour s'écarter des modalités, ils ont arrêté les modalités

de « renforcement du rôle opérationnel de l'UEO ».

Les Etats membres s'engagent « à mettre à la disposition de l'UEO des unités militaires » provenant de tout l'éventail de leurs forces conventionnelles en vue de missions militaires qui seraient menées sous l'autorité de l'UEO.

Une base multinationale

Ces unités pourraient être utilisées « pour des missions humanitaires ou d'évacuation de ressortissants », des missions de maintien de la paix, des missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix.

Elles seront organisées sur une base multinationale et interarmées. Une cellule de planification sera mise en place le 1^{er} octobre prochain sous la direction du général de l'armée de l'air italienne Caltabiano. Elle rejoindra le conseil permanent et le secrétariat de l'organisation dont le déménagement de Londres à Bruxelles s'effectuera au plus tard en janvier prochain.

La décision de recourir à l'utilisation de ces unités relève du Conseil de l'UEO. Elle suppose toutefois que la demande en soit faite par une organisation internationale et laisse à chaque Etat

la liberté de participer ou non.

La participation de chaque Etat à des opérations restera cependant du ressort national et sera prise par les Etats membres conformément à leurs Constitutions respectives. Cette dernière clause a été ajoutée à la demande de l'Allemagne dont la Constitution limite de façon draconienne l'emploi de forces nationales hors du théâtre d'opérations de l'OTAN, même sous le couvert d'institutions internationales.

L'opposition social-démocrate s'était violemment opposée vendredi à Bonn contre la possibilité pour l'UEO de mener des « missions de combat ». Dénonçant une militarisation de l'Union européenne, elle a mis en garde le gouvernement allemand contre la tentation d'utiliser l'UEO et le corps militaire franco-allemand pour contourner la Constitution allemande.

HENRI DE BRESSON

(1) Appartenant aujourd'hui à l'UEO 9 des 12 membres de la Communauté européenne : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Espagne et le Portugal.

(2) Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe qui comprend tous les Etats du continent européen ainsi que les Etats-Unis et le Canada.

■ M. Kouchner annonce la création au Kenya d'une « base humanitaire » pour la Corne de l'Afrique. ■ Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, a annoncé, vendredi 19 juin à Paris, la création à Nairobi d'une « base humanitaire » pour faciliter l'assistance aux pays de la Corne de l'Afrique. Il a également indiqué qu'un navire, affrété par la France et chargé de 2 000 tonnes d'aide alimentaire et d'équipements médicaux, partirait en juillet à destination de la Somalie puis, éventuellement, du Mozambique.

Démission de M. Picco sous-secrétaire général de l'ONU

NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

A peine quelques heures après avoir obtenu la libération des deux derniers otages occidentaux du Liban, l'italien Giandomenico Picco, l'homme des missions secrètes de M. Perez de Cuellar, a annoncé, vendredi 19 juin, sa démission de son poste de sous-secrétaire général. Le diplomate italien, âgé de quarante-trois ans, aurait accepté la direction des affaires internationales de la société italienne Ferruzzi-Montedison. Il aurait aussi l'intention d'écrire ses Mémoires, pour lesquels une maison d'édition américaine serait prête à lui verser 2 millions de dollars.

Grand, bel homme et très discret, l'Italien était devenu célèbre malgré lui. Ayant décidé de faire pression sur les gouvernements des otages occidentaux, le gouvernement de Téhéran l'avait contacté directement au début de l'année 1991 pour lui demander de servir d'intermédiaire. Les responsables iraniens connaissaient le diplomate qui était intervenu dans les négociations de cessez-le-feu à la fin de la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Selon ses proches, M. Picco quitterait l'ONU parce qu'il ne jouirait plus, au secrétariat, du statut d'« enfant chéri » qui était le sien à l'époque de M. Perez de Cuellar. M. Boutros-Ghali, qui « n'aime pas les veilles », ne l'avait rencontré que rarement depuis son arrivée à l'ONU. Après la libération des deux otages allemands au début de la semaine, on lui aurait proposé de remplacer M. Benon Sevan comme représentant spécial de l'ONU en Afghanistan. M. Picco a refusé mais a néanmoins accepté de diriger jusqu'à la semaine prochaine les négociations à Vienne avec les autorités irakiennes sur la question de l'embargo pétrolier.

M. Giandomenico Picco avait commencé sa carrière diplomatique en travaillant avec M. Perez de Cuellar alors que le fauteuil de secrétaire général de l'ONU était encore occupé par M. Kurt Waldheim. L'Italien et le Péruvien ont travaillé ensemble sur le dossier de l'opération de secours en 1982. M. Picco devint le conseiller de M. Perez de Cuellar et fit partie de l'équipe qui négocia le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.

AFSANÉ BASSIR POUR

L'élargissement de la CEE

Nouveau modèle

Suite de la première page

Idee centrale dans le « schéma » présenté aux ministres : les Douze doivent veiller à ce que l'élargissement n'affecte pas la capacité décisionnelle de la Communauté. Le « schéma » est une erreur tragique. Il n'est pas possible, souligne la Commission, « d'étudier certains changements fondamentaux » dont elle-même ne précise pas la nature.

Pour l'immédiat, la Commission propose de donner mandat à « un groupe de personnalités indépendantes » qui ferait rapport sur les modifications souhaitables des institutions « avant de lancer les négociations d'adhésion ». A la manière du comité Späak, à l'abbe du Marché commun, ou du comité d'experts sur l'Union économique et monétaire présidé par M. De la Cour, ce groupe de haut niveau (certains parlent déjà d'en confier la présidence à M. Hans Dietrich Genscher) aurait pour mission de proposer un modèle institutionnel pour permettre à la Communauté de demain de fonctionner sans devoir réviser à la baisse son niveau d'ambition politique et économique.

Ce rapport devrait être prêt rapidement, à la fin de l'année ou au

début 1993. La Commission explique que les négociations avec les pays candidats de l'AELE (Autriche, Finlande, Suède, Suisse) devraient commencer une fois le traité de Maastricht ratifié et une fois acquis l'accord des Douze sur le budget de la Communauté, ce qui est prévu pour la fin 1992 ou, en cas d'accident, pour le printemps 1993.

Des institutions plus fédérales

Ce nouveau modèle institutionnel, de nature presque obligatoirement plus « fédérale » que l'actuel — c'est bien là une des difficultés de l'exercice, mais comment y échapper? — sera mis au point parallèlement aux négociations d'adhésion, « en consultation » avec les pays candidats.

La Commission considère que les Douze doivent conserver la maîtrise de la décision sur cet aspect fondamental pour l'avenir de l'Europe unie. Le schéma institutionnel nouvelle manière fera partie, si le Conseil le veut, de l'acquis communautaire auquel les pays candidats seront invités à souscrire.

PHILIPPE LEMAITRE

Le schéma proposé par la Commission

Voici les principaux extraits du schéma de la Commission :

● **Introduction**

Le rapport se fonde sur l'hypothèse d'une mise en œuvre du traité de Maastricht, c'est-à-dire sur l'hypothèse d'une adhésion à l'Union.

Il y a déjà sept candidats et d'autres pays ont également l'intention de poser leur candidature. On peut donc se demander s'il y aura une Communauté à 20, 30 ou davantage de membres, sans même les Républiques de l'ancienne Union soviétique. Chaque demande doit être examinée séparément, mais il faut une stratégie globale. L'élargissement ne doit pas se faire aux dépens de l'approfondissement. Les deux démarches doivent être parallèles.

● **Conditions à remplir par les futurs membres**

— Identité européenne : cette notion associe des éléments géographiques et historiques à des éléments culturels. Il n'est ni possible ni opportun de tracer des frontières précises de la future union européenne. Pour des raisons d'ordre pratique, le rapport ne traite pas des Etats indépendants de l'ancienne Union soviétique autres que les Républiques baltes.

— Démocratie et respect des droits de l'homme.

— Acceptation de l'acquis communautaire, c'est-à-dire des traités (y compris Maastricht), des objectifs politiques de la législation et des obligations tant actuelles que futures. Limitation à un strict minimum des arrangements transitoires.

— Economie de marché efficace et compétitive assortie d'un cadre administratif législatif et réglementaire adéquat. Les candidats qui ne peuvent pas remplir cette condition ne peuvent être intégrés et pâtiront même d'une adhésion.

— Les candidats doivent accepter et être capables de suivre la politique étrangère et de sécurité commune qui sera mise en place. Il faut des engagements formels et précis.

● **Politique commune**

(...) L'adoption de l'acquis communautaire par les Etats membres de l'AELE ne leur poserait que relativement peu de problèmes. Ils sont bien placés pour les critères de passage au stade final de l'UEM. La plupart ont un PNB par tête plus élevé que la moyenne communautaire et ils apportent une contribution positive au budget. Les conditions économiques et sociales sont très différentes dans les autres pays européens qui auraient beaucoup de peine à adopter l'acquis communautaire et sont loin de remplir les critères d'entrée dans l'UEM. Leur intégration aux politiques communes nécessiterait une augmentation massive des ressources budgétaires.

● **Préservation de l'efficacité de la Communauté**

— Un élargissement qui affaiblirait la capacité décisionnelle de la Com-

munauté serait une erreur tragique.

Comment faire pour qu'elle puisse fonctionner avec plus de membres? Cette question n'a pas été abordée à Maastricht.

— Il est impossible (...) d'étudier certains changements fondamentaux. Même l'arrivée d'un petit nombre de nouveaux membres obligerait à procéder à des changements qui vont au-delà des simples ajustements arithmétiques.

— L'élargissement étant porteur d'un risque de surcharge et d'immobilité, il est nécessaire d'appliquer avec plus de rigueur les règles de la subsidiarité (...) et de réduire le déficit démocratique.

— La question des méthodes de travail, du nombre de membres et de la nature des procédures décisionnelles se pose à toutes les institutions. La réflexion n'a pas encore suffisamment progressé au sein de la Communauté pour pouvoir y répondre.

● **Conclusions**

● (a) **Candidats**

— Turquie : nécessité d'une application plus efficace de l'accord d'association (voir avis de 1989), rôle géopolitique important.

— Chypre : lien entre l'adhésion et le problème de la partition de l'île.

— Malte : pas de problème majeur pour l'adhésion, mais très petit Etat. La question de sa participation aux institutions devra être examinée.

— Autriche, Suède, Finlande, Suisse : leur adhésion renforcerait la Communauté sur le plan économique. La compatibilité de leur neutralité avec la PESG soulève toutefois un problème particulier.

● (b) **Nouveaux partenaires**

— Nécessité d'un nouveau partenariat et d'un dialogue avec les pays qui ne sont pas encore capables d'assumer les obligations inhérentes à l'adhésion. La Commission recommande l'établissement d'une structure institutionnelle au sein de l'architecture européenne (...).

● (c) **Séniors**

— Les négociations d'adhésion avec les pays qui peuvent adopter le système communautaire sans période de préparation peuvent démarrer après la ratification de Maastricht et les ressources propres et les questions connexes.

— Les négociations sont menées séparément avec chaque pays, mais avec une date cible commune à tous en vue.

— Les modifications institutionnelles doivent être préparées parallèlement aux négociations d'adhésion et en consultation avec les candidats. Les modifications doivent être adoptées dans le contexte de l'adhésion, sans préjudice de la conférence intergouvernementale de 1996.

— La Commission propose de demander à un groupe de personnalités indépendantes de préparer un rapport sur ce sujet avant de lancer les négociations d'adhésion.

stricht

une fois fait preuve de peu d'enthousiasme pour le projet dans la première moitié de l'année. M. J. M. a donc immédiatement mis l'accent sur la nécessité de constituer le vote irlandais en faveur de la ratification du traité de Maastricht pour permettre à la Commission de passer à l'étape suivante, dont l'un des points est de « réaffirmer, vendredi 19 juin, que le traité est en vigueur et non annulé depuis la ratification ».

Les réactions en France

Le ministre de la Justice, M. Jean-Marie Durieux, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Durieux a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de l'Intérieur, M. Jean-François Lebel, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Lebel a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de l'Économie, M. Jacques Delors, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Delors a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de la Santé, M. Bernard Kouchner, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Kouchner a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Chevènement a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de l'Environnement, M. Jean-Louis Borloo, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Borloo a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de l'Industrie, M. Jean-François Copé, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Copé a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de l'Agriculture, M. Jean-Marie Le Gohery, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Le Gohery a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

Le ministre de la Culture, M. Jack Lang, a déclaré à Paris, le 19 juin, que le gouvernement français était favorable à l'élargissement de la Communauté européenne. Il a souligné que la France était prête à accepter les conditions de l'adhésion, à condition que les candidats puissent remplir les obligations de l'acquis communautaire. M. Lang a également mentionné que le gouvernement français était en contact avec les autres pays européens pour discuter de la manière de procéder à l'élargissement.

POLITIQUE

Compte tenu des votes de l'Assemblée nationale et du Sénat

La révision de la Constitution devrait être approuvée par le Parlement réuni en Congrès à Versailles

La première phase du « combat démocratique » souhaité par M. François Mitterrand sur la construction de l'Union européenne s'achève le mardi 23 juin. Accablant le cours des événements, le président de la République a signé, vendredi, le décret convoquant ce jour-là le Parlement en Congrès au château de Versailles, et il en a informé par lettre le président de l'Assemblée nationale et celui du Sénat.

Si l'on en juge par les votes positifs intervenus au Palais-Bourbon (388 voix contre 43) et au Palais du Luxembourg (192 voix contre 117), le projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, adopté en termes identiques par les deux assemblées, devrait recueillir la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés requise, en application de l'article 89 de la Constitution, pour que cette réforme devienne définitivement acquise. Ce seul s'établit en effet,

si le nombre des participants au scrutin reste le même - à 538 voix - alors que l'ensemble des votes favorables au projet de loi constitutionnelle représente un potentiel de 580 voix. En outre, il n'y a eu au total que 160 votes négatifs alors que la minorité de blocage (deux cinquièmes des suffrages exprimés) se situe à 358 voix (1).

Après les rituelles explications de vote, puis le tour des parlementaires à la tribune placée sous l'autorité du président de l'Assemblée nationale, M. Henri Emmanuelli, le scrutin public devrait donc marquer l'ouverture de l'autre débat, celui qui aboutira à la campagne électorale annoncée pour la rentrée puisque le président de la République a décidé de recourir à la procédure du référendum pour demander à l'ensemble des Français de se prononcer sur la ratification du traité de Maastricht.

Ce sera la quatrième fois, sous la V^e République, que le Parlement est convoqué en Congrès. Le 20 décembre 1963, pour la première fois, il s'agissait, à la demande de Charles de Gaulle, de réviser l'article 29 relatif aux dates

des sessions parlementaires. Le 21 octobre 1974, il s'agissait, sur l'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, de modifier l'article 61 afin d'élargir le droit de saisine du Conseil constitutionnel à soixante députés ou soixante sénateurs. La dernière fois, le 14 juin 1976, la révision de l'article 7 de la Constitution visait à parer les difficultés pouvant surgir, pendant la campagne pour l'élection présidentielle en cas de décès ou d'empêchement d'un candidat.

Un bilan peu réjouissant

Premier intervenant devant le Congrès, M. Jacques Chirac, alors premier ministre, avait notamment souligné que dans le domaine des institutions, « comme en d'autres (...), seule la réforme garantit la stabilité ».

Au nom des députés socialistes, Gaston Defferre avait jugé « dangereuse » cette « réforme » et dénoncé dans le fonctionnement de la V^e République un « régime boiteux ». C'était l'époque où M. Giscard d'Estaing était déjà accusé par ses adversaires et par ses rivaux de

verser dans une pratique trop personnelle du pouvoir et où, à l'intérieur de la majorité, entre les gaullistes et leurs alliés, les rapports politiques se dégradèrent chaque jour davantage.

Seize ans après, le parallélisme des situations est manifeste. Cette fois, c'est M. Mitterrand qui est taxé d'exercice trop solitaire du pouvoir. Les conditions dans lesquelles le président de la République a été contraint de reculer, jeudi soir, devant les exigences du Sénat et devant la résolution des groupes UDF et UDC de l'Assemblée nationale, après avoir engagé une épreuve de force, s'ont fait qu'il illustre son affaiblissement politique. Il a préservé l'essentiel en acceptant un compromis qui lui donne maintenant une bonne raison de croire, surtout après la « bonne nouvelle » venue d'Irlande, que le débat sur la question européenne consistera à l'automne une issue positive. Mais, pour lui, le bilan de cette première bataille n'est pas très réjouissant, car il a payé cet arrangement d'un texte très ambigu pour ce qui concerne l'éventualité de voir les ressortissants de la Communauté euro-

péenne participer aux élections municipales et d'une disposition qui modifie, à ses yeux, l'équilibre des institutions.

Sur le premier point, le président de la République s'est finalement rangé à l'avis de MM. Pierre Bérégovoy, Roland Dumas et Michel Vauzelle en voulant croire que, lorsque le traité de Maastricht sera ratifié, son contenu déclenchera une dynamique telle que les dernières lignes nationales ne pourront pas tenir longtemps et qu'il suffira de s'en remettre à l'appui du Conseil constitutionnel pour contourner le Sénat au moment de la définition des modalités techniques de l'organisation du vote des étrangers européens (qui n'est retenu, pour l'instant, que sous la forme d'une faculté et non d'une obligation). Sur le second point, le chef de l'Etat, qui reprochait au Sénat d'abuser des circonstances pour s'octroyer de nouvelles prérogatives, n'a pas voulu se montrer plus « royaliste » que les députés à partir du moment où les élus de l'UDF et de l'UDC n'y trouvaient rien à redire. Il n'en reste pas moins que ce résultat final constitue pour lui une double défaite qui

va décourager les ardeurs des candidats à sa succession. Quant à la droite, c'est peu dire, si l'on se réfère aux gracieusetés adressées par le RPR à l'UDF, qu'elle paraît aujourd'hui encore plus mal en point qu'en 1976. Mais il n'est pas sûr que pour M. Mitterrand ce constat ait vraiment valeur de consolation parce que c'est la « grande explication » qu'il appelle de ses vœux avant le référendum de ratification qui risque de plier, aux yeux des Français, de cette nouvelle somme de renoncements et de disputes subalternes peu mobilisatrice.

ALAIN ROLLAT

(1) Le Congrès comptera 575 députés (et non 577 à la suite de la démission, pour cause de cumul de mandats, de M. Jean-Philippe Lachenau, député UDF du Val-d'Oise, qui ne sera pas remplacé, et du non-remplacement, pour l'instant, de M. François Londe, récemment nommé secrétaire d'Etat chargé de la ville et 320 sénateurs (et non 321, à la suite du décès de M. André Triband, sénateur centriste du Bas-Rhin, suppléant de M. Marcel Radloff).

Le RPR exige de ses partenaires de l'UDF qu'ils lèvent le doute

Le vote des députés de l'UDF et de l'UDC en faveur du projet de révision de la Constitution, nécessaire pour ratifier le traité de Maastricht a amené le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, à exiger une « clarification » de la part de ses partenaires de l'opposition.

Une fois l'affaire européenne passée, a déclaré M. Juppé vendredi 19 juin, les deux composantes de l'opposition devront se mettre d'accord sur une plate-forme de gouvernement et, surtout, passer « d'un contrat de gouvernement » à un « contrat de gouvernement » véritablement assumé et « avec une responsabilité claire ». Il estime que la « très grande majorité » de l'UDF ne veut pas « s'acquiescer avec les socialistes », mais « s'achever certains, il y a des doutes » et qu'il faut lever ce doute.

M. Pierre Mazeaud, député (RPR) de la Haute-Savoie, croit possible, lui, « une recomposition rapide » du paysage politique. « Entendre les présidents des groupes UDF et UDC, MM. Charles Millon et Jacques Barrot, remercier le gouvernement, cela devrait interpeller les Français qui sont

dans l'opposition », a-t-il ajouté. M. Barrot a répondu en récusant le procès d'intention fait à l'UDF par « certains éléments du RPR », qui « cachent à leur désarroi devant leur impossibilité de faire un choix ».

Dans sa « lettre » hebdomadaire, le groupe RPR de l'Assemblée nationale dénonce « l'attitude collaborationniste » de certains responsables de l'UDF qui, en participant à des réunions communes avec les socialistes sur le traité de Maastricht, font preuve d'une « maladresse insigne » et commettent « une double erreur politique ». « La conduite du consensus accreditée l'idée d'une recomposition politique qui ne pourrait être que le retour à la IV^e République », ajoute le groupe RPR. « La faute est d'autant plus étrange, estime-t-il, que, ce faisant, les présidents UDF servent leur adversaire le plus redoutable, M. Jacques Delors. » Pour le groupe RPR, la « deuxième erreur des crises de Maastricht » est qu'« ils jouent, en définitive, contre l'Europe », car, en acceptant la logique mitterrandienne du « tout ou rien », ils desservent la cause qu'ils prétendent défendre.

M. Edouard Balladur, ancien ministre de l'économie et des finances, a déclaré vendredi, à l'oc-

cas d'un dîner-débat à Nice, qu'il y avait eu « précipitation » dans la procédure de ratification du traité de Maastricht, car, « depuis que le Danemark a refusé de ratifier [ce] traité, on sait [qu'il] ne pourra pas être appliqué tel quel ». « Il faudra le modifier ou le compléter », a expliqué le député (RPR) de Paris. Cette modification n'est pas encore élaborée. Ce sera l'objet de la conférence qui va se tenir à Lisbonne dans huit jours. La sagesse voudrait donc qu'on attende de voir la décision qui va être prise pour soumettre au Parlement et au peuple français un vrai traité complet, et non pas un traité incomplet. Cette précipitation n'a, purement et simplement, que des motifs de politique intérieure. C'est la raison pour laquelle je ne souhaite pas m'y associer.

M. Balladur : « se ressaisir »

« Il est exclu, en ce qui me concerne en tout cas, que (...) je participe à ce vote », avait insisté M. Balladur, auparavant sur TF1, en précisant que cette décision ne ruinerait pas en question ses « convictions européennes ». « Je n'ai pas qualité pour engager quiconque d'autre que moi », a

souligné le député de Paris, qui voit dans la réunion du Congrès un « épilogue politique ». « Je ne veux pas dire « non » à l'Europe, donc je ne voterai pas « contre », a-t-il expliqué, mais je ne veux pas participer à une opération qui est une opération de diversion ».

Quant aux divergences entre le RPR et l'UDF, M. Balladur veut croire au maintien de l'Union de l'opposition, « parce qu'il n'y a pas d'alternative », dit-il. Il espère que « chacun saura surmonter les divergences, sans doute, à la fin d'un soir et faire en sorte, a-t-il dit, que nous sachions construire, quelque chose que nos concitoyens approuveront ». « Il est urgent que, tous, nous nous ressaisissions », a-t-il ajouté, car il n'y a pas d'alternative à une alliance solide entre le RPR et l'UDF et « nous sommes d'accord sur toute la conception de la société qui est la nôtre ». Il a déclaré « espérer de tout cœur que les responsables de l'opposition fassent véritablement l'impossible pour surmonter cette divergence », qui est « sérieuse ».

Autre député de Paris, également membre du RPR, M. Jacques Toubon a indiqué, sur France-Inter, qu'il voterait, au Congrès, contre la révision constitutionnelle, mais qu'il se prononcera, au référendum, en faveur de

la ratification du traité de Maastricht. « Il y a dans le texte que l'on veut nous faire voter un dernier article qui change, lui, vraiment l'esprit des institutions », a-t-il affirmé. « Nous allons donner notre avis sur les textes constitutionnels par la voie de résolutions, la voie par laquelle, dans plus de la moitié des cas, sous la IV^e République, on a mis en minorité le gouvernement ».

M. Michel Noir (ex-RPR), député du Rhône, maire de Lyon, souhaite que l'opposition « passe son temps à autre chose qu'à s'ingérer ». « A-t-il plus fort de la bataille sur les nationalisations, jamais nous ne nous sommes fait insulter par les communistes et les socialistes comme certains ont insulté les responsables de l'opposition qui étaient là pour le « oui », a assuré M. Noir sur RTL. « J'ai envie de dire à mes amis gaullistes : qu'est-ce que c'est que cette attitude prétendument gaulliste qui se réfugie dans l'abstention positive ou la « non-participation agressive », a-t-il ajouté, avant de conclure : « Il faut que l'on revienne au sérieux. Un gaulliste, ça s'engage ! »

ANDRÉ LAURENS

A Rungis

Le président sur le carreau

Pendant plus d'une heure trente, M. François Mitterrand a parcouru, vendredi 19 juin dans la matinée, les pavillons du marché de Rungis, visitant tour à tour le carreau des volailles, de la viande, des fromages, des fruits et légumes et des fleurs, avant de prendre un petit déjeuner au bar des Florissies (nos dernières élections du 20 juin).

Pour cette visite surprise, le chef de l'Etat est arrivé juste avant 7 h 30 à Rungis où l'attendaient les responsables du marché national qui l'ont immédiatement conduit vers le début de son parcours. Il a commencé sa promenade au pavillon des volailles, immense hall réfrigéré, et l'a terminée dans celui des fleurs, où grossistes et producteurs lui ont tous fait part de leur inquiétude et de leur mécontentement après l'augmentation de la TVA sur les fleurs, passée de 5,5 % à 18,60 % depuis l'été dernier pour cause d'herminisation européenne.

C'est d'abord le président du syndicat des grossistes en fleurs du marché de Rungis, M. Serge Chéras, qui a mis en cause les décisions prises l'été dernier par le ministre du budget, M. Michel Chérassé. Il a évoqué la « situation dramatique » de nombreux producteurs et grossistes face à la concurrence des Néerlandais. Insistant sur le caractère urgent d'un réexamen de ce dossier, quitte à parvenir à un compromis sur un taux intermédiaire, M. Char-

ras a offert trois grosses gerbes de roses rouges au chef de l'Etat avant de lui présenter son épouse et sa fille.

A chacun des brefs arrêts devant les étalages de roses, d'iris, d'oignons ou de fleurs exotiques, M. Mitterrand a entendu la même plainte, la même revendication, lancée parfois depuis les travées plus éloignées : « Baissez la TVA, revenez aux 5,5 % ! ». « On est en train de mourir, vous avez bien fait de venir, mais saluez-nous », C'est le type même de mesure « arbitraire » a confié le chef de l'Etat à l'un de ses collaborateurs, en marquant son souci de voir cette question réexaminée.

Après avoir traversé la longue halle ouverte du carreau des viandes, échangeant quelques mots avec les grossistes, s'attardant auprès de quelques foras des Halles, vêtus de leurs larges blouses blanches ensanglantées et s'adressant à lui, carcasses de mouton sur l'épaule, le président de la République a poursuivi son périple au pavillon des fromages.

Tout au long de son itinéraire, le chef de l'Etat a reçu un accueil sympathique et plutôt bon enfant de la part des grossistes, producteurs et employés du marché de Rungis. « Il doit mal manger, il n'est pas gras (...) Il est maigre comme un coup de trique », a estimé un robuste fort des Halles au visage buriné, après le passage du président au pavillon des volailles.

LIVRES POLITIQUES

Le bicentenaire de la République mérite d'être célébré chaque fois qu'une occasion s'y prête. On a déjà saisi, ici, celle qui offrait la publication de plusieurs ouvrages sur le sujet ; en voici une nouvelle avec une autre livraison éditoriale. Elle permet de revenir sur le dossier que la revue l'Histoire a, dans son numéro de mai, consacré aux Splendeurs et misères de la République. Loin d'être purement commémoratif, cet ensemble de contributions s'ouvre sur l'actualité et l'avenir avec, notamment, une question générale posée à des historiens, des philosophes et des hommes politiques - « L'esprit républicain est-il mort ? » - et une question particulière soumise à Gilles Kepel : « L'islam est-il soluble dans le laïque ? » Ce dernier répond : « Si la politique de lutte contre la formation de ghettos, pour la promotion sociale et surtout pour l'intégration au marché du travail des jeunes issus de ces populations réussit, alors c'est l'islam laïque qui prévaudra. En cas d'échec, l'islam communautaire l'emportera, car il sera le vecteur principal des revendications face à une France qui sera jugée globalement hostile ».

Claude Nicolet, auteur il y a une dizaine d'années de l'idée républicaine en France, reprend dans un ouvrage original des textes publiés ou inédits sous le titre la République en France, état des lieux. Il tente de répondre à la

Le détour nécessaire

question toujours renouvelée : sur quel repose la République ? Spontanément, il dit : sur le contrat et la libre volonté, en ajoutant que « la République n'est pas autre chose que le détour nécessaire par la politique pour rendre la société habitable ». Détour nécessaire, peut-être le fut-il, rétorquent certains, mais il s'est révélé insuffisant pour résoudre la question sociale des exploités et des exclus, tandis que d'autres constatent son impuissance, dans la mesure où, si porteur de Raison et de Progrès qu'il se voulait, il n'a pas empêché les pires errements (guerres, génocides, haines ethniques et religieuses). Il convient donc d'argumenter la formule.

Claude Nicolet convient que la République n'est qu'une forme en soi et qu'elle se définit surtout par son contenu. Elle ne procède pas de la science, qui ne lui fournit que des moyens, mais de la morale et de la politique. « Nous n'en sommes encore qu'à la préhistoire balbutiante de la vraie République », assure-t-il, en montrant que des rouages essentiels du fonctionnement de la politique échappent au contrôle démocratique. « Rien ne fixe, par exemple dans de grands textes transparents la composition, le recrutement, les attributions ou les compétences

réelles des organes techniques du pouvoir, abandonnés aux nécessités de couloirs ou à des enjeux innombrables », note-t-il. « Qui ne voit, poursuit-il, que le véritable esprit républicain réside dans l'articulation permanente des éléments du débat, dans l'exhaustivité et la transparence des informations, dans la sollicitation constante de l'opinion publique dans ce qu'elle a de moins passionnel, de plus sérieux et - ce n'est certes pas un hasard - de plus juridique ? »

L'esprit républicain repose aussi, selon l'auteur, sur l'existence d'une « opposabilité », en fait, à toutes les doctrines tant soit peu exigeantes (par exemple le marxisme), car elle concerne les procédés de pensée, de débat, de propagande, de comportement, beaucoup plus que les contenus. Elle est opposable à la science « quand celle-ci se dévale ou se dogmatise » et, aussi, à elle-même.

L'actualité conduit à s'interroger sur les risques de dilution qui menacent l'héritage républicain sous la double pression du supranationalisme et du régionalisme. Il faut, selon Claude Nicolet, « accepter de passer à l'un ou à l'autre échelon que si les garanties républicaines et les valeurs auxquelles nous avons soumis notre

destin collectif, par exemple l'Etat-solidaire, la laïcité à la française, sont sauvegardées. La dimension universelle de l'idéal républicain, rappelle-t-il, est de traiter les hommes comme des citoyens et d'assurer leur participation réelle aux décisions collectives.

On reconnaît dans cette démarche la marque du mitterrandisme, ce qui n'est rien d'étonnant puisque Claude Nicolet fut un proche collaborateur de Pierre Mendès France. Voici qui nous amène à signaler un ouvrage que son auteur, Jacques Georgel, présente comme « la reconstruction sous des jours peu connus, souvent inattendus, et parfois insolites » de l'image de l'un de nos hommes politiques qui ont véritablement pensé la République. Pour brosser le portrait de ce Mendès France inconnu, Jacques Georgel a fait notamment appel aux témoignages et aux souvenirs de l'ancien président du conseil, mort en 1982. Cet ouvrage a pour autre originalité d'avoir été imprimé à Saint-Petersbourg par la filiale russe de la maison d'édition.

► L'Histoire. Splendeurs et misères de la République, numéro 1842, 33 F.

► La République en France, état des lieux, de Claude Nicolet. Seuil, 218 pages, 110 F.

► Mendès France inconnu, de Jacques Georgel. Editions de l'Espace européen, 188 pages, 100 F.

هكذا من الجاهل

SOCIÉTÉ

Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 juin 1992 9

SCIENCES

Les conditions de sécurité du surgénérateur de Creys-Malville

Les opposants au redémarrage de Superphénix font pression sur le gouvernement

Après le dépôt du rapport de la Direction de la sûreté des installations nucléaires (DSIN) concernant Superphénix (le Monde du 20 juin), les pressions des opposants au redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) sur le gouvernement se multiplient. Ce dernier devrait bientôt faire connaître sa décision.

Au nom de son mouvement, Génération Ecologie, M. Brice Lalonde a demandé, vendredi 19 juin, une entrevue au premier ministre sur ce sujet, tandis que Greenpeace réclamait, dans un communiqué, « la publication immédiate et intégrale du rapport ».

La confédération CFDT, pour sa part, « réitère sa demande qu'avant toute décision gouvernementale, les instances de concertation nationales, régionales et départementales puissent se réunir sur les enjeux de Superphénix en possession de toutes les informations ».

Le syndicat, qui, depuis le début de cette affaire, a adopté une position très critique, mais

n'exclut pas pour autant un redémarrage éventuel (sous conditions très strictes) du surgénérateur, rappelle « son exigence d'indépendance des autorités de sûreté ». Génération Ecologie et Greenpeace, en revanche, ne prennent guère de gants pour dénoncer « les pressions qui s'exercent sur la DSIN au mépris des règles de sûreté rigoureuses indispensables en cette matière ».

Au ministère de l'Industrie, on souligne que, si le ministre, M. Dominique Strauss-Kahn, a bien demandé à M. Lavie, patron de la DSIN, de revoir sa copie, c'est en vue d'obtenir un document dont le texte initial. Cette dernière version du rapport de la DSIN est d'ailleurs plus restrictive que le texte initial. Cette clarté était nécessaire car, estime un expert, une ambiguïté sur les raisons techniques d'une éventuelle décision de non-redémarrage pourrait conduire à une demande de remboursement des investissements - 10 à 15 milliards de francs - des partenaires étrangers de la France dans le programme Superphénix.

L'avis favorable du Groupe permanent chargé de la sûreté des réacteurs nucléaires

Pour rédiger ses recommandations au gouvernement, M. Michel Lavie, directeur de la sûreté des installations nucléaires (DSIN), s'est appuyé sur l'avis que les experts du Groupe permanent chargé des réacteurs nucléaires avaient rendu au début du mois d'avril. Son rapport, qui, en cas de feu vert gouvernemental, au redémarrage de Superphénix, recommande un fonctionnement du réacteur limité à 30 % de la puissance, reprend donc une bonne partie des analyses sur la sûreté de la centrale de Creys-Malville. Voici quelques extraits du texte du Groupe permanent.

Après les incidents survenus ces dernières années sur l'installation, « les différents aspects de l'exploitation du réacteur ont été réexaminés, ont fait l'objet de modifications ; ainsi :

- « les règles de conduite et les prescriptions techniques ont été vérifiées de façon approfondie, et cet examen a conduit à proposer plus systématiquement la mise à l'arrêt du réacteur en cas d'alarme ou d'évolution anormale d'un paramètre ; il en résulte que le domaine de fonctionnement a été réduit (abaissement des seuils d'alarme, raccourcissement des délais de réaction) ».
- « l'analyse de l'expérience d'exploitation a été renforcée en mettant en place une organisation ayant la capacité d'expertise nécessaire sur les réacteurs à neutrons rapides et permettant de maintenir cette capacité et de prendre en compte les autres réacteurs à neutrons rapides ».

D'autre part, le groupe permanent considère que les modifications réalisées répondent de façon satisfaisante à la demande corres-

pondante des ministères d'exploiter la centrale en privilégiant l'acquisition d'enseignements technologiques par rapport à la disponibilité de production ».

« La question des feux de sodium secondaire a été réexaminée pour tenir compte des derniers résultats obtenus dans les installations Emmeval du CEN-Cadarache et Fausse du centre d'études de Karlsruhe, ainsi que des enseignements tirés de l'incendie survenu en 1986 sur la centrale solaire d'Almería et de la suite ayant affecté en 1990 un circuit auxiliaire de purification du sodium secondaire de la centrale de Creys-Malville. Ce réexamen a amené l'exploitant à apporter des améliorations de la défense en profondeur en matière de prévention, de surveillance des fuites de sodium et de réduction des conséquences des feux de sodium éventuels dans les galeries réacteurs ».

« Au titre de la réduction des conséquences des feux, les exécutifs des galeries secondaires ont été modifiés pour prendre en compte les effets de la pulvérisation possible du sodium en cas de fuite (...) ». Compte tenu du bon état des circuits de sodium (...) ainsi que des améliorations apportées (...), le Groupe permanent considère que la situation actuelle de l'installation à l'égard des risques de feux de sodium est acceptable pour un fonctionnement d'une durée de l'ordre de deux ans, tel qu'envisagé actuellement par l'exploitant.

« Le Groupe permanent a d'autre part noté que du titre du renforcement de la défense en profondeur, l'exploitant a pour objectif de :

- « réaliser de nouvelles améliorations de telle sorte qu'aucune rupture de tuyauterie auxiliaire dans une galerie secondaire n'entraîne de rejet d'hydrogène dans le hall du bâtiment réacteur ;
- « étudier les possibilités de rupture plus sévères pouvant affecter les tuyauteries principales de sodium et les dispositifs permettant de limiter les conséquences des feux pouvant résulter de ces ruptures ».

« Pour ce qui concerne les enseignements tirés des feux de sodium, l'exploitant a pour objectif de maintenir la réactivité négative ayant affecté en 1989 le réacteur Phénix, dont l'origine n'est pas aujourd'hui connue (...) ». Le Groupe souligne que les enquêtes menées ne mettent pas en évidence « de possibilité d'introduction de réactivité pouvant mettre en cause l'intégrité du combustible ».

« Et il considère que l'exploitant a répondu de façon satisfaisante aux différentes demandes formulées par les ministères chargés de l'environnement et de l'industrie, ainsi que par le directeur de la sûreté des installations nucléaires, à la suite de la pollution de sodium primaire et des autres automatismes survenus sur le réacteur Phénix.

« Compte tenu de ce qui précède et sous réserve de la prise en compte des recommandations jointes au présent avis, le Groupe permanent émet un avis favorable au redémarrage de l'installation. »

JUSTICE

A la veille du procès de l'affaire des hémophiles contaminés

Les conditions du départ du docteur Garretta de la direction du CNTS mises en cause

Après la demande d'expertise juridique faite par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, auprès du garde des Sceaux (le Monde du 20 juin), sur les conditions dans lesquelles le docteur Michel Garretta a quitté en juin 1991 la direction du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), son avocat, M. Xavier Charvet a soumis, le vendredi 20 juin, M. Kouchner de lui communiquer la nature exacte des questions posées à M. Vauzelle, ainsi que le texte de la réponse qui a pu lui être communiquée. Le procès du docteur Garretta et des trois autres médecins inculpés dans l'affaire des hémophiles contaminés par le virus du sida s'ouvrira lundi 22 juin devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

« Pour que l'institution ne continue plus, au travers de moi, à être mise en cause et parce que je ne veux plus accepter l'inaacceptable, j'ai pris la décision de cesser l'ensemble de mes fonctions. » C'est en ces termes que le docteur Garretta avait, le 3 juin 1991, annoncé sa décision d'abandonner la direction générale du CNTS, épilogue d'une violente campagne de presse qui avait fait de ce médecin le principal responsable de la contamination de 1 200 hémophiles français par le virus du sida.

Après le départ du docteur Garretta du poste qu'il occupait depuis 1984 (il travaillait pour la Fondation nationale de la transfusion sanguine depuis 1972), M. Bruno Durieux, ministre délégué à la Santé, avait fait part, en septembre 1991, de son « étonnement » au sujet des conditions financières et matérielles « dans lesquelles » ce départ avait été organisé (le Monde du 15-16 septembre 1991). En quittant son poste, le docteur Garretta avait obtenu des indemnités d'un montant de près de 3 millions de francs, ainsi que le droit de conserver pendant toute la durée de son préavis une voiture de fonction ainsi que des « garanties de protection ». M. Durieux précisait alors qu'il s'agissait « d'augmenter le salaire de son préavis ».

« Rectifié... » Dans l'ancien consacré à l'audience de la cour d'assises de la Haute-Garonne (le Monde du 20 juin), une erreur de transmission a déformé le témoignage du médecin légiste qui a autopsié le bébé mort à la suite de mauvais traitements. Il fallait bien entendu lire que l'enfant présentait une « hypotrophie majeure », et non une « hypertrophie ».

docteur Garretta sur la base d'un départ négocié. Dans un entretien accordé au Monde (le Monde du 27-28 octobre 1991), le docteur Garretta expliquait dans quelles conditions précises il avait quitté ses fonctions après un long entretien avec M. Durieux. Son salaire net avait été de 899 540 F en 1990 auxquels il fallait, selon lui, ajouter 200 000 F annuels au titre du holding Espace-Vie. Les 3 millions de francs correspondaient, indiquait-il aujourd'hui, aux clauses prévues, soit douze mois de salaire ajoutés aux sommes correspondant au préavis et aux indemnités, « pour la réparation du préjudice subi ».

Les limites de la convention L'actuelle polémique tient à la récente découverte, par M. Bernard Kouchner - à l'occasion d'une enquête menée par une émission de télévision - du texte de l'accord passé entre le docteur Garretta et la Fondation nationale de transfusion sanguine. Le texte de cet accord, qui prévoyait le paiement sans limites des frais d'avocat et, surtout, la prise en charge par la FNTS « de l'ensemble des condamnations pécuniaires prononcées à l'encontre du docteur Garretta », devait susciter

une très vive réaction du ministre. Dans une lettre datée du 2 juin, il demandait à M. Vauzelle de lui fournir une consultation juridique.

Ces « condamnations pécuniaires » incluaient-elles, au-delà des indemnités susceptibles d'être versées aux victimes, les sanctions pénales éventuellement prononcées contre le Dr Garretta ? Le document, daté du 13 juin 1991, signé du contrôleur d'Etat, ne fournissait sur ce point aucune réponse précise (lire ci-dessous). Pour le conseil du docteur Garretta, ce dernier réglerait personnellement, s'il devait être condamné, les amendes le concernant. La FNTS verserait pour sa part les indemnités aux victimes.

Au ministère de la justice, on souligne que les termes de la convention Garretta-FNTS, prévoyant pour l'ancien employeur de fournir un défenseur « licite et courtois ». On précise d'autre part que la convention ne peut, en aucune manière, concerner les condamnations pénales (qu'il s'agisse de condamnations financières ou d'emprisonnement), les fautes « non intentionnelles » pouvant, quant à elles, parfaitement entrer dans le jeu d'une convention de droit privé passée entre le docteur Garretta et son ancien employeur.

JEAN-YVES NAU

« Un protocole légitime »

Dans une note datée du 13 juillet 1991 adressée au professeur Imbert, président de la Fondation nationale de la transfusion sanguine, M. Jean Sérignan, chef de la mission de contrôle économique et financier auprès des organismes à caractère social (ministères de l'économie, des finances et du budget), traitait du protocole de départ du docteur Garretta, directeur général du CNTS. « Le docteur Michel Garretta, directeur général du CNTS, également président du directeur d'Espace et Vie, a été l'objet d'une campagne médiatique très intense visant à le faire passer pour le principal responsable de la contamination de la transfusion sanguine. Il a pris la décision de cesser l'ensemble de ses fonctions à effet du 1^{er} juin 1991. Les informations données au conseil d'administration, à la commission des finances et au bureau, notamment au cours des réunions les plus récentes, attestent que le docteur Garretta a pris sa décision dans le souci des intérêts de la Fondation et que son départ ne peut en aucun cas être assimilé à une démission pour convenances personnelles. » Dans ces conditions, la signature d'un protocole entre le docteur Garretta et la

président du conseil d'administration de la FNTS, agissant à ce titre, était légitime pour régler les conséquences financières du départ de M. Garretta. Ce protocole fixe le montant des indemnités de rupture du contrat de travail. En outre, les menaces personnelles dont le docteur Garretta a fait l'objet, l'attendant dirigé contre lui, ne peuvent être considérées dans le climat médiatique actuel, et la Fondation continue de prendre en charge la protection par un garde du corps de son ancien directeur général.

Enfin, s'agissant d'une mise en cause du fait des responsabilités exercées des fonctions, l'assistance juridique de la Fondation est également garantie. Je vous confirme que ces dispositions n'appellent pas d'objection de principe de ma part. J'ai pris acte qu'elles ont été approuvées par le bureau et par la commission des finances de la FNTS au cours de la réunion du 12 juin 1991.

En conséquence, je dois avoir attesté cet accord en donnant à titre exceptionnel le visa du contrôleur d'Etat sur le protocole que vous avez signé avec le docteur Garretta.

REPÈRES

ASTROPHYSIQUE

420 millions de francs pour détecter les ondes gravitationnelles

Le financement du projet franco-italien Virgo pour la détection des ondes gravitationnelles est désormais acquis du côté français, a annoncé, jeudi 18 juin, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace. Une somme de 420 millions de francs sur dix ans sera allouée au CNRS. Elle devra permettre, sous réserve d'une décision analogue du côté italien, de commencer dès janvier prochain la construction de l'instrument sur le site de Cascina, près de Pise.

Il s'agit d'une « antenne » extrêmement sensible, constituée de deux tubes laser de trois kilomètres de long chacun qui, espèrent les scientifiques, devront pouvoir capter les ondes gravitationnelles émises par les objets cosmiques. Ces dernières sont prévues depuis longtemps par la théorie, mais personne n'a encore réussi à les mettre en évidence. Si les délais sont respectés, Virgo, qui devrait être opérationnelle en 1997, sera la première antenne gravitationnelle en fonctionnement.

Une collaboration internationale se met en place, par ailleurs, avec le projet américain Ligo (qui n'a pas

encore obtenu l'accord du Congrès), d'une part, et l'équipe germano-britannique de Géo d'autre part. Faute d'un financement assuré, cette dernière devrait se joindre au projet Virgo. Une telle coopération est indispensable, car la détection des ondes gravitationnelles - infimes « rides d'espace-temps » générées par le déplacement d'astres massifs - n'est réalisable que par un réseau mondial d'antennes. L'intensité des signaux attendus est, en effet, très faible, et les causes de « bruit » nombreuses.

A terme, les ondes gravitationnelles pourraient permettre l'étude des phénomènes cosmiques les plus violents : supernovae, étoiles à neutrons et trous noirs.

DOPAGE

Harry Butch Reynolds écarté des sélections olympiques américaines

Fin d'un conflit juridique qui risquait de déboucher sur la disqualification de tous les athlètes américains des Jeux olympiques de Barcelone ? La Fédération américaine d'athlétisme (TAC) a obtenu d'un juge de Cincinnati (Ohio) l'Américain Harry Butch Reynolds, recordman du monde du 400 mètres, ne puisse pas participer aux sélections

américaines. La cour de Cincinnati a rejeté la décision du juge Joseph Kinney (le Monde du 12 juin) qui avait autorisé Reynolds, suspendu deux ans par la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) pour dopage, à participer à ces sélections qui ont commencé le 19 juin à La Nouvelle-Orléans (Louisiane).

L'un des avocats de Reynolds a déclaré que la « bataille » (engagée depuis plusieurs mois) était terminée et que le seul recours pour Reynolds serait de faire appel à la Cour suprême. La cour d'appel de Cincinnati a précisé que l'IAAF et le TAC ont le pouvoir - contrairement à ce que soutient Reynolds - de décider quels athlètes sont autorisés à participer aux réunions d'athlétisme.

SÉCURITÉ

Un projet de loi sur les polices municipales

M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique, a annoncé vendredi 19 juin à Paris son intention de déposer un projet de loi sur le statut, les limites et les moyens des polices municipales lors de la prochaine session parlementaire. Reste à régler certaines dispositions, a précisé le

ministre, dont « le point délicat de l'armement des policiers municipaux ».

Evitant les « projets locaux de sécurité » annoncés à l'occasion de son plan d'action pour la sécurité publique, M. Quilès a réaffirmé qu'il va de soi que la sécurité est une mission d'Etat. Pour répondre aux inquiétudes de certains élus locaux, le ministre a répété qu'il ne s'agissait pas pour l'Etat de se défaire sur les acteurs locaux de la sécurité. L'Etat mettra des moyens là où ses partenaires mettront, aussi, des moyens.

TOXICOMANIE

Une étude sur le comportement face au risque de sida

Une étude financée par l'Association nationale de recherche sur le sida (ANRS) et réalisée par l'Institut de recherche en épidémiologie de la pharmacodépendance (IREP) sous la direction du docteur François-Rodolphe Ingold, confirme que le comportement des toxicomanes face au risque de transmission du virus du sida (le Monde du 3 mai 1992). Le « non-partage » des seringues semble désormais la règle chez les consommateurs de drogue

par voie intraveineuse. Selon cette enquête menée sur un échantillon de 359 toxicomanes d'une première prise de sang et d'un deuxième, interrogés dans la rue et dans des centres de soins à Marseille, Metz et Paris en 1990-1991, 95 % achètent eux-mêmes leur seringue en pharmacie. Ils n'étaient que 89 % en 1987-1988. En outre, la proportion de ceux qui disent ne jamais prêter leur instrument est passée de 52,1 % à 67,3 %. Les sujets séropositifs ou malades et ceux dont le statut sérologique est incertain sont toutefois moins vigilants que les séronégatifs sur la stérilisation des seringues.

ZONES D'ATTENTE

Des associations humanitaires jugent « crapuleuses » certaines pratiques de refoulement des étrangers

L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (ANAFE) estime « très graves pour la liberté des étrangers » les conséquences du projet de loi instituant des « zones d'attente » (« zones de transit ») destinées à retenir, dans les ports et aéroports,

les étrangers non admis sur le territoire et les demandeurs d'asile, pendant le temps nécessaire à un premier examen de leur situation. Après l'adoption du texte par le Sénat en première lecture (le Monde du 19 juin), l'ANAFE, qui regroupe une quinzaine d'associations de défense des droits de l'homme, et des syndicats de personnels de l'aviation (Amnesty International, CMADE, GISTI, CFDT, syndicat des pilotes, etc.) estime que la loi actuelle sur la rétention administrative, - qui n'est pas appliquée aux étrangers non admis - suffirait pourtant à assurer un contrôle aux frontières.

Elle considère « excessive » la durée de vingt jours maximum de maintien en « zone d'attente », ainsi que le délai de quatre jours avant l'intervention d'un juge, car, à son avis, il n'y a pas lieu d'appliquer à des non-délinquants des délais « d'attente » supérieurs à ceux de la garde à vue de droit commun (quarante-huit heures). L'association estime que le projet sur les « zones d'attente » est discuté au moment où se multiplient des « pratiques crapuleuses de République bananière », comme le réembarquement forcé, exécuté quelques heures avant qu'un tribunal ait pu se prononcer, d'étrangers qui n'ont pas pu faire enregistrer leur demande d'asile.

par le Parlement

Le projet de loi sur la sécurité des installations nucléaires (DSIN) concernant Superphénix (le Monde du 20 juin), les pressions des opposants au redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) sur le gouvernement se multiplient. Ce dernier devrait bientôt faire connaître sa décision.

Au nom de son mouvement, Génération Ecologie, M. Brice Lalonde a demandé, vendredi 19 juin, une entrevue au premier ministre sur ce sujet, tandis que Greenpeace réclamait, dans un communiqué, « la publication immédiate et intégrale du rapport ».

La confédération CFDT, pour sa part, « réitère sa demande qu'avant toute décision gouvernementale, les instances de concertation nationales, régionales et départementales puissent se réunir sur les enjeux de Superphénix en possession de toutes les informations ».

Le syndicat, qui, depuis le début de cette affaire, a adopté une position très critique, mais

ils lèvent le doute

Le projet de loi sur la sécurité des installations nucléaires (DSIN) concernant Superphénix (le Monde du 20 juin), les pressions des opposants au redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) sur le gouvernement se multiplient. Ce dernier devrait bientôt faire connaître sa décision.

Au nom de son mouvement, Génération Ecologie, M. Brice Lalonde a demandé, vendredi 19 juin, une entrevue au premier ministre sur ce sujet, tandis que Greenpeace réclamait, dans un communiqué, « la publication immédiate et intégrale du rapport ».

La confédération CFDT, pour sa part, « réitère sa demande qu'avant toute décision gouvernementale, les instances de concertation nationales, régionales et départementales puissent se réunir sur les enjeux de Superphénix en possession de toutes les informations ».

Le syndicat, qui, depuis le début de cette affaire, a adopté une position très critique, mais

essaire

Le projet de loi sur la sécurité des installations nucléaires (DSIN) concernant Superphénix (le Monde du 20 juin), les pressions des opposants au redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) sur le gouvernement se multiplient. Ce dernier devrait bientôt faire connaître sa décision.

Au nom de son mouvement, Génération Ecologie, M. Brice Lalonde a demandé, vendredi 19 juin, une entrevue au premier ministre sur ce sujet, tandis que Greenpeace réclamait, dans un communiqué, « la publication immédiate et intégrale du rapport ».

La confédération CFDT, pour sa part, « réitère sa demande qu'avant toute décision gouvernementale, les instances de concertation nationales, régionales et départementales puissent se réunir sur les enjeux de Superphénix en possession de toutes les informations ».

Le syndicat, qui, depuis le début de cette affaire, a adopté une position très critique, mais

les régions fran

Jean-François Filippi quitte la présidence du Sporting-Club de Bastia

VERTICALEMENT

1. « Matras » d'Offenbach. Son
homme ne veut pas le reprendre. —
2. Il nous prouve l'existence de la
pesanteur. Pèse-d'un petit ju
« osselets. Préfixe. — 3. Hureux
lu. Vestes à grands revers.
4. Cloud ou pieu. Bld d'Asie. Pro-
m. — 5. D'aucuns en sont vic-
times. Crève à petit feu. — 6. Ni lui
elle. Article. Partie de « billes ». —
7. « Mordus » dans une forêt. Son
sein est d'être enfoncé. Symbole.
8. Donnent des idées (plusieurs
notes). Conjonction. Qui se souvient
ou premier? — 9. Démônstratif. La

[illegible]

Il faut créer
d'une nouvelle

هكذا من لاجل

Le Monde

HEURES LOCALES

Des régions françaises s'affichent à Séville

L'Exposition universelle n'a attiré qu'un petit nombre de collectivités territoriales
Contraintes financières et électorales obligent

SÉVILLE
de notre envoyé spécial

UNE maquette de plâtre peint, évoquant des paysages français, sur laquelle des trains électriques et un petit avion font des boucles. Au début du mois de mai, l'aspect naïf du stand de la région Ile-de-France, installé pour une semaine, détonne dans l'univers « hi-tech » du pavillon français de l'Exposition universelle de Séville. Pour M. Michel Girard (RPR), président du conseil régional, il est normal que la plus grande région française soit présente sur le pavillon de la France. Mais M. Jean-Pierre Fourcade (UDF), vice-président, ajoute : « Il aurait cependant été préférable que les régions françaises produisent ensemble un film pour le puits d'images ».

Sept régions sont présentes officiellement à l'exposition : Alsace, Poitou-Charentes, Lorraine, Champagne-Ardenne, Ile-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon. La plupart n'ont été ou ne seront à l'affiche qu'une ou deux semaines. Deux départements sont partenaires du pavillon de la France : la Vienne, pour toute la durée de l'exposition, et le Gard qui, pendant une semaine, les grands travaux engagés sur son célèbre pont.

Comme toutes les « forces vives de la nation » ainsi que les appelle M. Gérard Delage, le commissaire général du pavillon de la France, les collectivités locales ont été invitées à participer à l'exposition au même titre que des entreprises. Mais la « scénographie » choisie laisse peu de place à une présentation classique des atouts de la France dans les domaines du tourisme, de la culture et de l'économie. Seule, une palanque autour du « puits d'images », l'extrémité du pavillon de la France, présente à l'aide de « machines à voir » et sur des « espaces », les différents partenaires de l'opération.

Un droit d'entrée de 3 millions

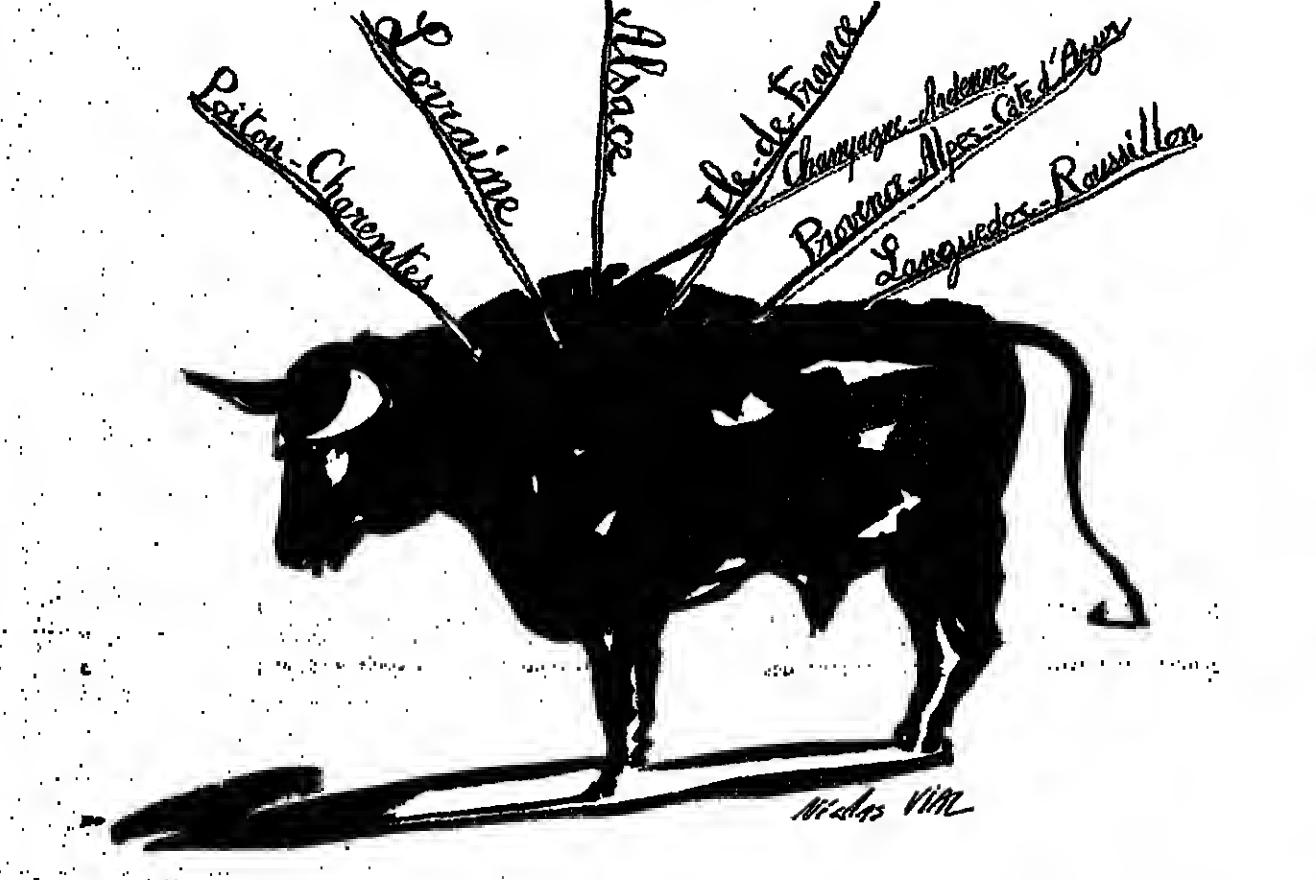
Les responsables du pavillon français reconnaissent que l'appel au partenariat des entreprises et des collectivités locales a non seulement été décliné de la volonté de faire une « vitrine » de Séville, mais également répondu à des nécessités budgétaires. « Les pouvoirs publics ont investi 350 millions de francs dans la mission de la France à Séville. Les opérations de partenariat nous ont permis de rassembler 40 millions de francs supplémentaires », assurent-ils.

Les modalités de ce partenariat ont souvent été décidées au cours de négociations ponctuelles. Le conseil régional d'Alsace, qui est un des « partenaires officiels » pendant la durée de l'exposition, a négocié son contrat avec le COFRES (Commissariat général de la France à l'Exposition de Séville) au cours d'une réunion d'information à l'automne. « Nous n'étions pas intéressés par la proposition officielle d'être présents sur le thème des collectivités locales », explique M. Josiane Lannrand, directrice de la communication du conseil régional d'Alsace. Nous recherchons alors, depuis deux ans, un événement international pour relancer le développement de la région. Et le COFRES a finalement accepté notre idée de faire de nous un partenaire officiel et exclusif, au titre des collectivités locales. Une participation dont le « droit d'entrée » est de 3 millions de francs, le même que pour les entreprises partenaires, mais qu'il faut comparer aux 500 000 francs demandés aux autres collectivités locales pour être pré-

sentes une semaine dans le pavillon à l'architecture andalouse et au toit tendu entre des piliers chromés. Douze des vingt-deux régions françaises avaient, dans un premier temps, répondu favorablement à l'invitation du COFRES. Plusieurs ont changé d'avis en raison des élections régionales du mois de mars. C'est le cas de la Bourgogne, dont le président, M. Raymond Janot (UDF), qui ne se représenterait pas, ne voulait pas engager son successeur. Les 200 000 visiteurs quotidiens de l'Exposition ont ainsi perdu l'occasion d'assister à des vendanges sur le parvis aux dalles transparentes, qui laissent apparaître marques et logos des partenaires du pavillon.

deux jours dans la capitale andalouse à quelque deux cents kilomètres. Pour récompenser cinq classes de seconde et une classe de cinquième, lauréates d'un concours régional faisant appel à l'imaginaire, le conseil a proposé aux jeunes une escapade sur les rives du Guadalquivir. M. Jean-Pierre Raffarin (UDF), président de la région Poitou-Charentes, est satisfait des choix qu'il a faits. « Nous avons loué un hôtel particulier dans la vieille ville jusqu'au 12 octobre. Et nous sous-levons cette « maison de la région » au club de vingt-cinq partenaires économiques que nous avons créés à cette occasion, ainsi qu'un conseil régional d'Aquitaine, au département de la Loire-Atlantique et à la ville de Bordeaux. » Cette

raconte M. Denis Mallet, chargé de la mission des affaires culturelles au conseil régional. Nous pensons que notre présence à Séville et la reprise de l'Exposition à Montpellier en 1993, lors des Jeux méditerranéens, vont favoriser l'image du Languedoc-Roussillon. Mais c'est l'Alsace qui a pris le plus de risques en engageant la moitié des 12 millions de francs de son budget de communication pour être présente à Séville. Dans l'esprit futuriste du « puits d'images », au centre du pavillon français, l'« espace » de l'Alsace comprend trois cent cinquante-deux petits écrans à cristaux liquides enchâssés dans autant de dalles de verre qui couvrent le sol et trois murs. Ils sont censés



Mais beaucoup de régions ont finalement renoncé à l'Exposition pour des raisons budgétaires. Le rapport entre le coût de l'opération et les résultats que l'on pouvait en attendre ne nous a pas semblé favorable », explique M. Jacques Kergoat, directeur de la promotion et de la prospective au conseil régional de Bretagne. « Nous avions eu l'occasion de faire parler de la région Rhône-Alpes avec les Jeux olympiques, notre budget consacré aux relations internationales n'est pas extensible », précise de son côté M. Jacques Gentier, secrétaire général du conseil régional rhodanpin.

C'est justement pour améliorer la rentabilité de l'opération que, parallèlement à leur participation « officielle », des régions ont profité de l'exposition pour mener à Séville d'autres opérations de relations internationales. Grâce à un budget d'un million et demi de francs, qui ne pouvait être utilisé pour cause de campagne électorale, le région Poitou-Charentes a décidé d'envoyer un millier de lycéens à Séville. Les Pays de la Loire, non représentés dans l'enceinte française, ont choisi d'offrir un voyage de

opération, qui pourrait ne rien coûter, à permis de concrétiser des projets de coopération avec l'Andalousie. Près de trois cents entreprises sont en contact par des échanges dans les domaines de l'agriculture, de l'automobile, de l'aéronautique, des métiers composites ou de l'agro-alimentaire.

Le Languedoc-Roussillon avec la Vénétie et l'Andalousie

Bien que partenaire du pavillon de la France, le Languedoc-Roussillon est présent, pendant six mois, dans le manastère Santa-Maria de Las Cuevas, seule construction historique dans l'enceinte de l'Exposition. Avec l'Andalousie et la Vénétie, cette région enproduit une exposition sur « Le paysage méditerranéen ». Des chercheurs du CNRS ont proposé au conseil, après le refus de celui de Provence-Alpes-Côte d'Azur, de s'associer aux deux autres régions méditerranéennes pour présenter trois cent quarante-cinq œuvres d'art sur le thème de cette mer qui les borde tous. Le message sur l'environnement nous a tout de suite séduits,

présenter la qualité de l'environnement et des infrastructures de la région. Au centre, des écrans interactifs permettent de faire défiler des séquences de présentation de ces entreprises partenaires. Un parti pris qui laisse un peu perplexes les visiteurs, mais qui répond parfaitement, selon les initiateurs de l'opération, à la volonté de faire de l'Alsace une région exemplaire dans ses relations avec l'étranger.

Le conseil régional d'Alsace a trouvé dix sociétés et quatre-vingt-dix PME, qui ont versé respectivement 200 000 et 25 000 francs chacune pour s'associer à l'opération. Elles bénéficient d'une aide pour des contacts directs avec les entreprises espagnoles. Car une Exposition universelle est aujourd'hui un lieu d'échange de connaissances, mais aussi un moyen de contacts entre les entreprises du monde entier. Et les collectivités locales françaises présentes en Andalousie ont avant tout souhaité utiliser Séville comme tremplin pour leur développement économique.

CHRISTOPHE DE CHENAY

A la recherche des entreprises

POUR les professionnels du développement local, la prospection tous azimuts serait la maladie infantile des collectivités en quête d'entreprises. « Il faut une stratégie », assurent-ils (le Monde daté 14-15 juin). Oui, mais laquelle ? Les quelque deux cents collectivités, villes, départements et régions, qui viennent de s'exposer à Paris, à l'occasion du Salon « S'implanter », n'ont guère semblé avoir de doctrine en ce domaine.

Traîs peu de développeurs prétendaient cibler leurs recherches sur un secteur économique précis. « On frappe à toutes les portes. On cherche plutôt les entreprises qui vont avoir des problèmes de taille, car on a de la place à leur offrir », déclarait un professionnel de la région Auvergne. De façon unanime, les exposants se dissolent prêts à accueillir « tout ce qui se présente, hormis les gros pollueurs ».

C'est pourquoi leur communication ne se voulait pas sélective. La plupart faisaient l'inventaire de leurs innombrables « atouts », qu'ils ce que leur image se confondait avec celle des concurrentes, elles aussi « désencadrées », « vouées à jouer un rôle de carrefour », et généralement actives dans l'agroalimentaire ou la filière à bois.

Multiplier les cibles

Rares sont les témoins qui osaient, telles l'Opère-Atlantique, association créée par le DATAR et plusieurs régions, mixer toutes leurs cartes sur quelques secteurs de pointe. « On ne veut pas avoir l'air de faire les difficiles. On risquerait de manquer des entrepreneurs potentiels », émettait un prospecteur lorrain.

Une collectivité doit-elle se donner une image de marque ? Sur cette question, les avis restent partagés. « C'est un luxe que nous ne pouvons pas nous offrir », estimait un animateur francilien. « L'image peut être réduite. Attention à la manne-industrie ! » s'inquiétait un de ses collègues, sursuaveux de diversifier le tissu local.

« Il faut se faire connaître sur des produits d'appel, mais garder plusieurs cordes à son arc », conseillait une jeune consultant, prenant en compte ses leçons de marketing. Finalement, tout le monde semblait d'accord sur la nécessité de cibler. A condition, toutefois, que les cibles soient multiples.

R. R.

« Il faut créer les conditions d'une nouvelle culture de ville »

nous déclare M. Jacques Auxiette, président du comité de promotion des transports publics

Cinq maires de grandes villes et M. Jacques Auxiette, maire de La Roche-sur-Yon, ont été reçus, mardi 16 juin, par le président de la République pour lui présenter le dossier des transports collectifs urbains. Ces élus souhaitent qu'une taxe additionnelle sur les produits pétroliers participe au financement des transports dans les agglomérations, ainsi que l'explique le président du comité.

« Pourquoi faut-il promouvoir les transports publics ?

Aujourd'hui les transports en commun sont devenus un élément important de la vie de la cité. Les habitants des villes, qu'ils soient des utilisateurs ou non, reconnaissent la nécessité de ce service. Ils

savent que la voiture individuelle n'est pas le remède miracle aux problèmes de déplacements urbains, un sondage a même montré l'an passé que trois quarts des personnes interrogées étaient favorables à des mesures pour diminuer la circulation dans le centre des villes.

Mais, bien souvent encore, ils régent leur conduite en fonction de ce qu'ils considèrent comme deux maux : les embouteillages et des transports collectifs peu performants. L'objectif de notre comité est de promouvoir une nouvelle culture urbaine. Nous souhaitons aider les maires à expliquer aux citoyens que le bus peut faire partie de leur environnement, qu'il est possible d'augmenter la qualité de l'offre et la quantité des rotations, que d'autres modes de déplacements collectifs sont envisageables.

- Vous vous adressez aux usagers ou aux élus ?
- Notre première cible est celle des décideurs, qu'ils soient politiques avec les élus ou économiques avec les entreprises qui s'acquittent du versement transport. C'est eux que nous avons voulu convaincre, par l'intermédiaire d'une campagne de promotion, qu'il n'y avait pas dans le domaine des transports que des aspects négatifs, des bus en retard ou inconfortables, des passagers mécontents ou des conducteurs inassurés. Le décor n'est pas seulement noir, il existe aussi des réussites. Nous avons essayé de les mettre en avant pour aider les maires dans leurs démarches novatrices, pour en convaincre d'autres qu'ils ne devaient pas baisser les bras au premier obstacle.

- Vous avez su les convaincre ?

- Au moins avons-nous pu sensibiliser des « grands maires » au problème des transports collectifs. Jusqu'alors les associations, comme le Groupement des autorités responsables des transports (GART), rassemblaient des « seconds couteaux », généralement des adjoints au maire ou des vice-présidents de communautés urbaines. Nous avons réussi à faire passer l'idée que les questions de transports devenaient un enjeu important qui nécessitait l'intervention du plus haut magistrat de la cité. Un message qui a été repris par l'Association des maires des grandes villes de France.

Lire la suite page 13
Propos recueillis par
SERGE BOLLOCH
et MARTINE LARONCHE

Le Monde
des
Collectivités territoriales
UNE NOUVELLE RUBRIQUE SPÉCIFIQUE
POUR VOS RECRUTEMENTS
Chaque mardi (daté mercredi) dans :
Le Monde
INITIATIVES
Renseignements (1) 46-62-73-02.

REPÈRES

AQUITAINE
Le rachat d'une caserne
permet à Bayonne
d'aménager son centre

LA caserne de la Nive, un ensemble de terrains et de bâtiments qui s'étendent sur 86 000 mètres carrés au cœur de Bayonne, va changer de propriétaire. Le ministère de la défense vient de donner son accord sur les conditions de vente des locaux et des terrains de cette caserne, pour la somme de 25 millions de francs. Un accord qui va permettre à la ville de mettre en chantier le programme « Caserne de la Nive-Château Neuf », un espace où elle envisage de construire 40 000 mètres carrés.

Dans quelques années, c'est un nouveau quartier de Bayonne qui aura pris place à cet endroit avec la réalisation d'un groupe scolaire, de plusieurs commerces, d'une crèche et même d'une université universitaire. Au-delà de ce rachat et de cet aménagement dans le quartier de Petit-Bayonne, tout le secteur est appelé à changer de physionomie. Actuellement, les halles sont en cours de démolition, à quelques centaines de mètres du futur quartier, et leur reconstruction doit donner naissance à un aménagement des lieux « plus agréable ».

ILE-DE-FRANCE
De faux PV
pour prévenir les vols
en Seine-Saint-Denis

AFIN d'attirer l'attention des automobilistes sur les vols à l'intérieur des véhicules, les policiers urbains du département de la Seine-Saint-Denis, en partenariat avec la préfecture, organisent, pour la troisième année consécutive, une campagne de sensibilisation des conducteurs. Dès le 22 juin et pendant un mois, les policiers et flottiers vont apposer sur les pare-brise des voitures en stationnement des petits « papillons » verts, semblables à des contraventions, pour inciter les propriétaires imprudents à ne pas tenir les véhicules.

Pour une plus vaste diffusion de l'information, les services de documentation et d'information de l'assurance (CDIA) ont accepté de s'associer à cette campagne. Treize mille brochures relatives au vol à la roulotte, éditées par le CDIA, vont être mises à la disposition du public dans tous les bureaux de poste et les commissariats du département. Toutes les lettres en partance de la direction des polices urbaines de Bobigny porteront une flamme spéciale « Police conseil : automobilistes ne tenez pas les véhicules, calvez-les ».

HAUTE-NORMANDIE
Renaissance
de la ligne
Dieppe-Newhaven

DIEPPE a failli voir disparaître ce qui, depuis des années, fait vivre ses quais et aide le commerce local : la ligne maritime Transmanche. Une liaison avec l'Angleterre par laquelle transitent, les bonnes années, jusqu'à un million de passagers, dont 80 % d'Anglais. La décision de la Société nouvelle d'armement Transmanche (SNAT), filiale de la SNCF, de stopper l'exploitation de ses deux car-freight à la fin du mois d'avril 1992 était irrévocable. Faute d'alternative, l'économie dieppoise ne s'en serait pas relevée.

La reprise de la ligne par l'armement suédois StenaLine soulage les élus comme les responsables de la chambre de commerce. StenaLine a repris l'ensemble de l'exploitation le 3 juin avec deux allers et retours quotidiens (quatre heures de traversée) et a rebaptisé les deux navires *Stena-Londoner* et *Stena-Parisien*, restant à l'honneur le slogan qui faisait de la ligne Dieppe-Newhaven « le plus court chemin de Paris à Londres ».

POITOU-CHARENTES
Nouvel auditorium
à Poitiers

LA ville de Poitiers a perdu, provisoirement, une salle de concert rock baptisée Le Confort moderne. Mais dans le même temps la préfecture de la Vienne s'enrichit d'un nouvel auditorium. Celui-ci a été aménagé tout près du conservatoire national de musique, dans une belle église romane de quartier rachetée par la ville.

Désacralisé depuis la Révolution, cet ancien lieu de culte avait servi, ces dernières années, d'entrepôt à une société de travaux publics avant d'être reconvertie en brio-à-brac par les compagnons d'Ennatis. L'édifice romain transformé doit servir de lieu de travail aux élèves du conservatoire. Elle peut aussi accueillir deux cents mélomanes, et peut-être des rockers privés de musique à la recherche de nouvelles formes d'expression.

Lille séduite par Bruxelles

La préparation du schéma d'aménagement est l'occasion d'une remise en cause du rapport privilégié avec Paris

LILLE

de notre correspondant

LA prochaine réalisation du TGV-Nord et l'ouverture du tunnel sous la Manche vont modifier les données de l'aménagement du territoire dans le nord de la France. La dimension européenne doit être prise en compte dans nos régions qui se situent à proximité de plusieurs autres pays membres de la Communauté. L'agglomération lilloise, qui prépare un schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU), le précédent datant de 1971, s'efforce de réfléchir en fonction de ces données. Les assises organisées les 11 et 12 juin, par la communauté urbaine de Lille, ont été l'occasion de formuler « une approche nouvelle » de l'avenir, selon l'expression de son président, M. Pierre Mauroy (PS).

Depuis 1971, l'environnement a considérablement changé. Le SDAU n'est plus conçu comme un simple outil d'aménagement de l'espace, qui viendrait répondre aux contraintes d'une économie nationale en développement, mais comme l'instrument d'une stratégie définie. Pour Lille et son agglomération, il s'agit d'ouvrir le club des grandes métropoles européennes du vingt et unième siècle.

L'agence d'urbanisme a donc commandé à M. Charles Gachelin,

universitaire lillois, une étude sur les conditions de « métropolisation » d'une agglomération. Au terme d'une enquête menée dans dix grandes villes à travers le monde, l'auteur a répertorié les conditions nécessaires à la réussite d'un pari comme celui de Lille. Premier critère : l'offre de bureaux, de services, d'équipements doit atteindre un seuil suffisant. Ensuite, qu'il s'agisse de l'activité culturelle, de l'architecture ou de l'habitat, la cité doit viser le haut de gamme. Elle doit aussi soigner son image, en s'appuyant sur des signes urbains identifiés, un immense phare par exemple, des événements d'importance. Les infrastructures n'échappent pas à l'inventaire, pas de grande métropole sans aéroport international, sans transports en commun adaptés, ni université renommée. Enfin, l'aire de métropolisation doit être conséquente, celle de Hanovre, par exemple, rayonne sur plus de quarante kilomètres.

Fort de son million d'habitants (soo bassin atteint un million et demi de personnes et s'étend jusqu'en Belgique), l'agglomération lilloise ne peut pas se démunir. Cependant, elle doit évaluer de sérieuses faiblesses. Ainsi, sa population se révèle insuffisamment qualifiée, le centre urbain est délaissé dans certains quartiers. Il lui reste des friches industrielles.

En outre, sa position carrefour entre Paris, Londres et Bruxelles

peut certes constituer un atout, à condition de ne pas se laisser éblouir ou égarer. Le débat qui agit la métropole lilloise sur l'avenir de son aéroport international est révélateur : lui est-il possible de miser sur cet équipement, alors que dans l'avenir, le TGV mettra Lille à cinquante minutes de Roissy et à soixante de Bruxelles ?

Quels que soient les atouts et les faiblesses, la mobilisation de tous les acteurs devrait permettre d'avancer. A cet égard, le succès de ces assises semble encourageant. Encore faut-il déterminer les choix stratégiques. Le professeur Gachelin avance, entre autres hypothèses, une sorte de « révolution » à 180 degrés du positionnement lillois. Il suggère que la ville joue la carte internationale comme « fonction déterminante de la métropolisation ». Plus concrètement, celle-ci devrait, selon l'universitaire, se tourner plutôt vers Bruxelles que vers Paris.

Le projet de création
d'un événement commun

« Il n'apparaît pas convenable, écrit-il, de tenir une stratégie de positionnement concurrentiel par rapport à Paris et à Londres (...). Par contre, une autre stratégie est possible vis-à-vis de Bruxelles. Ville capitale et pôle européen, Bruxelles est en effet, confrontée à d'importantes difficultés liées à l'exiguïté de son territoire et à son

environnement déchiré entre les communautés wallones et flamandes. En conséquence, le professeur Gachelin propose d'inscrire Lille dans une nouvelle « métropole bilingue » au-delà des frontières actuelles. L'agglomération française fonderait alors « son émergence sur la fonction internationale d'expansion des services et des entreprises liées à la présence de la CEE dans la ville capitale Bruxelles ».

Certains envisagent dès lors le développement de l'aéroport lillois en lien étroit avec celui de Bruxelles, avec, en corollaire, une liaison TGV cadencée entre les deux. D'autres rêvent, à la création d'un « événement commun ». Pourquoi pas les Jeux olympiques en l'an 2004 ?

« N'allons pas trop vite », a toutefois insisté M. Pierre Mauroy, soucieux de tempérer les ardeurs et de ne pas froisser ses voisins belges par des annonces prématurées et ocooconcertées. « Je n'ai pas suffisamment entendu parler de Londres au cours de ces assises, a-t-il expliqué en substance. Même s'il faut penser international, il ne faut pas négliger la chance ou le risque que présente la proximité de Paris. » Chance parce qu'il faut bien penser en termes de métropole d'équilibre pour désengorger Paris, risque parce que la force d'attraction de la capitale reste très importante. Le maire de Lille ne veut pas non plus oublier le bassin minier qui l'a, selon lui, d'autre avoir que dans

une relation avec la ville-centre. Deux points que ne nie d'ailleurs pas le professeur Gachelin dans son étude.

Lille ne doit pas attendre son développement de l'extérieur, sur lequel il lui faut évidemment s'ouvrir, mais de ses propres forces. C'est de sa volonté exprimée dans un consensus que pourra naître une véritable métropole. Claude Neuschwander, président du groupe Teu, a affirmé pour sa part que l'avenir de l'agglomération passerait d'abord par un « développement androgène ».

A partir du constat de la polyvalence du bassin lillois (1), Claude Neuschwander propose trois choix stratégiques : la priorité industrielle (autour du textile, de l'agroalimentaire, insuffisamment reconnu ; des industries graphiques ; de l'équipement industriel ; de la micro-électronique peu présente dans la métropole en dépit d'un niveau élevé de la recherche scientifique) ; le développement de la vente par correspondance et de la grande distribution ; le renforcement des services. Enfin l'émergence d'un pôle transport-logistique avec, pourquoi pas, l'installation à Lille de la direction transports de la CEE. Ce qui renvoie à ce nouvel axe Lille-Bruxelles.

JEAN-RENÉ LORE

(1) Voir à ce sujet l'étude *Lille université*, de François Stevens, entre universitaires lillois.

DÉBAT

De la communication politique
à la communication citoyenne

par Vincent Guineheuf et Patrick d'Humières

Il y a deux ans, le législateur imposait un distinguo subtil entre les dépenses de communication des élus et celles des collectivités. Qu'en est-il aujourd'hui ? Si les élus dans leur grande majorité sentaient que le moment était venu de clarifier leurs rôles aux yeux du public, en séparant le temps de la gestion du temps de l'élection, les professions intermédiaires, publicitaires en tête, criaient à l'étouffement des libertés d'expression.

L'expérience des dernières élections locales a tranché. La loi n'a pas éteint les candidats. On a substitué le dialogue direct aux éphémères incantations en quadrichrome. Et les collectivités ont mis un frein à la personnalisation de leurs messages, s'efforçant maintenant de réfléchir à la pertinence de leurs investissements de communication, autrement qu'en termes de tonnes de papier et de campagnes lessivées.

La principale vertu de la loi de 1990 a été de démontrer qu'il existe une ligne de frontière praticable entre la communication de nature strictement politique, visant les électeurs, à la charge des candidats, et la communication citoyenne, visant les habitants d'une collectivité, usagers et contribuables, à la charge des institutions. Cette dissociation n'est pas seulement un progrès dans la gestion démocratique, au cœur du bon usage des ressources publiques. C'est une avancée conceptuelle en matière de communication.

Un enjeu
de démocratie

Elle amène à considérer la responsabilité propre des collectivités, pour construire une relation d'échange avec les citoyens, autrement que d'un point de vue marchand, univoque et idéologique. Car les Français ne considèrent pas que les collectivités locales peinent par excès d'information, ni même qu'elles dépendent trop d'argent à cet effet, comme l'indique un sondage IPSOS réalisé pour le colloque de Communication et citoyens. On constate dans les réponses des personnes interrogées une demande réelle, voire une incitation à faire plus. Pour ces personnes l'information locale est une nécessité moderne qui « son coût, même si l'investissement est clair, dépense ce qui lui convient », c'est-à-dire avec mesure et de préférence pour des actions informatives, pas trop publicitaires, ni politiciennes.

Mais qu'on ne s'y trompe pas : la communication citoyenne qui associe les habitants des villes, des régions et des départements à la vie de leur collectivité, à leur développement et à leur rayonnement n'est pas une communication apolitique

ou faussement « neutre », comme se doit de l'être celle des services publics. Elle exprime des choix de gestion, des engagements et des valeurs proclamées. Amalgamer abusivement ce qui ressort de la communication publique, expression du gouvernement d'une part et pédagogie des services publics d'autre part, avec la communication des collectivités locales revient à nier dix ans de progrès de décentralisation.

En profitant du courant d'opinion qui appelle de ses vœux une plus grande affirmation des responsabilités locales et un accroissement de la gestion de proximité, dans l'Europe des États, face à des administrations qui ne parviennent toujours pas à penser autrement qu'en termes d'usagers, les collectivités ont vu en ce enjeu de démocratie à relever.

Elles doivent donner vie et réalité à cette communication citoyenne, forme moderne de la relation civique. En modernisant l'information de service, d'abord, pour porter à la connaissance de tous, également, les réalisations, les projets et les activités de la collectivité dont ils peuvent bénéficier.

En osant une communication interactive et directe, pour faciliter le dialogue, les échanges et l'expression en retour des habitants, sur tous les sujets qui les concernent, à une époque où les bonnes décisions sont seulement celles qui ont été l'ar-

gement débattues et comprises avant de s'appliquer. En parlant enfin sur une communication de vérité qui doit substituer aux artifices de la séduction les preuves concrètes qui font la force d'une collectivité. « L'image ne fait pas le produit », ou pas très longtemps, aux yeux d'investisseurs ou d'habitants surinformés, mobiles et confrontés à des offres variées et innovantes, de la part de tous les acteurs locaux.

Plus que des principes de fonctionnement, ce sont là les vertus de la communication citoyenne et pour les élus les exigences à intégrer, pour ne plus considérer la communication comme une mode des temps ou une imitation de l'entrepreneuriat.

En s'affranchissant des tentations électoralistes et en évitant de reproduire les erreurs commerciales qui font de la forme l'alibi du manque de message et de la dépense disproportionnée l'excuse du défaut de réflexion, les collectivités locales, si elles le veulent, peuvent apporter aux citoyens une forme véritable et utile de dialogue qui les réconcilie avec la communication moderne.

Vincent Guineheuf est directeur de la communication du conseil régional de Bourgogne et président de Communication et citoyens. Patrick d'Humières est professeur associé à l'ESCP.

COURRIER

La situation
financière
des communes
en Provence-Alpes-
Côte d'Azur

À la suite de la publication dans le Monde daté 17-18 mai de l'article de Guy Forté « Des communes au bord du gouffre », deux élus du Var, M. Max Pissat, maire (UDF-PR) de Draguignan, et M. François Léopard, maire (UDF-PR) de Fréjus, protestent contre la citation de leurs communes parmi les cas évoqués dans le bilan d'activité de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'année 1990.

« Je tiens à vous signaler, nous écrit M. Pissat, que les finances de Draguignan ne sont pas « plus ou moins dans le rouge » ainsi que peut le laisser supposer votre article et que nous ne sommes pas, tant s'en faut, en état de cessation de paiement (...). Les résultats des derniers comptes administratifs de 1987 à

1991 font ressortir un excédent de gestion confortable de 14 à 38 MF pour un budget de l'ordre de 250 MF (...). Cette bonne situation financière nous a même permis de nous désengager partiellement en 1991 (...). »

M. Léopard affirme, de même, qu'aucun des « cas » analysés ne peut concerner la commune de Fréjus. « En matière financière et budgétaire, écrit-il, le seul grief qui nous est fait se rapporte à la faiblesse de l'autofinancement net. En regrettant que cet autofinancement net soit insuffisant le président (de la chambre) constate que la pression fiscale relevait de la compétence du conseil municipal d'où pas vicié à Fréjus depuis 1982. M. Léopard reprend, par ailleurs, l'argumentation qu'il avait employée dans sa réponse à la lettre d'observations provisoires de la chambre en soulignant que « les difficultés à dégrader un autofinancement net suffisant proviennent de la faiblesse de la dotation globale de fonctionnement ».

(Le bilan d'activité de la chambre régionale des comptes ne citait, notamment, aucune collectivité. Nous indiquons, tou-

tefois, que le plénum des cas cités dans ce bilan étaient extraits de lettres d'observations définitives qui font, elles, l'objet d'une publicité. Le vœu de la chambre est de rendre les comptes de Draguignan et de Fréjus publics. Les lettres d'observations portées sur les comptes de 1983 à 1987 - c'est-à-dire sur la gestion des précédents de M. Pissat - et le cas de cette commune ont été évoqués dans le bilan d'activité de 1989 et non dans celui de 1990. Il s'agit donc d'une erreur matérielle dont nous nous excusons.

Le cas de Fréjus est différent puisque la chambre a adressé à cette commune, M. Léopard le rappelle lui-même, une lettre d'observations définitives en date du 14 mars 1991 dans le bilan d'activité d'ensemble des communes de la région. Les lettres rendues compte dans son numéro de 5 avril suivant. Les magistrats des comptes départementaux critiquaient, en effet, l'insuffisance de l'autofinancement net, mais aussi les conditions dans lesquelles avaient été passés les marchés publics dans cette commune entre 1983 et 1985. On saura pourquoi que le document du trois-juin page 16 de la chambre régionale des comptes ne se rapportait pas seulement à la situation financière des communes mais à un ensemble de pratiques jugées « anormales » par cette institution, dont certaines reproduites à Fréjus. Nous n'avons donc pas, comme M. Léopard s'est cru autorisé à nous le reprocher, écrit à Fréjus et à son maire, G.P.

BLOC-NOTES

AGENDA

Intercommunalité. - La Fondation pour la gestion des villes organise un colloque intitulé « Intercommunalité, un nouvel essor ? », mardi 23 juin, à Paris. Les interventions feront le point sur les incitations financières et fiscales des nouvelles structures intercommunales instituées par la loi du 6 février 1992. Ils compareront les avantages respectifs des communautés de communes ou de villes et des districts. Ils présenteront la méthode permettant de passer d'une structure à l'autre.

Renseignements au (16-1) 42-58-39-70.

Développement local et intercommunalité. - A l'occasion de leurs fusions, la Fédération des pays de France, le président M. Michel Dinet (PS), député de Lorraine, et l'Association nationale pour le développement local et les pays (ANDLP), président M. Jean Garel (PS), député du Vaucluse, organisent une journée d'information sur l'intercommunalité et le développement local, mardi 23 juin, à Paris.

Renseignements au (16-1) 42-02-04-37.

Communication locale. - « Communication et citoyens », association pour le développement de la communication des collectivités locales, organise, en 1992, une série de conférences. La prochaine a lieu au Sénat, à Paris, le vendredi 26 juin, à partir de 9 h 30, sur le thème : « Villes, départements, régions : vers une communication citoyenne ».

Renseignements au (16-1) 45-79-25-65.

PUBLICATIONS

Guide des associations d'Alsace et de Moselle. - Le conseil général du Bas-Rhin vient d'établir un guide pratique des associations qui rappelle le statut particulier dont elles bénéficient dans le département. Elles ne sont pas soumises, comme les autres associations françaises, à la loi de 1901 mais au code civil local d'Alsace-Moselle. Clair, facile à utiliser, ce guide gratuit apporte des réponses concrètes et pratiques à tous les problèmes de la vie associative.

Conseil général du Bas-Rhin, Hôtel du département, place du Quartier-Bleu, BP 1012, 67070 Strasbourg Cedex.

Petites villes et développement. - L'Association des petites villes de France, que préside M. Martin Makry, maire (PS) de Figeac (Lot), vient de publier un Guide méthodologique du développement des petites villes. Les auteurs, professionnels du conseil, insistent sur la nécessité de suivre une méthode pour faire du développement local un état des lieux, définition d'une stratégie, délimitation d'une sphère d'influence, mise en œuvre d'un regroupement intercommunal.

65 pages, 150 francs, APVF, 5-7, rue Paul-Louis-Courier, 78007 Paris. Tél. : (16-1) 45-44-00-83.

TEXTES

Emplois à temps
non complet

Un décret modifiant des dispositions relatives à la fonction publique territoriale est paru au Journal officiel du 12 juin. Ce texte améliore la carrière de certaines catégories de personnels : administrateurs territoriaux, secrétaires généraux des villes de 5 000 à 10 000 habitants, dessinateurs, agents techniques, de maîtrise, agents de salubrité. Il précise des dispositions statutaires, concernant les filières culturelles et administratives, et améliore les conditions de gestion des personnels ainsi que le fonctionnement des organismes paritaires. Il élargit, enfin, les modalités de création d'emplois à temps non complet. Cette mesure, qui devrait donner à toutes les collectivités locales la possibilité de créer des emplois à temps partiel, avait été approuvée à une large majorité par le conseil supérieur de la fonction publique territoriale (le Monde daté 8-9 mars).

CULTURE

L'exposition « Manifeste »

Nouvelle présidence à la tête du Centre Pompidou; nouvelle direction à la tête du Musée national d'art moderne (MNAM) comme à la tête de l'Institut de recherche et de coordination acoustique-musique (IRCAM); nouvelle politique au Centre de création industrielle (CCI); travaux engagés dès l'automne à la périphérie du bâtiment; Beaubourg s'interroge sur son avenir. Et, pour « manifester » cette interrogation, organise une rétrospective géante intitulée, justement, « Manifeste ».

Remise en question encore nébuleuse, elle débouche déjà sur une meilleure utilisation des espaces imaginés au début des années 70 par les architectes Richard Rogers et Renzo Piano. Ce dernier a supervisé le réaménagement des plateaux, débarrassés de leurs cloisons labyrinthiques, de leurs grilles techniques ou de leurs structures inutilisées.

Les œuvres, tirées des réserves du MNAM, respirent mieux. La nouvelle collection de design peut se déployer à son aise. L'architecture a désormais droit de cité. De nouvelles échappées ont été ouvertes sur la ville. Mais cet indispensable *lifting*, ce test grandeur nature reste cependant superficiel, un exercice de style. Dominique Bozo, président du Centre, Germain Viatte, responsable du MNAM comme du CCI, et Laurent Bayle, directeur de l'IRCAM, doivent faire preuve d'imagination pour permettre à l'institution voulue par Georges Pompidou de passer sans encombre le cap du millénaire.

Arts plastiques

Au moment de la création du Centre Pompidou, engager des œuvres récemment créées s'était pas dans les habitudes des musées français. Si les fonds du Musée national d'art moderne étaient pauvres et troués dans le domaine - qu'on s'avait pas encore nommé - des classiques de la modernité, dans celui de l'art contemporain, la collection était quasi inexistante.

Depuis 1968, l'équipe du Centre national d'art contemporain, dont faisait partie Germain Viatte, l'actuel directeur du musée (*Le Monde* a publié, dans son édition du 17 juin, un entretien avec le directeur du MNAM et commissaire général de l'exposition « Manifeste »), tentait de « réparer » en achetant aussi bien Dubuffet, Bacon ou Rodin que les nouveaux réalistes. Le musée, de son côté, allait, avec Dominique Bozo, déjà, et Jean Leymarie, élargir le champ de ses collections, en achetant notamment un Gorky et un Pollock. La nouvelle perspective d'un musée international sur le plateau Beaubourg allait mobiliser les énergies, canaliser les budgets, inciter aux dons, legs et donations. Pontus Hultén, le patron, pouvait, avant l'ouverture du Centre en 1977, être fier des rattrapages.

L'erreur existe

Il ne faisaient, bien entendu, pas l'unanimité. Pas plus que ne le faisaient, après, les nouvelles acquisitions. Elles seraient critiquées, jugées trop liées aux phénomènes de mode, au marché, à l'Amérique... Tant pis, les directeurs et les conservateurs du musée, de Pontus Hultén et Dominique Bozo à Jean-Hubert Martin, d'Alfred Pacquement et Bernard Blistène à Catherine David, chacun avec leurs idées, allaient pourchasser des œuvres, de Flavin, de Richter, de

L'igloo de Glop, de Mario Merz (1968)

Ryman, de Viallet, de Takis, de Beuys, de Merz...

La valse des conservateurs au sein du musée, en crise depuis plusieurs années, a pu nuire à l'image de la maison, dont les programmes semblaient s'avoir plus ni que ni être. Elle pourrait avoir été, en lui assurant l'éclectisme, un bien pour les collections. En tout cas, le résultat est là, dans « Manifeste », où pour la première fois on peut évaluer correctement l'intérêt et l'ampleur des acquisitions portant sur la création de ces trente dernières années. Bien qu'il s'y soit proposé qu'un tiers environ de ce qui a été jugé utile ou digne d'être montré aujourd'hui, en une exposition, fit-elle vaste.

Parmi les acquisitions, il est essentiellement des pièces qui doublent, ou qui ne sont pas assez fortes en

Le temps rattrapé

Sait-on que la collection du Musée national d'art moderne est l'une des toutes premières?



fondatrices pour être incluses dans le parcours construit autour des courants principaux apparus depuis le nouveau réalisme. Cela ne veut pas dire que, pour autant, elles sont perdues pour tout le monde: on peut les envoyer ailleurs, par exemple à Strasbourg (1). On sait aussi qu'en matière d'art très contemporain, l'erreur - définitive ou provisoire - existe, et qu'il vaut mieux mettre de côté certaines œuvres. On sait bien enfin qu'il faut de la place pour exposer l'art actuel dont une des spécialités est de torpiller, en déshabillant au cadre du tableau et au socle de la sculpture, les normes muséales. C'est la raison pour laquelle la collection contemporaine, logée habituellement au 3^e étage, n'a jamais pu être déployée. Et une des raisons qui ont amené à « Manifeste ». Les œuvres y sont regroupées par courant dans quatre lieux du Centre.

Les galeries contemporaines restructurées, cette fois comme il faut, accueillent les nouveaux réalistes, qui y font la pige aux pop-artistes. D'une *Accumulation* de masques à gaz d'Arman au *Ghost Drum Set* d'Oldenburg, une nature morte sculptée, en toile d'araignée, de la respiration, *Jeune d'Amérique* de Martial Rayze, à l'*Olympia* de Larry Rivers, on s'y plaira. Une salle a été donnée à Klein, son bleu et son or. Non loin, les ensembles minimalistes et conceptuels tiennent bon. Les *Stella*, les *Robert Morris* sont de bons achats et le grand tableau aux couleurs subtiles, à la cire, disposées en T par Brice Marden s'impose.

En mezzanine toujours, mais de

l'autre côté du forum qui s'en est plus un, dans l'espace des expositions temporaires du CCI, entièrement dégagé, sont logés les Italiens. La présentation n'est pas parfaite, les œuvres ont un peu trop l'air d'avoir été posées sur la sol (dont la moquette a heureusement été enlevée), il s'empêche, c'est bien. Il y a là des œuvres importantes, fondatrices, comme *Igloo de Glop*, de Mario Merz, un pied griffu de Fabio, une pierre déboussolée d'Anselmo, et bien d'autres propositions montrant la tenue, la richesse, la poétique d'Arte Povera. A noter parmi les Italiens, un *cerce d'ardouise* de l'Anglais Long, et l'étrangement de *Seven Poles*, une des dernières sculptures de Eva Hesse.

Une façon de préparer l'avenir

C'est Didier Serin, un amoureux venu au musée, qui a été chargé de l'acrosage. Il s'est penché, ici et là, des rapprochements de formes et de langage, qui sont aussi des écarts. Pourquoi pas? Jusqu'à, il a plutôt eu la main heureuse. Au 3^e étage, on est moins satisfait. Il est vrai que l'espace - qui était en partie précédé par des grandes installations (*Flight*, la pièce *Jeune*, de Beuys) - regroupe des courants quelque peu indéterminés (les travaux de Flaminio, la photo, la vidéo, le cinéma...) et pas tout à fait maîtrisés par notre commissaire. On peut s'y faire, cependant, une idée de la collection vidéo à travers plusieurs installations, dont celle, ancienne, de Nam June Paik sur les phases de la lune, qui s'a

jamais fait plus beau, ni mieux depuis.

Au 5^e étage sont présentées les figurations et les abstractions en Europe. C'est le règne de la peinture, donc des Français. A commencer par ceux de Supports-Surfaces, ses toiles libres, ses empreintes, ses échelles et ses codes. Tandis que Buren, Mosset, Parmentier et Toroni, soit le groupe BMPT, sont relégués parmi des chaises. Ils ne doivent pas être très contents. On y retrouve Boltanski avec un grand mur de boîtes en fer, dans les parages d'un grand tableau de Kiefer et d'une sculpture de Rackemann: de bons achats, mais le rapprochement, qui fait certes de l'effet, est un peu gênant, quant au fond. Erro, Mossoy avec un bon tableau de la série *Mémoires*, Rancillac, Fromanger... presque tous les peintres de la figurative narrative sont là, parfois avec des dessins. Dans la foule, on croise Combas.

An fur et à mesure qu'on avance, on se rapproche de l'aujourd'hui, et de l'incertain, donc de la possible contestation des choix et de leur interprétation. Le David Salle ne serait-il pas un peu démesuré, et le Basileitz, figures tête en bas, sur jaune, moins bon que d'autres du même auteur? Et l'importance de Trenzlet un peu gonflée? On peut trouver que le Panamarenko est gâté dans son envoi par une maison de Schille. On s'accrochera peut-être sur la place du Beuys, une bonne pièce, avec messages qui défilent dans la lucarne d'une construction bizarre, mi-train, mi-appareil photo.

« Manifeste » n'étant pas un bilan, mais plutôt une façon de préparer l'avenir, il n'y a pas à tirer de conclusions de cette exposition temporaire, donc provisoire et transitoire. Mais l'art contemporain, ce n'est pas rien. Au Musée national d'art moderne, l'art n'est pas son temps. Ni notre argent.

GÉNÈVÈ BRENETTE

VOCALIS

le dimanche 21 juin 1992
de 18 h à 24 h au parc de la Villette
métro porte de Pantin

Fête de la musique

"Universalis vocalis"
1000 voix pour une Canzone déambulante écrite, conduite et mise en swing par la Compagnie Lubat de Gascogne.

Spectacle pyrotechnique
45 minutes de feux d'artifices créés par Serge Ouknine et Didier Mandin et Bernard Tschumi et Marc Jaumot.

parc de la Villette

La dation Matisse

Pierre, fils d'Henri

En 1989 mourait Pierre Matisse, fils cadet d'Henri. Son père souhaitait faire de lui un musicien. Lui-même se voulait peintre, naturellement. Il ne fut ni musicien ni peintre, mais l'un des plus célèbres marchands de tableaux de son époque - célèbre par la justesse de ses choix et non par l'étendue de sa fortune. En 1931, il s'installa à New York, y étant arrivé avec, pour toutes ressources, son nom et une suite de lithographies de son père. Dès l'année suivante, il expose un jeune Catalan peu connu, Joan Miró.

La liste des artistes qui se sont succédés par la suite au 47 East 57th Street manifeste le même lucidité. Des surréalistes, Pierre Matisse a défendu ainsi, outre Miró, Giorgio De Chirico, Yves Tanguy et André Masson. Parmi les sculpteurs, Alexander Calder et Alberto Giacometti. Parmi les peintres apparus après-guerre, Jean-Paul Riopelle, Sam Francis et Antonio Saura, puis, plus tard, François Rouen. Et parmi les inclassables du siècle, Balthus et Dubuffet. Pour nombre d'entre eux, les premières expositions furent difficiles, les ventes rares, les gains plus aléatoires encore. Mais Pierre Matisse avait de son métier une conception aventureuse. Il se voulait l'ami et le soutien de « ses » artistes, et non point un

financier heureux. Fils de peintre, il vivait avec eux, et non à leurs dépens. A Rioville, il dit ainsi, un jour d'inquiétude: « Si vous coulez, je coulerai avec vous. »

La dation par laquelle ses héritiers se sont acquittés de leurs droits de succession rend plus hommage au fils d'Henri Matisse qu'au galeriste éclairé. Pour plus de la moitié, elle se compose d'études et de bronzes venus de l'atelier paternel. Les sculptures dominent, essentiellement grâce à des œuvres précoces, le *Jaguar* dévorant un lièvre, initié de Barye, de 1888, les *Deux Nègres*, de 1908, et une *Etude de pied*, de 1909, qui montre Matisse très soucieux de l'exemple de Rodin au moment d'exécuter ses images de la danse. A la même période - celle de la formation et du développement du fauvisme - renvoyait aussi un autoportrait à l'huile de 1900, plus instructif que séduisant, et deux œuvres de la collection personnelle du peintre, une gouache de Roussin très sombre et virulente et, plus paisible, un portrait de madame Cézanne qui rappelle combien déterminant fut alors l'enseignement de Cézanne.

Un second groupe se rapporte aux dernières années de Matisse, celles des gouaches découpées et de la Chapelle de Vence. Ce sont, là encore, des œuvres pour

la plupart inachevées qui donnent l'occasion de suivre étape après étape le processus créateur, ses incertitudes, les corrections, les stylisations qui culminent dans des constructions épurées et fortement géométrisées.

Du marchand et découvreur Pierre Matisse, la dation n'a retenu que deux engagements, Miró et Dubuffet - ce qui est un peu court tout de même, court et simplificateur. Pour Miró, il s'agit cependant de deux grandes gouaches des années 30, deux *Têtes* excellentes, burlesques, enriques et chamusquées. Jean Dubuffet, dont on aurait pu croire que les musées nationaux possédaient déjà des collections suffisantes, est à l'évidence l'autre héros de la dation. A un portrait de Pierre Matisse de 1947, qui n'est assurément pas le meilleur des portraits exécutés par Dubuffet dans ces années-là, s'ajoutent une suite de douze gouaches astringentes, le *Métro*, une sculpture en éponge et des huiles sur toile qui seront dispersées dans quelques musées de province. Ajoutons-elles beaucoup à la gloire de leur auteur? On peut en douter.

PHILIPPE DAGEN

► Musée national d'art moderne, Centre Georges Pompidou; jusqu'au 13 septembre.

50-100

ifeste

CULTURE

au Centre Georges-Pompidou
Architecture

Les desseins secrets du hasard

Les espoirs d'une jeune collection

En apparence, il n'y a guère de logique dans la sélection des douze architectes que nous présentons au Centre de création industrielle (CCI), un amateur ou un étudiant qui se risquerait sans *vide mecum* dans cette dernière et dernière section du «Manifeste» pompidouien pourrait rester perplexe. Pourquoi douze, pourquoi ceux-là, quelle logique enfin ordonne cet ensemble hétéroclite de dessins et de maquettes? Les réponses sont, en fait, simples et, pour être simple, belles.

Il y a longtemps, en effet qu'on attendait du Centre Pompidou qu'il se dote d'un fonds d'architecture. Il y avait même un étonnant paradoxe à ce que cet établissement reste vierge d'une telle collection alors que son architecture, adossée au village de son temps (1971-1977), fit l'effet d'un électrochoc dans le monde entier.

Voici donc la première raison du choix en apparence limité et arbitraire que présente cette section : ce sont les premiers dons reçus, ou encore les premiers achats qu'a pu s'offrir le CCI depuis la décision, prise voici huit mois, d'acquiescer ces traces tangibles du travail d'architecte. Il convient de noter que cette

politique d'achat intervient - mieux vaut tard que jamais - alors que le marché du dessin d'architecture a pris une place notable dans le marché de l'art.

Pourtant, le seul hasard - des dons ou des achats - ne donne pas la clef d'un tel ensemble. Il explique sans doute la présence du japonais Shinozuka Hiroshi, de l'italien Tadeo Andreotti, de l'allemand Hans Hollein, de l'espagnol Juan Antonio Cordero, de l'américain Gehry (le futur Centre américain de Berry) ou même le pittoresque indien Rossi, malgré l'usage qu'il fait de son architecture personnelle.

Ainsi est-on conduit à mettre ensemble Nouvel, Koolhaas, Toyko Ito et même Shinozuka, quoique certains en fassent un *epistémion* avant tout. Points communs de ces quatre figures : leur œuvre et le commentaire qu'ils en font, ou qui en est fait, ne sont pas encore dissociés, démentis. Les mots et les choses se confortent sur le thème de ruptures radicales. C'est le deuxième point commun, avec les «habitudes» de leurs contemporains, plus ou moins âgés. Ruptures formelles, ruptures dans les modes de représentation, ruptures dans la conception même des espaces et des circulations, ruptures dogmatiques et quelques hautaines qui restent, c'est là leur risque, avec le rêve perdu d'architectes démiurges qui n'auraient de compte à rendre qu'à leur propre génie.

Design

Le grand fourre-tout

Une exposition inédite, sage comme une image

Voici donc la toute jeune collection du Centre de création industrielle : 300 dessins, maquettes, prototypes, pièces uniques, affiches alignés sur le vaste plateau qui occupe une bonne partie du rez-de-chaussée du bâtiment. Le projet est là : montrer à la fois la place occupée par les créateurs et les entreprises, proposer une histoire du design, depuis le fonctionnalisme triomphant des années 30 jusqu'au nouveau design des années 80.

Le visiteur capoté dans un espace très vaste, un miroir brisé, une table «néo-barbare» de Garouste et Bonetti, le lampadaire urbain de Philippe Starck (pour *Design*), planté comme un étendard, domine un ensemble hétéroclite lié à l'évolution du quotidien : machines, fauteuils, tables. Trois décennies sont dispersées : à chacun de retrouver le fil, la mémoire, de l'engouement et le fonctionnalisme des années 60 aux coups d'éclat formels des années 80.

Fixés sur des socles, calés dans des cages en Plexi, les modèles, les objets, se tiennent là, solitaires rangés côte à côte, comme les figurants d'un film dont ils ne connaissent pas le titre. C'est un déballage, propre : pas de flèche, pas d'itinéraire thématique ou chronologique, tout au plus quelques repères. Certains designers ont le privilège d'une fiche biographique (Ettore Sottsass, Roger Tallon, Gae-Aulenti, etc.) et d'un échantillon représentatif de leur création. Plein les yeux, rien dans la tête? L'exposition se prolonge au sous-sol, avec, entre une voiture de course et des ordinateurs personnels, un *Mirage III E* et à l'aise delta (1964) de la société Dassault.

En avril 1989, l'exposition un peu confuse «Culture de l'objet, objet de culture», organisée par le Centre, annonçait la constitution d'une collection d'objets-clés, couvrant la deuxième moitié du vingtième siècle. On y mêlait la création plastique et le design dans un parcours simulé de situations très conceptuelles. Plus rien de tout cela aujourd'hui : les formes sont livrées à elles-mêmes, dans ce qui, au nom du verbe montrer, réduit le projet à celui d'un catalogue sur papier glacé.

Sur la trace des premiers innombrables à collectionner le design - le MOMA de New-York (1932) et le Stedelijk d'Amsterdam (1934) - nombre d'innovations ont, au cours des années 80, ouvert ou enrichi des départements spécialisés. Des musées du design ont même été créés par des sociétés privées. Les modèles ne manquent donc pas. Hélas, ici, tout se passe comme si, une nouvelle fois, Paris, en optant pour l'engouement, se refusait à faire un véritable choix. La peur de se tromper a pour conséquence une accumulation trop uniforme. Le résultat est là, beau et lisse, au bord de cet ennui qui tue la curiosité des uns et englobent le projet des autres, dans le grand fourre-tout de l'Histoire.

Non loin de là, rue de Rivoli, le Musée des arts décoratifs, sous le titre, «Design 1950-1990», présente actuellement 50 acquisitions du Fonds national d'art contemporain qui s'ajoutent aux 6 000 œuvres déjà enregistrées depuis 1976. Avec bien des signatures qui figurent au CCI. On peut se demander, alors, à qui peut profiter ce doublon. Il est dommage que le visiteur fasse aujourd'hui les frais de vieilles luttes institutionnelles parisiennes : c'est au sein de l'Union des arts décoratifs que fut créé, en

1969, le Centre de création industrielle, avant qu'il ne soit transféré à Beaubourg. Rivalités de personnes, donc de projets, qui se réduisent vingt ans plus tard, dans l'uniformité, à une guerre anonyme et amnésique de l'image pour l'image.

LAURENCE BENAÏM
FREDERIC EDELMANN
JEAN-MARIE OUNOYER

Mort du peintre graveur
Johnny Friedlaender

Il s'est éteint le 19 juin à Paris, deux jours avant son quatre-vingtième anniversaire. Déjà, il était absent de son récent vernissage le 14 mai dernier à La Hogue, où il avait justifié sa présence par une exposition personnelle. Johnny Friedlaender est né le 21 juin 1912 à Pless, en Haute-Silésie. A Breslau, après le lycée, il suit les cours de l'école des Beaux-Arts avec Otto Muller, puis Carlo Menes. En 1930, il est à Dresde, en 1932, pour trois mois à Paris. A son retour en Allemagne, il est interné par les nazis dans un camp de concentration.

Réfugié en décembre 1933, il se réfugie en Tchécoslovaquie, où il présente sa première exposition personnelle. Il parcourt l'Europe, expose gravures et aquarelles à La Haye, et finit par se fixer à Paris après un intermède clandestin durant la guerre. En 1949, il y fonde, avec Albert Flourens, l'atelier de l'Épave, qui formera plusieurs générations de graveurs. Naturalisé français en 1952, il ouvre le cours de gravure du Musée d'art moderne de Rio en 1959. En 1966-1967, il est professeur à l'Académie d'été de Salzbourg. C'est alors qu'il revient, parallèlement à ses activités, à la peinture qu'il avait abandonnée en 1940. Il expose dans le monde entier.

Lui qui devait exceller dans toutes les techniques, mixtes ou pas, burin, pointe sèche ou forte, aquarelle, linoléum, avait commencé par la gravure en noir et blanc, avec, notamment, le *Recueil des douze réves cyniques* et les treize eaux-fortes pour la *Saison des amours*, de Paul Eluard. Puis c'est l'explosion inouïe de la couleur aux échauffés maîtrisés qui peignent l'épanouissement de tout un autre monde. On ne saurait mieux le définir qu'en saluant les six magistrales aquarelles accompagnant le texte des *Illuminations*.

Cette «musique polyphonique» que commente à l'envi Robert Sidney Horn justifie à son tour le double sens franco-anglais de ces entités hautes et basses et pour s'étendre à toutes les productions polychromes d'un artiste qui, lui aussi, se fait voyant. Avec toute sa sensibilité, son style raffiné, son sens du merveilleux.

Le Monde • Dimanche 21 - Lundi 22 juin 1992 15

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : * signalé dans «Le Monde radio-télévision» ; ** à éviter ; *** à ne pas manquer ; **** Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 20 juin

- TF 1**
- 20.50 Variétés : Surprise sur prise. Avec : Françoise Hardy, Marine Saint-Claire, Charlotte de Turckheim, Phémie Bertrand, Lio, Gérard Philou.
- 22.30 Série : Colombo.
- 0.10 Formule sport. Spécial : Vingt-quatre Heures du Mans ; Football ; Euro 92 ; Voile ; Europe 1 Star.
- A 2**
- 20.50 Magazine : La Nuit des héros. Présenté par Laurent Cabrol.
- 22.40 Magazine : Double jeu. Présenté par Thierry Ardisson. Invité : Frédéric Dard.
- 23.55 Journal des courses, Journal et Météo.
- 0.15 Bal populaire. Présenté par Pascal Sevran. En direct de la place de la Bastille, à l'occasion du dixième anniversaire de la fête de la musique.
- FR 3**
- 20.45 Feuilleton : Edouard et ses filles. De Michel Lang, avec Pierre Mondy, Sylvie Bonnet.
- 21.40 Soirée spéciale : Samedi au fil. Présenté par Alain Duault et Vincent Perrot. Dix voix pour une décennie, à l'occasion du dixième anniversaire de la fête de la musique. Avec Luciano Pavarotti, Ruggero Raimondo, Julia Migenes, Plácido Domingo, Barbara Hendricks, Roch Voisine, Charles Trenet, Patricia Kaux, Mory Kame, Patrick Bruel.
- 22.40 Journal et Météo.
- 23.00 Traverses. Présenté par Bernard de Philippe Franchini, Georges Condominas et Serge Duval.
- 23.55 Magazine : L'Heure du golf. C'est une du golf.
- CANAL PLUS**
- 20.30 * Téléfilm : Les Troupes nouvelles.

- De Jean-Luc Trougnon, avec Zabou, Martin Lamotte.
- 21.55 Flash d'informations.
- 22.00 Sport : Boxe américaine. Championnat du monde de kickboxing. En direct de Lavallois. Rob Kamen (Pays-Bas)-Jean-Yves Thériault (Canada).
- 23.30 Sport : Athlétisme. Sélections olympiques américaines à la Nouvelle-Orléans, en direct. Spécial 100 m.
- 0.00 La Journal du cinéma.
- 0.05 Cinéma : Placard de l'angoisse (Cameron & Close), Film américain d'Armand Mastroianni (1987). Avec Scott Smith, Mel Harris, Scott Curtis.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Promesse à l'appel. De Rod Holcomb.
- 22.15 Téléfilm : Surfin' USA. Les Beach Boys. De Michael Switzer.
- 23.55 Six minutes d'informations.
- 0.00 Musique : Le Concert de Wembley. Hommage à Freddie Mercury. Avec Queen, Elton John, David Bowie, George Michael, Guns N' Roses, Extreme, Lisa Stansfield, Liza Minnelli, Paul Young, U2, Seal, Robert Plant, Zucchero, Roger Daltrey, Joe Cocker, Mango Groove, Bob Geldof, Montserrat Caballé.

ARTE

- 20.30 Magazine : Premières Vues. 1. Injustice et arbitraire. De Claude Massot, Catherine Auzan et Claire Douchoux.
- 22.15 Cinéma d'animation : Horace on the Ball. De Paul Driessen.
- 22.25 Cinéma d'animation : Au bout du fil. De Paul Driessen.
- 22.35 Documentaire : Tango rito. De Jane Bokova.

Dimanche 21 juin

- TF 1**
- 20.00 Sport : Football (et à 21.15). Euro 92 : Demi-finale. De France, Pays-Bas, Espagne et Tchécoslovaquie.
- 21.00 Météo, Météo et Tiroc.
- 22.15 Tapis vert.
- 22.20 Magazine : Ciné dimanche.
- 22.25 Cinéma : L'Homme aux yeux d'argent. Film français de Pierre Gréville (1988). Avec Alain Souchon, Tanya Lopert, Jean-Louis Trintignant.
- A 2**
- 20.50 Cinéma : Pacific Palisades. Film français de Bernard Schmitt (1989). Avec Sophie Marceau, Adam Coleman Howard, Anne Dury.
- 22.25 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. Invité : Françoise Chandonnagor.
- 23.45 Journal et Météo.
- 0.10 Documentaire : Itinéraire d'un stratège. De Régis Debray. Pierre-André Boutang et Dominique Rabourdin (1^{re} partie). Hommage à Serge Daney.
- FR 3**
- 20.35 Cinéma : La Symphonie des héros. Film américain de Ralph Nelson (1987). Avec Charlton Heston, Maximilian Schell.
- 22.20 Journal et Météo.
- 22.40 Comédie musicale : Black Ballad. De Franck Cassenti et Christian Gauthier. Musique d'Archie Shepp. Avec La Velle, Archie Shepp, Youssou N'Dour, le Ballet Nimbou. En direct du parvis de la Défense. Une histoire du jazz, de l'Afrique à l'Amérique.
- CANAL PLUS**
- 20.30 Cinéma : Madame Bovary. ***

- Film français de Claude Chabrol (1981). Avec Isabelle Huppert, Jean-François Balmer, Christophe Malavoy.
- 22.45 Flash d'informations.
- 22.50 L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Slod. Volley-ball : France-Corée du Sud ; Boxe : sélections olympiques américaines à Worcester (Massachusetts) ; Athlétisme : sélections olympiques américaines ; Golf : 4^e journée de l'Open des États-Unis.
- M 6**
- 20.40 Variétés : Les Stéréotypes. Avec Patrick Bruel, les Inconnus, Gueh, Paul, Renaud, Indochine, M. C. Solaar, Carole Laure, Jean-Louis Fouquier, Marc Lavoine. Distribution de prix aux clips de l'année.
- 22.05 Magazine : Culture pub.
- 22.35 Cinéma : La Cité. Film italien de Tinto Brass (1983). Avec Stefania Sandrelli, Franck Finlay, Franco Branciaroli.
- 0.25 Six minutes d'informations.
- ARTE**
- 20.25 Court métrage : Pas de cercueil pour les parents. De Michel Dufour.
- 20.45 Court métrage : Pour quelques «Je ne t'aime plus». De Marc Adiel.
- 20.55 Cinéma : Toute une nuit. Film franco-belge de Chantal Akerman (1982). Avec Aurora Clément, Natalia Akerman, Angelo Abazoglou.
- 22.30 Documentaire : Équipes de nuit. O'Antonia Larch.
- 23.30 Spectacle : Second European Jazz.

PRINCE & THE NEW POWER GENERATION

10/11 JUILLET
PARIS - BERCY

CONCERT SUPPLÉMENTAIRE
LE 12 JUILLET

Les billets datés du 30 juin seront valables le 10 juillet et ceux datés du 1^{er} juillet seront valables le 11 juillet

LOCATIONS : FNAC, VIRGIN MEGASTORE, AGENCES BERCY
PAR TÉLÉPHONE AU 37 01 22 00 ET SUR INTERNET 3615 CODENTRJ.DJUS
INFOS CONCERT SUR INTERNET 3615 CODE NRJ

Le Monde

L'ÉCONOMIE

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Courtoisie. (Gérald) : 15 h et 20 h 30. Le Journal intime de Sally More : 19 h. L'amour est éternel : 22 h 15.

ANTOINE **SIMONE-BERRIAU** (42-08-77-11). La Fille sur la banquette arrière : 20 h 45. dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-18-70). Le Poisson volant : 20 h 30. dim. 17 h.

ATALANTE (46-06-11-90). Le Venin du théâtre : 20 h 30. dim. 17 h.

ATELIER (46-06-43-24). Personne d'autre : 21 h.

BASTILLE (43-57-42-14). L'Inquisiteur : 18 h 30. dim. 15 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE NAUTILUS (40-51-84-53). Martin Eden : 20 h 30. Gare aux lunes : 21 h.

BERRY (43-57-51-55). Pity, O.K. Yip, K.O. : 18 h 30. Les Couleurs de la pluie : 20 h 30. Dim. Les Chantiers de la vie : 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-06-80-24). Sans mentir : 18 h et 21 h. dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX^e (42-35-35-53). La Carotte : 20 h 30.

CARTELOU (42-78-52-51). The à la menthe ou l'été d'été : 20 h 15. Dim. Festival d'expression artistique : 20 h.

CARTOUCHE (42-78-52-51). The à la menthe ou l'été d'été : 20 h 15. Dim. Festival d'expression artistique : 20 h.

CARTOUCHE (42-78-52-51). The à la menthe ou l'été d'été : 20 h 15. Dim. Festival d'expression artistique : 20 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-48). Y a-t-il un communiste dans la salle ? 21 h. dim. 15 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-00-51-31). Le Jeu de l'amour et du hasard : 20 h 30. dim. 17 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Bernard Malblu : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pissoukouch : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Épave humaine : 20 h. dim. 15 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire Follet : 19 h et 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Caligula : 20 h 30. Dim. Le Malade imaginaire : 20 h 30. Bal masqué : 14 h.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-JUSTIN) (47-00-19-31). Le Livre d'heures : 18 h 30. Le Roi Lear : 18 h 15. dim. 17 h. Les Larmes : 18 h. DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Sois blanche : 21 h 30. dim. 17 h.

DEUX ANES (46-06-11-90). Les Moutons dans l'histoire d'été : 21 h.

EDGAR (43-20-96-11). Le Petit et le Grand : 20 h 15. Les Babas cœurs : 22 h.

ESPACE MARAIS (48-04-31-55). Le Mariage de Figaro : 18 h. dim. 15 h 30.

ESPACE MARAIS (48-04-31-55). Le Mariage de Figaro : 18 h. dim. 15 h 30.

ESSAÏON DE PARIS (42-78-46-42). Salle 1. Tiers provisoire : 20 h 30. dim. 18 h. Salle 2. Et si j'ai : 20 h 30. dim. 15 h.

FONTAINE (42-78-46-42). Le Cien des venues : 15 h 30 et 20 h 45.

GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-81-46-04). A la rencontre de Marcel Proant : 17 h.

GRAND THÉÂTRE D'EDGAR (43-20-90-09). C'est va à la chaise... : 20 h 15. Eric Thomas dans son nouveau spectacle : 22 h.

GUICHET **MONT-PARNASSE** (43-27-80-61). Un théâtre : 18 h. Un théâtre ou les Enfants au pouvoir : 20 h 15. Jaurès tenté voudrait être un fait divers : 22 h 15.

HOPITAL ÉPHÉMÈRE (46-07-23-28). L'Indien cherche la Brève : 21 h.

HOTEL DES MONNAIES (46-33-39-56). Saint-Christophe Colomb : 20 h 30. dim. 15 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Centurie classique : 19 h 30. Le Lion : 20 h 30.

LA BRUYÈRE (48-74-76-98). C'est bien : 21 h. dim. 15 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-02-22-11). Gledys : 20 h 30.

LE BOULEVARD (43-73-47-94). Ma Souveraine Algérie : 20 h 30.

LE FUNAMBULE **THÉÂTRE-RESTAURANT** (42-23-88-53). Histoires à dire : 21 h. Le Lion : 20 h 30.

LUCIENNAIRE **FORUM** (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. L'Amérique, l'Amérique... : 20 h. Le film de Tchekhov : 21 h 30. Théâtre rouge. Bessière : 18 h 15. Feu le maître de Madama : 20 h.

MADAME (42-05-07-09). N'écoutez pas, madame : 21 h. dim. 15 h 30.

MAISON DE LA POÉSIE **ITERASSA** **DU FORUM DES HALLES** (42-36-27-53). Mieux : 20 h 30.

MARAI (42-78-03-53). L'École des femmes : 21 h.

MARIE STUART (45-06-17-80). Snow White and the Seven Frenchmen (spect. en anglais) : 18 h. My Dinner with André (spect. en anglais) : 19 h 30. Savage Love : 21 h.

MARGUERY (42-56-04-41). Le Misanthrope : 21 h. dim. 15 h.

MÉTAMORPHOSE (42-61-33-70). Marché de rue : 21 h. dim. 15 h.

MICHEL (42-55-02). Les Aventures : 21 h.

MICHOÏDIÈRE (47-42-95-22). La Puce

PARIS EN VISITES

LUNDI 22 JUIN

« La maison de Nicolas Flamel (1470). Les autres vieux logis parisiens. 10 h 30, métro République, sortie rue du Grenier-Saint-Lazare (Paris autostop). »

« La religion du Buddha à Hima-laya, d'étranges visions. 14 h 30, Musée Guimard (Cimetière des Innocents). »

« Quartier des Gobelins, histoire de la Bourse et des tanneries, origine de la Manufacture. 14 h 30, métro Place d'Italie, devant mairie du troisième arrondissement (Paris capitale historique). »

« Fêtes et mystères à l'Opéra Garnier, 14 h 30, en haut des marches, à l'extérieur (Cimetière des Innocents). »

« Les vieux villages d'Artois, 14 h 30, métro Eglise-d'Artois (Europ expo). »

« Les salons dorés de l'Hôtel de Ville, 14 h 30, entrée rue Lobau (ARS conférences). »

« Le sculpteur Clodion, 15 heures, Musée du Louvre, sous la Pyramide, devant l'ascenseur (Approche de l'art). »

« La Nouvelle Athènes, le quartier du tout Paris des arts et des lettres à l'époque romantique, 15 heures, 12 rue de la Rochefoucauld (Paris et son histoire). »

« Les passages couverts de Paris, 15 heures, entrée passage Vercueil, 31, faubourg Montmartre (Paris et son histoire). »

« Les hôtels célèbres du Marais et salons d'été, 17 heures, métro Saint-Paul-La Marais (Lunette visites). »

« Les hôtels célèbres du Marais illuminés, 21 heures, métro Saint-Paul-La Marais (Lunette visites). »

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Les pouvoirs du juge d'instruction », par M. Delmas Marty (Académie des sciences morales et politiques).

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Une histoire du film policier français : les Vampires (1915-1916), de Louis Feuillade, 12 h.

DIMANCHE

Une histoire du film policier français : Oz 1 (1971-1974), de Jacques Rivette, 10 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI

Histoire permanente du cinéma : Les Petites Années (1974), de Jean Eustache, 18 h 30.

DIMANCHE

Histoire permanente du cinéma : Les Petites Années (1974), de Jean Eustache, 18 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-28)

SAMEDI

La Cinéma polonaise : la Cypselia (1973, v.o. a.t.), de Wojciech J. Has, 14 h 30.

DIMANCHE

La Cinéma polonaise : la Cypselia (1973, v.o. a.t.), de Wojciech J. Has, 14 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-36-30)

SAMEDI

Polars en Seine : Enquêtes policières : Bande annonce : Film Story (1979) de Jacques Dany, Paris, 14 h 30.

DIMANCHE

Polars en Seine : Enquêtes policières : Bande annonce : Film Story (1979) de Jacques Dany, Paris, 14 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A BRIGHTER SUMMER DAY (Taiwan, v.o.), 14 Juillet Parnasse, 14 h 30.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Images d'ailleurs, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Ché Beaubourg, 14 h 30.

LE COUP SUPRÊME (Fr.) : Utopie, 5

(43-26-84-63).

OROC-BLANC (A. v.o.) : Cinépolis, 15

(43-33-10-52) : Grand Pavois, 15

(45-44-46-85) : Saint-Lambert, 15

(45-32-81-68).

DANSE AVEC LES LOUPS (A. v.o.) : Rex

(43-26-84-63).

DEAD AGAIN (A. v.o.) : Gaumont

Amnésique, 6 (43-59-19-08).

DELICATESSEN (Fr.) : Forum Orient

Express, 1 (42-33-83-93) : Rex, 2

(42-38-83-93) : UGC Triomphe, 6

(45-74-93-03) : UGC Convention, 15

(45-74-93-03).

DIEN BIEN PHU (Fr.) : Grand Pavois, 15

(45-44-46-85) : Saint-Lambert, 15

(45-32-81-68).

DOULEUR DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.)

v.o. : Épis de Bois, 5 (43-57-47)

Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5

(43-54-42-34).

ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.)

v.o. : Publicité Saint-Germain, 15

(42-22-72-80) : Bystes Lincoln, 6

(45-39-36-14).

FACE A FACE (A. v.o.) : Cinépolis, 15

(45-32-81-68).

FACILE (A. v.o.) : Les Trois Balcons, 6

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

FAUTE DE PREUVES (Brit., v.o.) : UGC

Stanz, 6 (45-32-81-68) : UGC Mont-

parnasse, 6 (45-74-93-03) : UGC Opéra, 6

(45-74-93-03).

LE FESTIN DU FOU (Brit., v.o.) : Épis de

Bois, 5 (43-57-47).

FISHER KING (A. v.o.) : Cinépolis, 15

(45-32-81-68).

GOLEM, L'ESPRIT DE L'EXIL (Fr.)

L'Enfer, 14 (45-43-41-63).

L'HOMME DE MA VIE (Fr.) : Gaumont

Amnésique, 6 (43-59-19-08).

L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES

(Fr.) : Utopie, 5 (43-26-84-63).

HOOK (A. v.o.) : George V, 6

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

LA FAMILLE ADDAMS (A. v.o.) : UGC

Triomphe, 6 (45-74-93-03) : Rex, 2

(45-32-81-68).

BILLET

La CGT en ébullition

Il va falloir s'y habituer : les débats internes de la CGT sont désormais visibles au grand jour. Plusieurs indices récents viennent de le confirmer.

A la Fédération des finances, une solution d'attente a été trouvée. Estimant avoir été mis en minorité, le secrétaire général, M. Jean-Christophe Le Duigou (« rénovateur » membre du comité central du Parti communiste) avait démissionné. A la demande du bureau, il est revenu sur sa décision et, fort logiquement, un congrès extraordinaire aura lieu en novembre. En revanche, la crise ouverte déclenchée après que le leader du syndicat des Impôts ait maladroitement réclamé la tête de quatre responsables communistes n'est toujours pas réglée.

Chez les dockers, les agents de maîtrise et les conducteurs d'engins de Dunkerque, désireux d'assurer la viabilité du port, ont annoncé vendredi qu'ils faisaient adhésion. A l'UGCT, la fédération qui regroupe les ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise CGT, une perte de bras de fer opposée à la traditionnelle, favorable à un appel à voter « non » au référendum sur la ratification du traité de Maastricht, se les a modernisés, qui jugent plus efficace de mettre en œuvre les aspects négatifs de ce traité sans pour autant donner une consigne de vote.

Cette effervescence est plutôt bon signe. Elle témoigne qu'au sein de la CGT, les débats internes sont plus considérés comme une maladie honteuse. Mais les cégétistes n'ont pas encore assumé le contenu de leurs controverses. L'enjeu, pourtant, est clair. Derrière l'affirmation de la nécessité d'adopter « de nouvelles pratiques revendicatives », c'est bien la question de l'indépendance à l'égard du PCF qui est posée. Les temps, en effet, ont changé. Ainsi, c'est contre l'avis du parti que M. Maité Demona devrait être élu dimanche à la tête de l'UGCT. Mais tout cela reste dans le domaine du non-dit. Sur le fond, les « rénovateurs » de la CGT — qui ne se confondent pas tout à fait avec ceux du PCF — en restent toutefois à des « positions de classe » parfaitement orthodoxes et à des analyses économiques assez simplistes. Pour eux, il suffirait de « satisfaire les besoins des travailleurs » pour que chômage et exclusion reculent. « Encore un effort, camarades ! », aurait-on envie de leur lancer.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le syndicat des dockers accepte des négociations locales et nationales

La Fédération CGT des ports et docks s'est constituée, vendredi 19 juin, son intention de participer aux négociations locales et nationales proposées par le gouvernement afin de modifier le statut de la profession.

Pour la première fois, la CGT s'inscrit donc dans le cadre défini par la loi votée le 15 mai par l'Assemblée nationale et le 26 mai par le Sénat, estimant que le patronat a apporté des « réponses positives » à plusieurs revendications. « Les dockers abordent cette négociation avec l'esprit ouvert qu'on leur connaît », souligne un communiqué de la CGT, qui rappelle que les négociations locales porteront sur « l'organisation du travail, les plans sociaux et les revendications locales » alors que la discussion nationale portera sur « les relations entre tous les dockers et les employeurs de manutention ».

L'opposition paysanne à la réforme de la PAC

La Coordination rurale veut bloquer les accès de Paris dans la nuit du 22 au 23 juin

La Coordination rurale a décidé de « bloquer les accès de Paris » dans la nuit du 22 au 23 juin, a annoncé vendredi 19 juin son porte-parole, M. Dominique Rougeant (nos dernières éditions du 20 juin). Cette décision a été prise par un « collectif » de la Coordination ruraliste à Ecully, près de Charente (Eure-et-Loire), où un quartier général a été installé. Un comité de tracts autour de Paris sera organisé par les agriculteurs venus principalement de la grande couronne, qui se verront renforcés par des délégations venues de province, a affirmé M. Rougeant.

Créée il y a six mois par un groupe d'agriculteurs du Gers autour du refus de la réforme de la politique agricole commune (PAC), la Coordination a « conseillé » à M. Louis Mermaz, ministre de l'Agriculture, de démissionner au lendemain de la rencontre, le 18 juin, entre le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, et les principales organisations agricoles, qui, selon elle, n'a donné « aucun résultat tangible ».

M. Bérégovoy avait annoncé à l'issue de cette rencontre la création de trois groupes de travail pour définir des mesures d'accom-

plissement de la PAC (le Monde du 20 juin).

« La mise en place de commissions constitue un aveu officiel de l'absence de la moindre étude préalable à l'adoption de la nouvelle politique agricole commune (PAC) », estime la Coordination.

De leur côté, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) ont annoncé qu'ils ne se joindraient pas à l'initiative de la Coordination de bloquer les accès de Paris.

Une circulaire et un décret précisent de nouvelles règles pour le travail du dimanche

La liste des dérogations à l'interdiction du travail du dimanche vient d'être précisée par une circulaire, en date du 17 juin, a annoncé vendredi 19 juin le ministre du Travail. Ces dérogations, dites individuelles, pourront être accordées par les préfets, sous le contrôle du tribunal administratif, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la loi.

Aux industries en continu, aux services minimum nécessaires à la vie sociale (hôtels, cafés, restaurants) et aux commerces alimentaires, un décret ajoutera une série d'activités qui, avec le temps, sont devenues essentielles et qui, jusqu'à présent, s'exerçaient dans l'illégalité.

Au nombre de dix-huit, ces exceptions concernent notamment les boutiques d'aéroports, les guichets de change, les services après-vente ou de dépannage ainsi que les bureaux de vente immobilière et les pages d'astrophysique.

Une dérogation pourra aussi être accordée pour les zones où les lieux touristiques, communes ou sites qui connaissent une situation d'affluence exceptionnelle, périodique ou continue.

Négociations entre les partenaires sociaux

Le CNPF propose une allocation-chômage unique et dégressive

Surprise : en un peu plus de deux heures, la deuxième séance de négociations sur le régime d'assurance-chômage était terminée, vendredi 19 juin. Les partenaires sociaux se sont quittés, sans discussion, après que les experts de l'UNEDIC leur ont communiqué, finalement, le chiffrage des différentes mesures qui pourraient être envisagées. Les ayant étudiées, ils se sont réunis pour le 23 juin pour débattre ensemble au cours d'une réunion qui promet d'être plus mouvementée en raison d'une proposition nouvelle du CNPF.

Parmi les solutions à l'étude figure en effet l'hypothèse d'une allocation unique et dégressive qui se substituerait à l'actuel système d'indemnisation pour le chômeur, constitué dans un premier temps d'une allocation de base, suivie le cas échéant d'une prolongation, puis d'une allocation de fin de droits, éventuellement complétée à son tour d'une prolongation. Le montant de cette nouvelle allocation dégressive serait, à son début, calculé sur la base du taux plein de l'allocation de base et atteindrait, à son fin, un niveau qui se situerait entre inférieure à celui de l'allocation de fin de droits. Mais, entre les deux termes, il lui serait appliqué un abattement de 15 % qui interviendrait tous les trois mois. En outre, la durée de verse-

ment serait établie par rapport au temps de cotisation. Selon les évaluations faites par l'UNEDIC, une telle formule représenterait, en année pleine, 3 milliards de francs la première année, 6 milliards la deuxième et 9 milliards la troisième.

D'autres solutions ont aussi été chiffrées. En application de la décision « provisoire » de M. Martine Aubry, ministre du Travail, le doublement de la somme versée à l'UNEDIC par l'entreprise pour le licenciement d'un salarié âgé, prévu par « l'aménagement Delalande » (qui permet de trois à six mois de salaire dans le cas de licenciement d'un salarié âgé de plus de cinquante-cinq ans), amènerait 1,4 milliard de francs de plus dans les caisses, soit 2,8 milliards, au total. La participation des chômeurs au financement de leur retraite complémentaire permettrait d'économiser 450 millions de francs. Chaque jour de supplémentaires pendant laquelle le paiement de l'allocation sera différé, et qui viendra s'ajouter aux trois jours d'indemnité d'absence depuis décembre, finira par 250 millions. Le CNPF, qui évoque la possibilité de porter ce délai à sept jours, escompte donc trouver ainsi 1 milliard de francs.

ALAIN LEBEAUBE

Guerre commerciale programmée au GATT

Le litige entre les Etats-Unis et l'Europe sur le soja entre dans une phase aiguë. Un affrontement pourrait avoir lieu à la fin du mois d'août

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Dans le litige qui les oppose à la Communauté, les Etats-Unis ont fait savoir qu'elle pratique en faveur de ses producteurs d'oléagineux (colza, tournesol, soja), les Etats-Unis restent gourmands et dangereux.

Leur objectif demeure d'obliger la CEE à modifier son régime de soutien, à augmenter les aides versées à ses agriculteurs de telle manière que sa production diminue et que leurs exportations de soja, prenant ainsi la place libérée, puissent s'accroître. Pour y parvenir, les Américains n'ont pas du tout renoncé à imposer à la CEE des mesures de rétorsion qui prendraient la forme de très fortes augmentations des droits de douane perçus sur des produits importés de la Communauté (dont le vin, le cognac et les fromages) et porteraient sur un volume de commerce d'un milliard de dollars. C'est ce qui ressort de la réunion du Conseil du GATT, l'organisation qui régit le commerce international, qui s'est tenue vendredi 19 juin à Genève.

Compte tenu des positions en présence, à terme, l'affrontement est-à-dire la mise en œuvre de mesures de rétorsion par Washington, semble difficilement évitable. C'est du moins l'avis de bon nombre d'observateurs bruxellois. Compte tenu des procédures engagées, il devrait se produire vers la fin du mois d'août, déclenchant alors peut-être des représailles de la part de la CEE.

Devant le Conseil du GATT, les Etats-Unis ont opéré, avec une certaine habileté, une modeste retraite tactique. Le « panel », c'est-à-dire l'instance d'arbitrage du GATT qui avait instruit le litige et dont les conclusions étaient favorables aux Américains, avait proposé, au choix, deux solutions pour régler le différend. Soit la Communauté révisait la réglementation qu'elle

applique à ses producteurs d'oléagineux, soit elle conservait inchangée cette réglementation, mais engageait des négociations au titre de l'article 28 du GATT avec ses principaux fournisseurs (Etats-Unis, Brésil, Argentine, Pologne, Canada, Pakistan), afin de leur accorder des contreparties tarifaires (diminution des droits de douane perçus sur d'autres produits importés) pour compenser le préjudice subi.

Un puissant lobby

Sans accepter les conclusions du panel (qu'elle trouvait et qu'elle continue à trouver particulièrement inéquitable), la Communauté avait indiqué qu'elle était disposée à se plier à ses injonctions. Elle était l'idée de réviser une seconde fois, à cause du GATT, sa réglementation sur les oléagineux, mais en revanche se déclarait prête à ouvrir des négociations au titre de l'article 28 pour dédommager ses fournisseurs du préjudice supposé subi. C'était là une position parfaitement conforme à la légalité du GATT.

Elle suscita néanmoins la colère des Américains : ce que veut leur association des producteurs de soja, à l'origine de la plainte, c'est contraindre la Communauté à moins produire d'oléagineux avec l'espoir de pouvoir alors eux-mêmes davantage livrer au Vieux Continent ; la perspective d'obtenir, grâce à la négociation proposée, quelques réductions de droit sur des produits qui ne les intéressent pas, les laisse évidemment de marbre. Aussi l'administration Bush, très à l'écoute de ce puissant lobby, fit-elle d'abord savoir que cette négociation au titre de l'article 28 ne l'intéressait pas et annonça, dans la foulée, son intention d'appliquer des mesures de rétorsion contre la CEE.

Négotier ainsi les propositions du panel et agir de manière aussi spectaculairement unilatérale ne pouvaient que braquer contre Washington la majorité des « parties contractantes » du GATT. Vendredi, les Américains, qui ont compris, ont rectifié le tir. Ils ne se sont pas opposés à la demande présentée par la CEE d'ouvrir des négociations au titre de l'article 28 (ils auraient pu le faire puisqu'un GATT les décisions se prennent par consensus). Mais ils ont rappelé que leur préoccupation demeure de voir la CEE modifier son régime de soutien.

Au cours des semaines à venir la Communauté va engager des consultations avec ses différents fournisseurs de soja, dont les Américains. Elle va leur faire des propositions pratiques : peut-être leur garantir un volume d'importations dans la CEE au niveau atteint en 1990 ou 1991 ; en ajoutant des compensations tarifaires pour le manque à gagner résultant de l'existence de la réglementation communautaire. Mais, sauf changement de cap improbable, il y a tout lieu de croire qu'elle refusera de revoir sa réglementation. Les Etats-Unis constateront alors que les offres de la CEE sont insuffisantes et, ayant fait semblant de chercher un accommodement, se trouveront pris à l'aise pour renouer avec la voie de l'affrontement.

Aux termes des règles du GATT, ces négociations de l'article 28 peuvent durer jusqu'à deux mois. Dans l'intervalle, pour réchauffer l'ambiance, les Américains auront sans doute publié leur liste définitive de mesures de rétorsion, laquelle doit porter, on le sait, sur 1 milliard de dollars. Tout sera alors en place pour qu'ils déclenchent l'application. C'est là un scénario de guerre commerciale auquel il pourrait être bon de se préparer sans attendre la dernière minute. Car c'est aussi le scénario le plus vraisemblable.

PHILIPPE LEMAITRE

Pour améliorer les liquidités et étaler le remboursement de la dette

L'Etat propose d'échanger pour 140 milliards de francs d'emprunts

L'Etat lance une offre publique d'échange (OPE) sur quarante-cinq emprunts, dont le montant cumulé atteint 140 milliards de francs. Le gros de l'échange porte sur vingt-neuf emprunts d'Etat (117,22 milliards de francs), dont la durée de vie moyenne est de 2,73 ans, donc assez proche du remboursement final. Sont compris également, dans l'offre d'échange, seize emprunts obligataires émis par des établissements publics, dont l'Etat a repris le service de la dette, pour 22,76 milliards de francs ; il s'agit de la Caisse nationale de l'industrie (CNI) et de la Caisse nationale des banques (CNB) créées en février 1982 pour assurer l'amortissement et le paiement des intérêts des obligations émises en échange des actions des sociétés industrielles et des banques nationalisées à la même époque. Sy

ajoutent le Fonds d'intervention sidérurgique (FIS), créé en 1982 afin d'émettre des emprunts dont le produit permettrait de souscrire aux obligations convertibles lancées par les groupes sidérurgiques Usinor et Sacilor, et le Fonds spécial de grands travaux (FSGT), créé également en 1982 pour financer des travaux d'équipements routiers.

Cette OPE, d'un montant considérable, a pour objet d'affirmer aux porteurs des obligations assimilables du Trésor (OAT) d'une durée de six à seize ans, en échange de titres souvent dénotés, peu négociés et, finalement, peu liquides. Elle permettra aussi d'étaler le remboursement de la dette de l'Etat sur une durée plus longue (lire page 21).

F. R.

A l'origine des soubresauts de la Bourse de Tokyo

La conjoncture japonaise reste particulièrement incertaine

Dure semaine pour la Bourse de Tokyo, qui a atteint son niveau le plus bas depuis octobre 1986 avant de se reprendre en extrême vendredi 19 juin. Mais derrière les soubresauts désordonnés du Kabuto-cho se profilent les interrogations sur la santé de l'économie japonaise.

TOKYO

de notre correspondant

La vague de pessimisme des financiers japonais a été directement déclenchée par la publication d'une série de statistiques gouvernementales dont les conclusions sont contrastées. L'enquête trimestrielle de conjoncture de la Banque du Japon montre une persistance de la morosité chez les industriels dont l'indice de confiance reste faible (augmentation des stocks, recul des investissements). En revanche, le rapport de l'Agence de planification, publié en début de semaine, indique, lui, une croissance de 4,3 % au cours du premier trimestre. Un chiffre gonflé par certains facteurs techniques qui, selon la plupart des économistes, masque la réalité de la situation économique.

Un budget supplémentaire

Difficile de se faire une opinion tranchée. Si des signes de reprise (dans la construction, les commandes de machines) tendent à apparaître, les investisseurs semblent plus sensibles au pénétrant de la croissance. Selon le président de la Bourse de Tokyo, M. Minoru Nagaoaka, qui participait jeudi 18 juin à un séminaire organisé par le journal Yomiuri, « le marché ne reflète pas les données fondamentales de l'économie, dont la situation, pour être morose, est loin d'être mauvaise comparée à celle des autres pays ». En revanche, estime M. Nagaoaka, « la persistance de cette perte de confiance des investisseurs pourrait avoir un effet négatif certain sur l'économie nationale et par conséquent sur l'économie mondiale ».

Effaçant l'excédent enregistré en avril

Le déficit budgétaire américain a atteint 46,9 milliards de dollars en mai

Le déficit budgétaire des Etats-Unis a totalisé 46,9 milliards de dollars en mai (24,8 milliards de francs), effaçant le léger excédent enregistré en avril. Sur les huit premiers mois de l'exercice fiscal 1992, le déficit budgétaire a totalisé 231,7 milliards de dollars, soit une hausse de 32 % sur le déficit enregistré pendant la même période de 1991.

Les experts tablent sur un déficit budgétaire pour l'ensemble de l'année fiscale, qui s'achèvera le 30 septembre, d'environ 330 milliards de dollars, soit largement plus que le déficit record de 269,5 milliards de 1991.

Devant la commission des finances, le premier ministre, M. Kiichi Miyazawa, a déclaré le même jour que « des mesures seraient prises en temps opportun », suggérant qu'un budget supplémentaire pourrait être nécessaire. Le premier ministre a néanmoins ajouté qu'il n'avait pas l'intention de recourir « pour l'instant » à une telle mesure. Le ministre des finances a, pour sa part, déclaré qu'il n'envisageait pas une nouvelle réduction du taux d'escompte, estimant que la précédente (en avril) n'avait pas encore porté ses fruits.

Si le principe d'un budget supplémentaire semble acquis, le moment et le montant de celui-ci n'ont pas été arrêtés : selon la rumeur, M. Miyazawa pourrait annoncer au sommet de Munich une rallonge de 3 000 à 5 000 milliards de yens (de 125,6 à 209,3 milliards de francs) destinée à être mise en œuvre à l'automne. Le gouvernement maintient que l'économie devrait redémarrer au dernier trimestre.

La « purge » de l'économie, afin de permettre un redéploiement vigoureux dans la seconde moitié des années 90, reste assurément l'objectif des autorités, estime M. Kenneth Couris, analyste de la Deutsche Bank Capital Markets. Le gouvernement n'en doit pas moins modifier sa politique de refroidissement : « à moins d'un budget supplémentaire destiné à soutenir la demande interne, la croissance au cours de l'année fiscale 1992 (qui s'achève en mars 1993) sera loin d'atteindre les 2,5 % prévus ; elle ne dépassera pas les 2 % ».

Ce soutien à la demande interne paraît d'autant plus nécessaire que le Japon est en train d'accumuler un excédent commercial d'un montant record (583 milliards de francs). Au cours du premier trimestre, l'excédent des comptes courants représentait 3,1 % du PNB (produit national brut), soit le pourcentage du dernier trimestre 1987. Cette augmentation de l'excédent commercial est essentiellement due à un recul des importations.

PHILIPPE PONS

Applicant l'accord avec le FMI

L'Algérie libère les prix de plusieurs produits de base

Le ministère algérien du commerce a publié, vendredi 19 juin, une liste des produits dont les prix ne seront plus soutenus par l'Etat à partir du samedi 20 juin. Parmi ces produits figurent l'huile, le sucre, les légumes secs et les pâtes alimentaires. Cette décision devrait entraîner des augmentations de prix. Par contre, le lait, le pain et la semoule, resteront subventionnés mais leurs prix seront majorés.

La suppression du soutien des prix fait partie de l'accord de réajustement structurel passé le 3 juin 1991 avec le Fonds monétaire international (FMI). La libération des prix sera compensée par un soutien direct concernant les personnes sans revenus et celles disposant d'un revenu mensuel inférieur à 1 700 francs. — (AFP)

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le numéro un mondial de sièges automobiles contesté par ses actionnaires

Epeda-Bertrand Faure va changer de président

M. Pierre Richier, PDG de Epeda-Bertrand Faure, premier fournisseur mondial de sièges pour automobiles et l'un des fleurons des équipementiers français, est aujourd'hui confronté à la fureur de certains de ses actionnaires. Devant leur assemblée générale, réunie le 18 juin, il a annoncé qu'il mettrait à exécution son intention, proclamée en 1990, de partir avant la fin de l'année 1992. Son successeur sera désigné lors du prochain conseil d'administration, qui aura lieu début juillet. Selon toute vraisemblance, il devrait s'agir de M. Daniel Dewavrin, actuellement président de Bertrand Faure et de Ratier-Figeac, filiale aéronautique du groupe.

Actinnaires contre dirigeants. La bataille dnt Epeda-Bertrand Faure (EBF) est aujourd'hui l'objet d'un exemple type des divergences d'intérêts entre un groupe industriel, menant une stratégie à long terme, d'une part, et des actionnaires pour qui la firme est un placement non stratégique dont ils souhaitent tirer une plus-value à relativement court terme, d'autre part.

L'actionnariat de EBF est aujourd'hui entre les mains d'un nombre limité d'entreprises : Michel Thierry, fabricant de tissus et fournisseur de EBF, est le plus important avec 18,7 % du capital; viennent ensuite la société espagnole Fibres (14 %), le groupe d'assurances Axa (14 %), l'italien Marco De Vecchi (9 %), le CCF (8 %), la Société générale (5 %), la famille Richier (4 %) et les salariés.

du groupe via un plan d'épargne groupe (2 %). Venu au secours de cette entreprise en 1988, époque à laquelle la société avait dû résister à une offensive d'hostilité des OPE lancée par Valeo, certains actionnaires financiers sont aujourd'hui déçus des résultats de la firme. Pourtant, son chiffre d'affaires - de 11,3 milliards de francs en 1991 - a progressé de près de 30 % et son résultat, certes en baisse de 44 % par rapport à l'exercice précédent, reste positif et s'établit à 111 millions de francs.

Mais la société continue de souffrir des conséquences de l'OPE. A l'époque, pour assurer sa défense, elle avait dû souscrire un emprunt de 1,5 milliard de francs. Aujourd'hui son endettement demeure très lourd : il atteint 2,2 milliards de francs pour des fonds propres de 1,4 milliard (y compris 646 millions de francs de TSDI, titres subordonnés à durée indéterminée). Le cours de l'action a chuté de 1 250 francs, valeur à laquelle les actionnaires « chevaliers blancs » l'avaient achetée en 1988, elle est aujourd'hui tombée à 860 francs. Une dépréciation qui n'est guère du goût de certains. Ils estiment que la stratégie poursuivie depuis 1988 par M. Richier n'a guère visé la satisfaction de ses actionnaires.

Un achat peu rentable

EBF s'est développé dans l'automobile principalement. Bertrand Faure, la filiale chargée de cette activité, réalise 78 % du chiffre d'affaires du groupe. Elle est la sixième entreprise française dans le secteur des équipements pour automobiles et l'un des rares équipementiers français fournisseurs des japonais en Europe, mais aussi au Japon. Pour accroître sa part de

le marché auprès des constructeurs allemands en particulier, elle a acquis en 1991 la société allemande Rentrop. Ce qui l'a propulsée au premier rang mondial des fournisseurs de sièges pour automobiles. Sans cette acquisition, le chiffre d'affaires de Bertrand Faure aurait régressé de 17 %. Grâce à elle, il a progressé de 34 %. A titre de comparaison, le chiffre d'affaires global des équipementiers français a progressé de 1 % en 1991 et a diminué de 1,6 % en France. Mais cet achat se serait révélé d'une rentabilité médiocre : il aurait été payé trop cher, affirmant aujourd'hui ses détracteurs.

Pour parer les effets cycliques de l'automobile, le groupe a maintenu plusieurs pôles d'activités : dans la literie (Epeda et Merinos), les bagages avec Delsey, l'aéronautique (Ratier-Figeac). « Il aurait dû choisir », disent aujourd'hui ses opposants. Pour réduire son endettement, il pouvait soit mener une stratégie de recentrage sur l'automobile, qui lui aurait permis de céder ses autres actifs, au demeurant plus rentables, soit conduire une stratégie de diversification, pour répartir les risques, mais sans s'endetter davantage en procédant à des acquisitions. Il n'avait pas les moyens de conduire les deux à la fois. Lui reproche-t-on.

Le successeur présumé de M. Pierre Richier, M. Daniel Dewavrin, devra satisfaire leurs exigences. Il semble que la stratégie de recentrage sera privilégiée. « Il devra montrer rapidement s'il est capable de diriger le groupe. Sinon, l'entreprise sera une proie idéale. Et si un industriel propose un prix attractif, tous les actionnaires se jetteront dans ses bras », prédit l'un d'entre eux.

ANNIE KAHN

Avec des bénéfices en hausse

Rhône-Poulenc Rorer concentre les programmes de recherche

Après avoir doublé en 1991, le résultat de Rhône-Poulenc Rorer (RPR) devrait encore croître de 25 % à 30 % cette année. Son bénéfice devrait se situer aux alentours de 420 millions de dollars (2,3 milliards de francs), ont précisé, mardi 16 juin, les dirigeants de ce groupe pharmaceutique, contrôlé par Rhône-Poulenc.

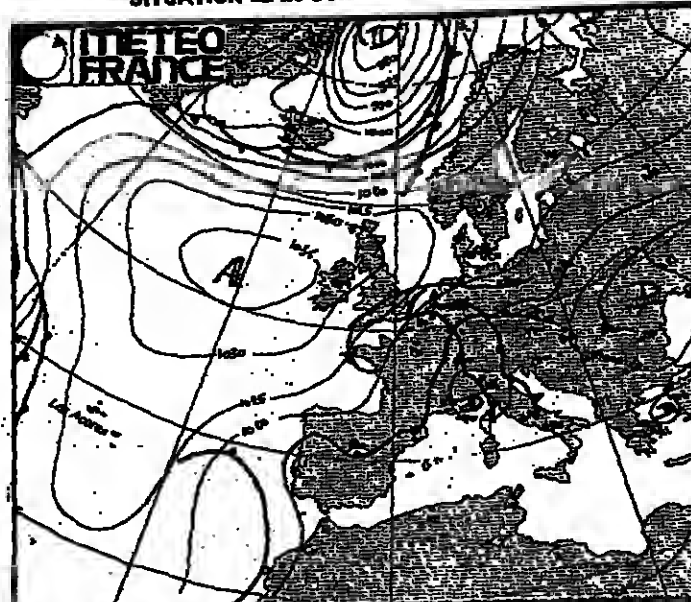
Deux ans après ce rapprochement franco-américain, M. Robert E. Cawthorn, président de RPR, a présenté les priorités du groupe. La préoccupation essentielle réside dans la concentration des programmes de recherche, la diminution du nombre de projets et l'accentuation du développement de nouveaux médicaments vendus sur ordonnance. Un effort jugé indispensable « quand on sait qu'un produit pharmaceutique nouveau coûte en moyenne de 200 à 250 millions de dollars pour passer de sa découverte à sa mise sur le marché, avec seulement trois chances sur dix de récupérer ses dépenses ».

Parallèlement, le groupe s'interroge sur ses capacités financières de développer, en même temps que cette recherche, le marché de l'automatisation, qui représente 10 % de son activité. « Dans ce secteur, la clé du succès, c'est l'investissement publicitaire », a indiqué le directeur général, M. Jean-Jacques Bertrand, en précisant que d'ores et déjà le groupe (qui se classe au neuvième rang mondial dans ce domaine) s'est concentré sur quatre familles de produits. Sans abandonner ce créneau, l'une des idées pourrait être de s'associer pour la distribution de ces médicaments.

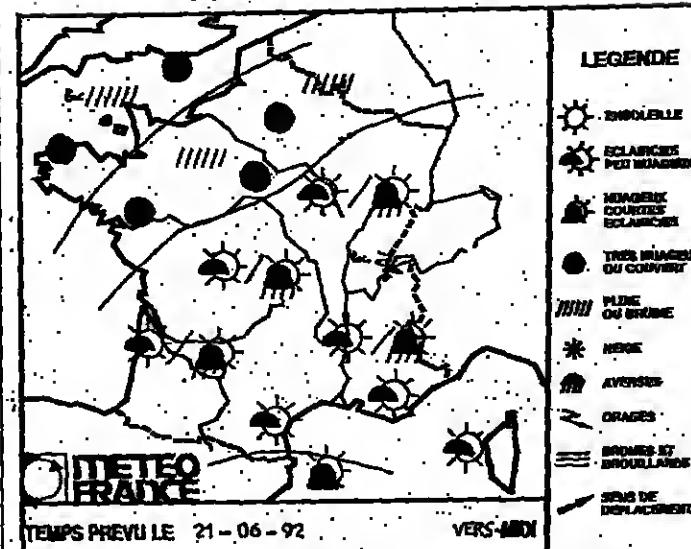
D. G.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 20 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN 1992



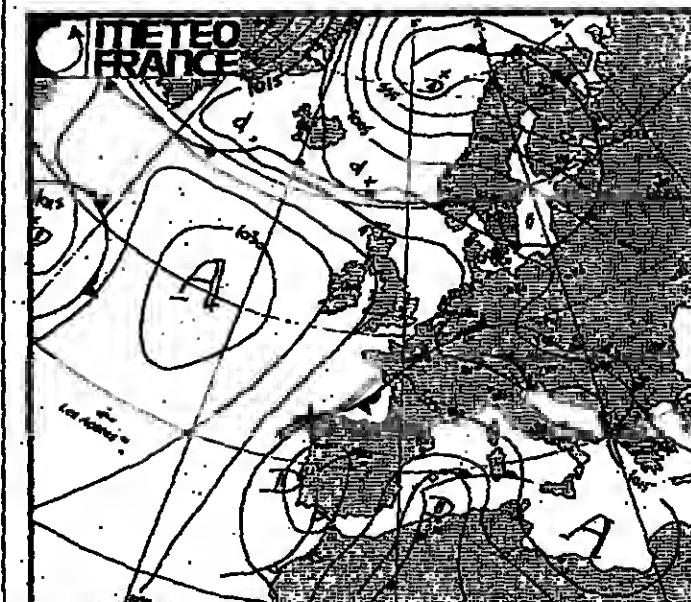
Dimanche : tirade retour du soleil. La majeure partie des régions françaises se réveillera dimanche dans la grisaille ou sous un ciel brumeux. Il pleuvra faiblement sur la Bretagne et au nord de la Seine. Seul le pourtour méditerranéen, malgré la présence persistante de nuages, verra le soleil du matin au soir.

Le soleil reviendra progressivement en cours de journée, sur de nombreuses régions : Sud-Est, la Bretagne, la Normandie, la Picardie et le Nord-Pas-de-Calais restent sous les nuages et de petites pluies intermittentes. Sur les Pays de Loire, l'Île de France et Champagne-Ardenne, les pluies s'arrêteront avant midi mais le soleil ne fera que de brèves apparitions dans l'après-midi. Plus au sud, le retour du soleil n'empêchera pas les nuages de rester majoritaires. Des brises passeront se déchaîner par endroits dans l'après-midi, elles sont plus probables sur le Massif Central et les Alpes.

Les températures restent nettement en dessous des normales saisonnières malgré un hausse sensible par rapport à samedi. Les températures minimales s'élèveront à 11 degrés, mais elles pourront descendre jusqu'à 8 degrés dans certaines vallées des Alpes et du Massif Central et ne passeront guère sous les 15 degrés près de la Méditerranée.

Les maxima seront légèrement inférieurs à 20 degrés au nord d'une ligne Bordeaux/Nancy et légèrement supérieurs au sud de cette limite.

PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN 1992 A 0 HEURE TUC



L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous proposez une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

(Publicité)
Pour accompagner vos C.V.
Pour renouveler vos papiers d'identité
Pour offrir à vos amis...
UNE RÉVOLUTION DANS LE MONDE DE LA PHOTO
PHOTO SERVICE EVASION
28, rue des États-Général, à VERAILLES
C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante photographique. Technologie à la pointe du progrès : vous posez... vous choisissez votre meilleure expression sur un écran vidéo et, 1 minute plus tard, le photographe vous remet 1 cliché de 6 photos d'identité, au format international, en couleurs ou en noir et blanc.
Des photos instantanées d'une qualité parfaite pour seulement 32 F.

COMMUNICATION

Destiné au réseau « Multivilles »

Le projet de chaîne musicale hertzienne du syndicat des éditeurs de disques

Le Syndicat national de l'édition phonographique (SNEP), représenté par MM. Gilles Paire, PDG de Polygram-France et président du SNEP, Henri de Bodinat, directeur général de Sony Music-France, et Bertrand Delcroix, directeur général du SNEP, a présenté mercredi 17 juin au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) un projet de chaîne de télévision à dominante musicale.

Les éditeurs de musique n'entendent pas être opérateurs de cette chaîne (au coût estimé à environ 150 millions de francs la première année, dont 100 millions pour les programmes) mais sont disposés à prendre environ 45 % du capital de cette « télévision de l'environnement musical ». « La diffusion hertzienne commencerait par la région parisienne pour s'étendre progressivement à d'autres villes », précise le SNEP qui estime que « ce concept original trouverait sa place naturelle dans le paysage audiovisuel français, sans pour autant concurrencer le câble ni les autres chaînes hertziennes ».

TRANSPORTS

Un des constructeurs du tramway de Strasbourg a de graves difficultés financières

Nouvel aléa pour le tramway de Strasbourg. L'italien Sociali, chargé de réaliser le projet avec la collaboration du groupe ABB, traverse des difficultés financières sérieuses. A l'époque, le choix d'un constructeur étranger avait été vivement critiqué, certains reprochant à Strasbourg de tester en France un tramway italien. L'accord sur le point de se conclure avec le groupement français Alstom-Dietrich n'avait pu se faire, compte tenu du surcoût réclamé par ce dernier pour réaliser un « plancher bas intégral », comme le réclamait la cité strasbourgeoise.

Cette nouvelle péripétie ne devrait pas pour autant remettre en cause la réalisation du tramway. Le groupement « conjoint et solidaire » des deux constructeurs fait obligation à l'un des constructeurs, en cas de défaillance de l'autre, d'encadrer la commande. Le groupement helvético-suisse ABB, l'un des plus importants constructeurs ferroviaires en Europe, est suffisamment solide pour mener le projet à son terme. Le contrat de 354 millions de francs prévoit la livraison de vingt-six rames pour une mise en service du tramway le premier septembre 1994.

EN BREF

o Euro Disney favorable à la création d'un troisième parc. - La société Euro Disney s'est félicitée, vendredi 19 juin, du feu vert donné par le gouvernement pour la réalisation d'un deuxième parc, dont l'ouverture est prévue en 1996. L'investissement, de l'ordre de 18 milliards de francs, prévoit la construction d'un parc à thème Euro Disney s'est aussi prononcée en faveur de la construction d'un troisième parc à l'horizon 2000 sur le site de Marne-la-Vallée, qui pourrait s'inspirer de l'Epcot Center de Disneyworld en Floride. Elle a demandé « au premier ministre et aux autres autorités de mettre à profit cette période de mise au point pour inscrire clairement dans le plan-programme à terme du projet la possibilité de réalisation sur le site d'un troisième parc à l'horizon 2000 ».

o Fin de la grève des marins de la SNCM. - Les marins de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) ont accepté, dans la soirée du vendredi 19 juin, les dernières propositions de leur direction et voté, à une très large majorité, la reprise du travail. Le service entre le continent et la Corse devait reprendre samedi matin. La direction et les syndicats se sont mis d'accord sur l'application du protocole signé en décembre 1990, dont les interprétations divergentes étaient à l'origine du conflit. Selon M. Paul Morachini, secrétaire général des marins CGT, « la SNCM a accepté 594 millions de francs cet hiver, soit un effectif supérieur à celui qui assurera la saison estivale sur l'ensemble de la flotte ».

CARNET DU Monde

Décès

o Bédric Berghauer, Olivia Berghauer, Henry Berghauer, Henri Raymond, ont la tristesse de faire part du décès de

Hélène BERGHAUER, survenue le 15 juin 1992, à Paris.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 17 juin, à Paris, dans la plus stricte intimité.

o Foruz et Michèle Chahid-Nour, Jean-Pierre Beltrou, et Michèle Chahid-Nour, Noël Bédric et Martine Chahid-Nour, le général Mohamed-Moghadam et M. née Zarrine Chahid-Nour, Cécile-Maryam, Alexis, Lell et Quity Chahid-Nour, Kamran et Bahar Mohamed-Moghadam, ont la tristesse de faire part du décès de leur tante et grand-tante,

Mme Ozra CHAHID-NOURAI, survenue à Téhéran, le 17 juin 1992.

o De la poussière nous venons, au vent nous allons... Omar Khayyam.

o Nous avons la douleur de faire part de la mort de

Roger RIETHMULLER, inspecteur départemental de l'éducation, en retraite, survenue le 17 juin 1992, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les familles en deuil.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Lutetia (Rhin), lundi 22 juin.

Cérémonie religieuse à la basilique du Sacré-Cœur de Lutetia, à 14 h 30.

3, rue de Mithouze, 68110 Elzach.

o Sa famille et ses amis, ont la profonde douleur de faire part du décès de

Hélène ZYLBERBERG, professeur,

survenue le 19 juin 1992, dans sa quatre-vingt-huitième année.

L'inhumation aura lieu, le mardi 23 juin, à 10 h 15, au cimetière du Montparnasse (entrée principale).

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

Anniversaires

o Nandor CHESNEY nous a quittés le 22 juin 1988.

« Le vrai tombeau des morts, c'est le cœur des vivants ».

Avis de messe

o Une messe sera célébrée, le vendredi 26 juin 1992, à 19 heures, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Neuilly-sur-Seine, à la mémoire de

Marie-Thérèse RETHORÉ, décédée le 14 février 1992,

ou du

colonel Charles RETHORÉ, décédé le 22 août 1962.

o Une messe à l'intention de

Gérard PAQUIER, sera célébrée le mardi 23 juin, à 17 h 30, en l'église Saint-François-Xavier,

12, place Président-Mithouze, 75007 Paris.

Avis de recherche

o M. Zdzislaw Szaft (Shaft), recherche ses enfants,

SZAFT Chaim-Itzhak, né en 1936,

SZAFT Brains, né en 1934,

SZAFT Hanna, né en 1932,

disparus en septembre 1942, dans le ghetto de Bessarabie.

Contactez Z. Szafta : (1) 43-67-98-90.

Communications diverses

o Le Centre d'études et de réflexion animé par Jona Elieinstein organise, le mardi 23 juin, à La Coupole, de 8 h 30 à 10 h 30 un point déjeuner-débat sur le thème : « Le danger de prolifération nucléaire, un exemple : le cas iranien », 102, boulevard du Montparnasse, à Paris.

Soutenances de thèses

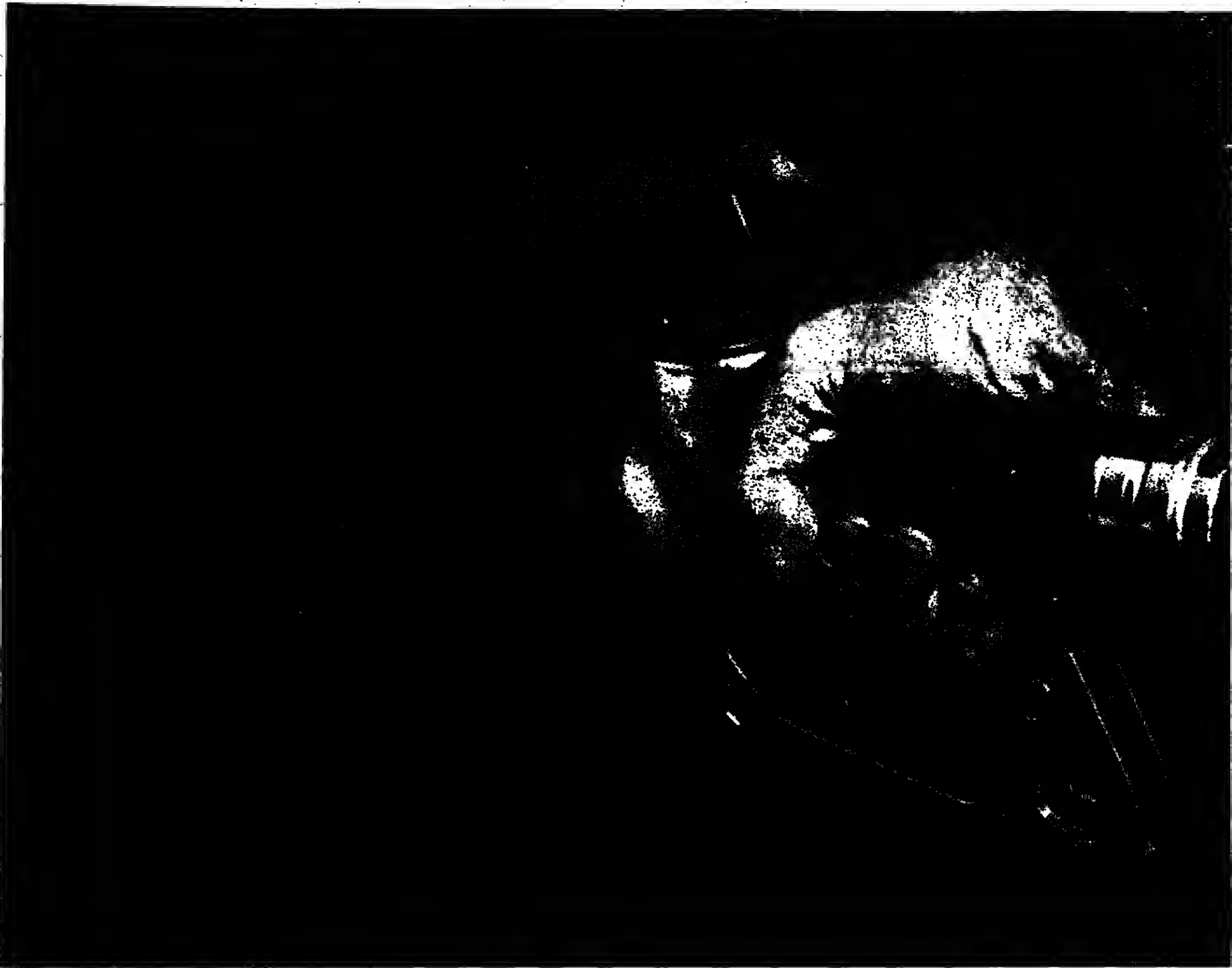
o M. Toril Tullius soutiendra sa thèse de doctorat : « La maîtrise du Nord », Sage islandaise et finnoise dans la littérature islandaise en prose du XIII^e siècle, le mardi 23 juin, à 9 h 30, salle Louis-Liard, université de Paris-IV, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin.

THÈSES
Tarif Étudiants
55 F la ligne H.T.

les gestes qui
tiennent actionn

Vous ne viendrez

مركز زمن الإصحاح



Il y a des gestes qui vous coûtaient. En devenant actionnaire de TOTAL, ils vous rapporteront.

Vous êtes dans une station-service. Fermez les yeux et posez-vous cette question : où suis-je ? Dans une station-service TOTAL ?

Probablement. Avec 3 500 stations-service, nous sommes le premier réseau en France. Alors forcément, vous avez toutes les chances de faire votre plein chez nous.

Aujourd'hui, devenir actionnaire de TOTAL, c'est aussi choisir un groupe qui a su se développer dans plus de 80 pays. C'est cette capacité d'adaptation et d'intégration qui nous permet d'être l'un des grands pétroliers de classe mondiale.

Devenir actionnaire de TOTAL, c'est considérer la hausse très nette de nos résultats (+ 43 %) en 1991, la forte progression du dividende par action (+ 22 %) et de notre titre.

Une saine gestion financière qui fait de TOTAL un des groupes pétroliers les moins endettés et les plus performants.

L'État va mettre en vente 12,4 % du capital de TOTAL. Notamment, une offre publique de vente sera lancée en Bourse de Paris. Elle portera sur environ 8 millions d'actions (jouissance 1^{er} janvier 1992). Le prix de vente sera net de tous frais pour les acquéreurs et communiqué par voie de presse avec le calendrier détaillé au moment de l'ouverture de l'OPV. La réalisation de l'offre aura lieu au plus tard le 10 juillet 1992. Le document de référence enregistré par la COB et le communiqué publié dans la presse le 16 juin 1992 sont disponibles auprès de la Société en appelant le N° Vert 05 05 05 92. Les conditions définitives de l'offre seront portées à la connaissance du public le jour de l'ouverture de l'offre et dans les mêmes supports.

Pour acheter vos actions adressez-vous à votre banque, votre société de bourse, à la Poste, aux Caisses d'Épargne ou au Trésor Public.

Vous ne viendrez plus chez vous par hasard.



REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 15 AU 19 JUIN 1992

PARIS

Du soulagement dans l'Eire

INDICE CAC 40
-0,75 %

Mise durement à l'épreuve, cette semaine, la Bourse de Paris a pu, cette fois, confondre ses détracteurs en faisant preuve d'une résistance presque insoupçonnée. Elle a su valider les nouvelles provenant simultanément des marchés de Wall Street, de Tokyo, de l'Assemblée nationale... et de nos campagnes. Il aura fallu attendre la dernière séance de la semaine pour qu'arrive d'Irlande un petit coin de ciel bleu, pour mettre une touche de couleur dans la grisaille ambiante. Et effectivement, comme en convenait un opérateur, vendredi 19 juin, au terme des échanges, « on a bien limité la casse ». Ne serait-ce que pour appuyer ses dires, en cinq séances, l'indice des quarante principales valeurs n'aura, au final, abandonné que 0,75 %, et surtout terminé au-dessus du seuil psychologique des 1 900 points, à 1 913,92 points.

Dès lundi, le ton était donné. Pour la sixième séance consécutive, toujours sous le coup du « non » donné à Maastricht, ainsi que de l'annonce d'un référendum en France sur ce sujet à l'automne, le marché parisien continuait de céder du terrain (-0,53 %). Reprise sensible, dès le lendemain, où les valeurs françaises regagnaient 0,69 %. L'embolie sera de courte durée : mercredi et jeudi, l'indice se dépréciera respectivement, au cours de ces deux séances, de 1,17 % et de 0,98 %, pour revenir à des niveaux décevants depuis la fin du mois de mars, sous la barre des 1 900 points, à 1 891,80 points. A cela, deux raisons au moins : le retour sous le seuil symbolique des 3 300 points à Wall Street, les investisseurs

doutant une fois encore de la reprise américaine et, surtout, le très vil recul du marché japonais au plus bas depuis six ans.

Vendredi, au terme d'une séance houleuse, l'indice regagnait 1,17 %. La reprise de la Bourse de Tokyo, de Wall Street ainsi que la conviction du succès du référendum organisé sur le traité de Maastricht - les résultats définitifs ne devant être connus qu'en fin d'après-midi - rassurèrent les opérateurs. Ceux-ci, par ailleurs, avaient déjà été favorablement influencés, dès l'ouverture, par la volte-face du gouvernement, se ralliant finalement au texte voté par le Sénat et permettant à l'Assemblée nationale d'adopter, dans la nuit de jeudi à vendredi, le projet de révision constitutionnelle issu des travaux de celui-ci. Selon les opérateurs, la crainte d'un double référendum « aurait amplifié la confusion politique déjà existante ».

Total, le GAN et la COB

Cette reprise de dernière séance laisse entrevoir, pour certains analystes du moins, un mouvement plus durable. C'est en tout cas le point de vue qu'exprime M. Teddy Clarke. Pour ce chartiste (analyste sur graphique) chez Baring Securities, cité par l'agence Reuters, « la reprise technique observée vendredi et d'ores et déjà brisée la tendance baissière ». Selon lui, la prochaine résistance se situe à 1 980 points, et la franchissement de ce nouveau seuil pourrait porter l'indice à 2 350 points.

Aux valeurs, cette semaine, on retiendra, entre autres nouvelles, l'annonce des modifications de cession par l'Etat de 12,4 % du capital de Total avant le 10 juillet 1992 à ses conditions du marché le permettant. A terme, la participation directe de l'Etat dans Total devrait

être ramenée de 31,7 % à 6 %. La GAN et les AGF, qui détenaient jusqu'alors 2,3 % du capital, porteront leur participation à 10 %. D'autre part, 12,4 % (soit 22,9 millions d'actions) seront traités sur le marché en trois tranches. Une tranche française, sous forme d'une offre publique de vente, comportera 8 millions d'actions. Un placement public sera effectué aux Etats-Unis pour 7,4 millions d'actions et, enfin, un placement international portera sur 7,5 millions de titres.

En outre, l'Etat échangera les certificats pétroliers contre des actions Total dans le cadre d'une OPE (offre publique d'échange) portant sur 8,5 % du capital. La part détenue restant celle annoncée au mois de mai, soit quatre certificats pétroliers contre trois actions. Notons à ce propos que la Société des Bourses françaises (SBF) a fixé à 186,50 F le cours de compensation des certificats pétroliers Total, dont la cotation est suspendue jusqu'au feu vert des autorités boursières à l'offre publique d'échange (OPE) lancée par l'Etat sur ces titres. La fusion d'un cours de compensation doit permettre d'assurer la liquidation des opérations à règlement mensuel sur le certificat.

Notons encore, pour cette semaine, l'annonce faite par M. François Heilbronn au cours de l'assemblée générale des actionnaires de la GAN de la décision de diviser par quatre le nominal de ses actions afin d'« alléger le marché ». Cette décision sera précédée d'une augmentation de capital par incorporation de primes, permettant d'élever le nominal de l'action de 37 F à 40 F. Le nominal de l'action passera ensuite de 40 F à 10 F, à une date qui n'est pas encore arrêtée.

Le Conseil des Bourses de valeurs a par ailleurs déclaré recevoir l'offre publique d'achat sim-

plifiée visant la Société française des Nouvelles Galeries réunies. La cotation des actions, suspendue le 9 juin, sera reprise lundi 22 juin sur le marché officiel à règlement mensuel. En revanche, le SBF suspendra vendredi après-midi la cotation des titres participatifs décembre 1987-décembre 1988 émis par l'Union laitière normande (ULN) sur le marché officiel au comptant « dans l'attente de la publication d'un communiqué de presse ». Suspension, également - mais, dans ce cas précis, à la requête de la Commission des opérations de Bourse (COB) - de la SMCI (Société de missions et de coordination immobilière), filiale du groupe Pellego. Cette mesure, plutôt inhabituelle, est prise quand des doutes sur les comptes peuvent nuire aux investisseurs. Or les commissaires aux comptes de la SMCI ont émis des réserves sur les résultats 1991 communiqués à la suite du conseil d'administration du 15 juin (le Monde du 18 juin).

Enfin, pour conclure, s'expriment au cours d'un séminaire organisé par l'Institut d'études politiques de Paris avec le concours de la COB, M. Didier Devylder, responsable du service de développement des marchés de la COB, a déploré l'insuffisance de l'offre de titres et le montant en moyenne relativement faible des transactions. « L'insuffisance du nombre de blue chips cotées est une faiblesse de la Bourse de Paris ». De plus, les actionnaires ne représentent que 10 % de la population française contre environ 20 % aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Toutefois, la création du plan d'épargne en actions, et la poursuite du mouvement de privatisation devraient selon lui laisser entrevoir des perspectives plus encourageantes.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Dure semaine

DÉPRIMÉE PAR LA
faiblesse de la
Bourse de Tokyo et
par la détermination
apparente de la
Réserve fédérale
américaine (Fed) de
ne pas assouplir
pour le moment sa
politique monétaire alors que
persistent les incertitudes sur la
reprise économique, Wall Street a
accablé ses pertes au cours de la
semaine écoulée, principalement
sous la pression de ventes sur pro-
gramme informatique. L'indice
Dow Jones des valeurs vedettes a
clôturé vendredi à 3 285,38 en
baisse de 68,98 points (-2,06 %) par
rapport à la semaine dernière.

Le principal indicateur s'est perdu 3,75 % depuis le 1^{er} juin, date à laquelle il avait établi son dernier record (3 413,21 points).

Les investisseurs continuent à douter de la fermeté de la reprise économique et, jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse, peu de détenteurs de portefeuilles veulent en modifier le contenu. Les opérateurs attendent maintenant la publication vers la mi-juillet des résultats des entreprises américaines pour le deuxième trimestre.

Les espoirs d'assouplissement de la politique monétaire ont été une nouvelle fois écartés par le conseil émis par la Fed selon lequel l'éco-

nomie américaine continue à s'améliorer. Toutefois, pour M. Richard Hony, économiste chez Dreyfus Corp., « ce n'est pas parce qu'ils (les responsables de la Fed) estiment qu'ils ont assez relâché leur politique pour donner de l'élan à l'économie que nous n'aurons pas une autre baisse des taux d'intérêt à court terme ».

M. Hony ajoute qu'il se pensait qu'ils en avaient fait assez il y a un an, et l'économie avait flanché à nouveau.

Indice Dow Jones du 19 juin : 3 285,38 (c. 3 354,39).

	Cours 17 juin	Cours 19 juin
Alcoa	76 1/2	73 1/2
AT&T	43 3/8	42 1/4
Boeing	43 7/8	42 1/4
Chase Man. Bank	27 5/8	26 7/8
Du Pont de Nemours	51 3/4	50 3/4
Eastman Kodak	39 7/8	39 3/8
Exxon	62	62 1/2
Ford	47 1/8	46
General Electric	76 1/4	76
General Motors	43 1/2	43 3/4
Goodyear	66 5/8	63 3/4
IBM	93	95
ITT	64	63 5/8
Mobil Oil	66 1/4	64 1/2
Pfizer	68 1/2	69 1/2
Schlumberger	66 1/2	66
Tecoco	64 7/8	63 1/4
UAL Corp. (ex-Allego)	117 1/4	116 5/8
Union Carbide	27 3/8	27
United Tech.	51	50 1/2
Westinghouse	18 1/4	17 5/8
Xerox Corp.	71 1/8	67 7/8

TOKYO

Nouveau plongeon

INDICE NIKKEI
-4,96 %

Comme au plus fort du « krach au raleau » du mois d'avril, la Bourse de Tokyo a de nouveau effectué un véritable plongeon cette semaine. Il a expédié vendredi 19 juin, après avoir le marché japonais, depuis le début de la barre symbolique des 16 000 points de l'indice Nikkei et à l'heure de la clôture, à 15 519,87 points et a touché jeudi 18 juin son niveau le plus bas depuis octobre 1986.

Contrairement à ce qu'espéraient la plupart des observateurs, l'expiration vendredi 12 juin des contrats à terme sur le Nikkei n'a pas permis au Kabuto-cho de se ressaisir, bien au contraire. La publication du thermomètre tri-

mestriel de la Banque du Japon indiquant que la confiance des entrepreneurs était au plus bas depuis cinq ans a provoqué un véritable trou d'air. Plus que des ventes massives, c'est surtout l'absence totale d'acheteurs qui a fait lourdement chuter la Bourse. D'ailleurs, le volume des transactions a été faible, avec 260 millions de titres traités contre 325,8 millions de titres la semaine précédente.

Indice du 19 juin : Nikkei 15 519,87 (c. 17 383,68) ; Topix 1 267,27 (c. 1 328,36).

	Cours 12 juin	Cours 19 juin
Akai	1 260	1 280
Bridgeport	1 180	1 150
Canon	3 390	3 360
Fuji Bank	1 380	1 260
Honda Motors	1 450	1 360
Mitsubishi Electric	1 320	1 290
Mitsubishi Heavy	578	543
Sony Corp.	4 110	4 160
Toyota Motors	1 490	1 430

LONDRES
Sous les 2 600 points
-0,7 %

Les valeurs ont enregistré leur quatrième semaine consécutive de baisse à la Bourse de Londres, affectées par les incertitudes sur la reprise économique en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. L'indice Footsie des cent grandes valeurs est tombé en dessous de la barre des 2 600 points pour la première fois depuis dix semaines, perdant 18,9 points, soit 0,7 % par rapport au vendredi précédent à 2 584,8 points.

Les opérateurs se sont focalisés sur une série de nouvelles mauvaises, ignorant les indices encourageants du chômage, des ventes de détail ainsi que de la production industrielle et manufacturière. Le marché a aussi été surpris par le retrait du projet d'introduction en Bourse de GPA Group, dont l'offre publique de vente devait porter sur un montant d'environ 1 milliard de dollars.

La faiblesse des marchés américain et japonais a contribué à assombrir la tendance en entraînant les valeurs internationales vers le bas.

Indice « FT » du 19 juin : 2 584,80 (c. 2 603,70) ; 30 valeurs, 2 006,60 (c. 2 025,30) ; fonds d'Etat, 88,73 (c. 88,82) ; mines d'or, 103,40 (c. 103,70).

Ces chiffres d'or et de cuivre sont cotés sur le marché hebdomadaire suppléant.

FRANCFORT
Attentisme
-0,52 %

Ramenée à quatre séances en raison d'un jour chômé en Allemagne, la semaine boursière s'est achevée sur un repli général des valeurs vedettes. L'indice DAX a fini la semaine à 1 772,89 (-0,52 %) soit près de dix points en dessous de son niveau du 12 juin.

Les pessimistes l'ont emporté, estimant que la consolidation engagée depuis quinze jours pouvait donc se poursuivre. Les volumes d'affaires sont restés faibles, même s'ils ont été supérieurs à la semaine précédente qui était également écourtée. Le manque d'activité a été attribué à l'attentisme prudent des opérateurs.

Les professionnels s'attendaient à un regain d'activité vendredi 19 juin, jour d'une quadruple séance sur le marché à terme des options, mais il n'en a rien été : le marché n'a même pas réagi au « oui » du référendum irlandais, qui avait pourtant dopé la tendance sur d'autres places européennes.

Si l'ensemble des professionnels s'accordait à prévoir une poursuite de la baisse, les analystes sur graphique estiment qu'elle sera très limitée, suivant un seuil de résistance vers 1 780 points sur le DAX, niveau autour duquel l'indice a évolué toute la semaine passée.

Indice DAX du 19 juin : 1 772,89 (c. 1 782,27).

Cours 12 juin Cours 19 juin

AGF 285 189

BNP 247,30 245

Deutsche 290,00 286,00

Commerzbank 257,10 254,00

Deutschebank 694,60 694,10

Hoechst 264,50 256

Karstadt 623,50 610

Messerschmitt 306 294

Siemens 677,80 673,60

Volkswagen 405,80 402,10

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	12-6-92	Diff.
AGF	481	-7,50
AXA (ex-Cie Midl)	929	-46
Banque Paribas	112	-5
Banque C. (C)	408,50	-26,80
Cedex	758	-9
CCF	180,50	-1,50
CCF	872	-32
CFP	145	-27
Changéurs	1 198	-62
C. Local de France	230,20	-1,30
CPR	238	-9
France France	145	-55
GRAN	1 810	-59
Locindus	738	+2
Paribas	372	-5,10
Schneider	641	-25
Société générale	407	-9
Sovac	880	-20
Suez (C. fin.)	308	-5,60
UAP	486	-16

Filatures, textiles, magasins

	19-6-92	Diff.
Agache (Fin.)	890	-40
BHV	520	-1
Danier	3 112	-11
DMC	347	-9,90
Gal. Lafayette	2 170	+20
Printemps	770	-21
La Robe	5 730	-90
SCA	14,90	-0,90

Bâtiment, travaux publics

	19-6-92	Diff.
Bouygues	596	-14
Ciments français	415	-0,7
GTM	416	-1,90
Immob. Phénix	132	-12
J. Lafayette	877	-11
Lafarge-Coppo	341	-8,80
Poliet	584	-10
SGE	215,10	-16,10

Pétroles

	19-6-92	Diff.
BP-France	110	-1
ELF-Aquitaine	375,30	-7,20
Esso	771	-3,40
Primagaz	720	+13
Sogehp	420	-4
Total	1 734	-13,60
Exxon	321,50	-12,70
Petrolina	1 673	-46
Royal Dutch	461,60	-13,40

Alimentation

	19-6-92	Diff.
Bouygues	3 167	-58
BSN	1 085	-5
Carrfour	2 685	-5
Casino G. P.	152,70	-3,30
Erid. Bep-Say	658	+3
Guyane-Gas	1 734	-30
LYMH	3 895	-34
Optipar	145,50	-9,50
Permod-Ricard	1 583	-50
Proximité	3 540	-10
Saint-Louis	1 288	-30
Sources Pariet	1 700	inch.
Nestlé	36 350	10

Valeurs diverses

	19-6-92	Diff.
Accor	745	-2
Air liquide	752	-11
Bic	815	-6
BIS	300	-16,60
CGIP coupon 30 F.	1 080	-12
Club Méd.	466,50	-2,50
Elf Sanofi	1 054	-3
Esolier	415	-39
Euro Disney	111,50	-2,10
Europe 1	995	-33
Eurotunnel	25,10	+0,20
Groupe Céd.	558	+2,30
Hachette	152,20	-6
Havas	518	-11
Marine Wende	310,10	-2,90
Navigation mixte	1 050	inch.
Nord-Est	120,20	-12,40
L'Oréal	814	-6
Saint-Gobain	564	-8
Sauvage Châtillon	242,50	-5,50
Stis Rostignol	635	-35

Produits chimiques

	19-6-92	Diff.
Institut Mérieux	6 440	-60
Roussel-Uclaf	2 280	+55
Synthelabo	1 060	-74
ASP	814	-21
Boyer	857	-21
Hoechst	870	-13
Imp. Chemical	118	-7,10
Nord Hydro	137	-10,80

Métallurgie, construction mécanique

	19-6-92	Diff.
Alpi	315	+2
Dessaint Aviation	480	+2
De Dietrich	1 765	inch.
Fives-Lille	394	-8
Legrand	4 700	-38
SAGEM	2 175	+55
Stratofac	806	-34
Valco	766	+10
Vallourec	205,60	-25,40

Matériel électrique

	19-6-92	Diff.
Alcatel-Alsthom	626	-5
CSG	775	-10,10
Genérale des eaux	2 268	-52
Intersect	832	-28
Labinal	767	-13
Legrand	4 700	-38
Lycos des eaux	529	-8
Matra	183,60	-2,4
Motronic	582	-15
Mediatech	152,10	-14,40
Radiorécepteur	525	-34
SEP	2 082	-166
Suez-Avonique	212,10	-6,9
Thomson-CSF	151	-210
IBM	708	-15
ITT	335,50	-4,70
Schubert	352	-4
Siemens	2 256	-26

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 juin 1992
Nombre de contrats : 179 995 environ

	JUN 92	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93
Premier	107,22	107,38	107,58	107,68
+ last	107,42	107,74	107,90	107,68
+ last	106,84	107,12	107,52	107,68
Dernier	107	107,18	107,52	107,68
Compensation	106,90	107,20	107,42	107,48

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	12-6-92	15-6-92	16-6-92	17-6-92	18-6-92
RM	2 150 023	1 533 672	1 757 586	2 338 706	2 634 145
Comptant	7 194 009	16 009 483	21 725 564	27 809 739	14 070 690
R. et obl.	188 133	199 920	197 534	139 524	544 107
Actions	9 532 165	17 743 077	39 498 704	30 287 989	17 248 942

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	11-6-92	11-6-92	11-6-92	11-6-92	11-6-92
Françaises	112,3	111,4	112,2	111,1	110,1
Etrangères	103,7	103,1	103,1	102,2	101,4

la Russie

DEVISES ET OR

Un dollar toujours faible

FRANCOIS RENARD

A l'Assemblée nationale

Approbation des textes sur les assistantes maternelles, la lecture publique et le tourisme

Au cours de la séance du vendredi 19 juin, après avoir autorisé la ratification du traité portant sur le non-prolifération nucléaire et adopté définitivement le projet de loi modifiant le code forestier, les députés ont adopté à la quasi-unanimité, en seconde lecture, après avoir rétabli sa version initiale, le projet de loi relatif aux assistantes maternelles, présenté par M. Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés.

Le projet de loi défendu par M. Cathala modifie les conditions d'attribution de l'agrément préalable des nourrices, aménage leur rémunération et prévoit une période de formation. Seul le groupe communiste s'est abstenu. Les députés ont adopté plusieurs amendements tendant à revenir, après les travaux du Sénat, au texte qu'ils avaient voté en première lecture. Ils ont supprimé la notion restrictive d'accueil permanent discontinu, introduite par le Sénat et qui correspond au cas où l'enfant n'est accueilli que les samedis, dimanches et jours fériés. Les

députés ont ramené de trois ans à deux ans le délai maximal prévu pour suivre les cent vingt heures de formation imposées aux assistantes maternelles à titre permanent. Dans le même registre, ils ont rétabli l'obligation de formation pour les nourrices à titre permanent déjà agréées, comme pour les nourrices exerçant, cette fois, à titre non permanent.

Les députés ont adopté, ensuite, le projet de loi déjà voté par le Sénat relatif à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de cinéma, présenté par M. Jean-Pierre Saur, secrétaire d'Etat chargé des collectivités locales. Les députés ont rétabli le texte du gouvernement dans sa version initiale pour ce qui concerne le financement des bibliothèques municipales à vocation régionale, qui doivent être associées à la future Bibliothèque de France. Elles recevront un montant de 31 millions de francs, prélevé, à partir de la dotation globale de décentralisation, sur les crédits transférés aux départements pour les bibliothèques centrales de prêt. Seul le groupe socialiste a voté en faveur du texte, la droite s'étant abstenue, de même que le PC.

Les parlementaires ont consacré aussi leurs travaux au tourisme. Ils

ont adopté en seconde lecture un projet de loi sur l'organisation et la vente de voyages au de séjours, présenté par M. Jean-Michel Baylet, ministre délégué au tourisme. Ce texte prévoit, notamment, une meilleure protection du consommateur, un impôt aux professionnels de justifier de leur compétence et de leur solvabilité; navire, actuellement réservée aux agents de voyages, à d'autres professions touristiques; à l'harmonisation de la législation française avec les règles communautaires. Le PS et l'UDF ont voté à l'unanimité. Le PC, le RPR et l'UDC se sont abstenus.

Les députés ont adopté, enfin, à l'unanimité, une proposition de loi rédigée par le sénateur Georges Mony (Rassemblement démocratique), adoptée également à l'unanimité, le 17 juin, au Sénat. Ce texte, qui avait pour objectif initial de donner une base légale aux comités départementaux du tourisme, secteur négligé par les lois de décentralisation, a été modifié par les députés afin de prévoir, plus généralement, la répartition des compétences entre l'Etat, les communes, les régions et les départements en matière de tourisme.

GILLES PARIS

La visite du président russe en Amérique du Nord

M. Eltsine exhorte les milieux d'affaires canadiens à «prendre des risques»

MONTREAL

correspondance

Averti d'embellie que le gouvernement canadien n'était pas enclin aux largesses en ces temps de récession économique persistante, le président russe Boris Eltsine, venant des Etats-Unis, est arrivé jeudi soir 18 juin au Canada pour une visite officielle de deux jours, a insisté sur le rôle que les investisseurs privés canadiens pourraient jouer en Russie. S'adressant vendredi aux deux chambres du Parlement réunies pour l'écouter, M. Eltsine a exhorté les milieux d'affaires à «prendre des risques» pour ne pas manquer cette «occasion unique». Il a reconnu que toutes les conditions économiques n'étaient pas encore réunies en Russie pour rassurer totalement les investisseurs occidentaux mais a affirmé que les réformes en cours étaient irréversibles et averti qu'en 1994, il sera trop tard, le marché sera déjà pris.

«Tant que vous maintiendrez le cap sur la démocratie, les Canadiens seront à vos côtés», a assuré le premier ministre, M. Brian Mulroney. Mais ce dernier a laissé entendre, au cours d'une conférence de presse, que le Canada

estimait avoir financièrement fait sa part.

L'aide déjà promise par Ottawa lors de la première visite de M. Eltsine au Canada, en février dernier (2 milliards de dollars canadiens, essentiellement en lignes de crédits pour l'achat de blé), n'est dépeçée, par capita, que par celle de l'Allemagne au sein du groupe des sept pays les plus industrialisés, a souligné M. Mulroney.

Les deux dirigeants ont signé vendredi plusieurs accords bilatéraux de coopération. Ainsi, au niveau commercial, le Canada a offert à la Russie le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Il a quadruplé son aide technique aux pays de l'ex-URSS pour la porter à 100 millions de dollars canadiens au cours des trois prochains années dont les deux tiers iront à la Russie. Ottawa consacrera en outre 30 millions de dollars canadiens à un programme de trois ans visant à réduire les ris-

ques d'accident dans les centrales nucléaires de ces pays, et 10 millions de dollars canadiens à un programme de bourses qui permettra à des étudiants russes de s'initier à la gestion et à l'administration publique, dans les universités canadiennes.

M. Eltsine a exprimé enfin le désir de conclure, avant son départ du Canada, samedi, l'achat d'un million de tonnes de blé canadien supplémentaire, pour livraison dans les deux prochains mois, en attendant la récolte en Russie. Avant son arrivée à Ottawa, des responsables canadiens avaient fait part de récents «dérangements» dans les paiements de la Russie pour des livraisons antérieures. Les arriérés russes sur les crédits octroyés garantis par le gouvernement canadien seraient de l'ordre de 80 millions de dollars canadiens.

CATHERINE LECONTE

Après une brève accalmie

Les combats ont recommencé à Sarajevo

Bombardements et combats ont repris vendredi 19 juin à Sarajevo, où ils se poursuivaient toujours, samedi matin, alors que l'accalmie de ces derniers jours avait fait naître l'espoir d'un succès rapide de l'opération de protection de l'aéroport. Des tirs de mortier venus des hauteurs tenues par les serbes ont de nouveau frappé le centre de Sarajevo, la replongeant dans la peur.

Des affrontements se sont également déroulés dans des quartiers proches de l'aéroport et du quartier général de la FORPRONU (Force de protection de l'ONU). Vendredi matin, un porte-parole de cette dernière avait émis l'espoir de voir l'aéroport de Sarajevo prochainement rouvert, à la suite d'un accord conclu la veille entre les belligérants sur les modalités de contrôle des armes lourdes autour des installations aéroportuaires. Cet accord prévoyait le retrait des batteries anti-aériennes serbes à «une certaine distance» des pistes et la concentration des chars ainsi que de l'artillerie serbes se trouvant dans un rayon de 30 kilomètres en dix points placés sous le contrôle de l'ONU.

L'artillerie serbe a, d'autre part, bombardé Dubrovnik pendant deux heures vendredi, à partir de positions situées à Trebinje, en Bosnie-Herzégovine voisine, ainsi que depuis les zones encore occupées par les Serbes à l'est de la cité médiévale. Celle-ci, selon des témoins, a subi de nombreux dégâts. L'agence Tanjug de Belgrade a, quant à elle, indiqué que

les forces croates avaient bombardé Trebinje.

Par ailleurs, la contestation contre le président serbe Slobodan Milosevic s'est poursuivie à Belgrade, où l'occupation par plus de 15 000 étudiants de trois facultés de la ville dure depuis cinq jours. Le mouvement s'est étendu à la province de Nis (230 km au sud de Belgrade), l'un des fiefs du président Milosevic, ainsi qu'à Novi Sad (80 km au nord de la capitale), chef-lieu de la Voïvodine.

Enfin, le président de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, lord Carrington, a décidé de reprendre ses négociations à Strasbourg le 25 juin lors d'une réunion qu'il a prévue avec les présidents Alija Izetbegovic (Bosnie), Franjo Tudjman (Croatie) et Slobodan Milosevic (Serbie). — (AFP)

Le GATT exclut la Yougoslavie

Le conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a décidé, vendredi 19 juin, d'exclure la défection yougoslave de ses travaux, en attendant de savoir qui sera habilité à représenter l'ancienne Fédération de Yougoslavie. Si la représentation yougoslave, M. Nasse Calovski, n'a pu siéger vendredi au conseil du GATT, il a été interdit de parole et de vote.

Nominations à l'Elysée

M. Jean Vidal, ancien ambassadeur, représentant permanent de la France auprès des Communautés européennes à Bruxelles, a été nommé conseiller diplomatique à la présidence de la République en remplacement de M. Pierre Morel, nommé ambassadeur de France à Moscou, selon un arrêté paru au Journal officiel du 18 juin.

[Né en 1938, ancien élève de l'ENA, M. Jean Vidal a suivi une carrière très européenne: il a été en poste à Rome (1967-1972) et à la représentation permanente auprès des Communautés européennes (1972-1977) avant d'être nommé à l'administration centrale (1977-1979) puis de retourner à Bruxelles comme représentant permanent adjoint (1979-1984). Directeur des affaires économiques et financières du Quai d'Orsay, de 1985 à 1988, il avait été nommé, cette année-là, ambassadeur aux Pays-Bas.]

Par le même arrêté, M. Jean Lévy, chargé de mission à l'Elysée pour les affaires étrangères, devient conseiller technique chargé du même dossier.

Malgré les critiques de la Communauté internationale

M. Bazin a pris ses fonctions de premier ministre à Haïti

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Investi en grande pompe, vendredi 19 juin, le nouveau premier ministre, M. Marc Bazin, jout du soutien de l'armée et de l'oligarchie traditionnelle. Cet ancien fonctionnaire de la Banque mondiale, âgé de soixante ans, n'a en revanche pas réussi à convaincre la communauté internationale que sa nomination au poste occupé depuis le coup d'Etat par M. Jean-Jacques Honorat allait permettre de résoudre la crise haïtienne.

Seul parmi les diplomates accrédités à Port-au-Prince, le nonce apostolique, Mgr Lorenzo Baldassari, s'est joint aux représentants de la bourgeoisie haïtienne invités au Palais national pour la cérémonie d'investiture, qui a été boudée par la population de Port-au-

Prince. Un porte-parole du département d'Etat américain a réaffirmé mercredi que la nomination de M. Bazin ne constituait pas la «solution de consensus» approuvée par l'Organisation des Etats américains (OEA), et qui prévoit la restauration du président en exil Jean-Bertrand Aristide.

Dans son discours d'investiture, le nouveau premier ministre s'est déclaré prêt à négocier avec le président renversé il y a près de neuf mois. Comme gage de bonne volonté, il a annoncé que les maires élus, y compris le premier magistrat de Port-au-Prince, M. Evans Paul, un partisan du retour du président Aristide, seraient rétablis dans leurs fonctions.

M. Bazin, qui a nommé trois membres du PANPRA (le parti membre de l'Internationale socia-

liste) dans son cabinet est d'autant plus enclin au dialogue qu'il s'est fixé comme première objectif la levée de l'embargo imposé par l'OEA après le coup d'Etat. Un embargo indigne appliqué, notamment, par la République dominicaine voisine; dans son discours d'adieu, M. Honorat a remercié les pays, qu'il n'a pas nommés, qui ont aidé Haïti à tout, y compris les sanctions commerciales. Mais les Etats-Unis paraissent décidés à resserrer les contrôles: les autorités douanières viennent de saisir à Miami trois cargos chargés de marchandises officiellement destinées à la République dominicaine, mais qui avaient été acquises par des commerçants haïtiens.

JEAN-MICHEL CAROIT

EN BREF

CHINE: accord sino-américain sur le contrôle de l'exportation de produits fabriqués dans des prisons. Pékin et Washington sont parvenus à un accord visant à empêcher l'exportation vers les Etats-Unis de produits fabriqués par des détenus dans des prisons chinoises, a annoncé le New York Times. Cet accord, signé jeudi 18 juin, devra être approuvé par les deux gouvernements. La loi américaine interdit l'importation de produits provenant du travail forcé. Pékin avait longtemps démenti se livrer à de telles pratiques.

CUBA: «Reporters sans frontières» proteste contre la condamnation d'un ancien journaliste. L'organisation «Reporters sans frontières» proteste contre la condamnation le 20 mai dernier à dix ans de prison de M. Indamiro Restrepo, président du mouvement Armonia et ancien journaliste, qui avait déjà été emprisonné en 1985 pour avoir accordé une interview au New York Times. «Reporters sans frontières» dénonce également l'agression dont a été victime le 23 mai notre collaborateur Bertrand de la Grange alors qu'il se trouvait devant le domicile d'un dissident (le Monde du 26 mai).

ESPAGNE: arrestation de six membres de la milice basque présumée de l'ETA. Deux membres présumés du commando «Nafarroa» (qui opère surtout dans la région de Navarre, dans le nord de l'Espagne), de l'organisation indépendantiste basque l'ETA, ont été arrêtés, vendredi soir, 19 juin à Pamplonne, en Navarre, a indiqué un porte-parole de la préfecture de cette province. Ces deux personnes avaient échappé à une opération policière menée mardi et au cours de laquelle huit personnes avaient été arrêtées (le Monde du 18 juin). Jeudi, la police avait arrêté quatre autres personnes soupçonnées de collaborer avec l'ETA. — (AFP, Reuters)

ITALIE: le ministre de l'intérieur croit à une piste étrangère dans l'attentat contre le juge Falcone. Le ministre de l'intérieur italien, M. Vincenzo Scotti, a confié à des journalistes du Club de la presse étrangère à Rome, vendredi 19 juin, que «la décision et l'organisation de l'attentat contre le juge anti-Mafia Giovanni Falcone n'ont pas eu lieu uniquement à Palerme, mais qu'il s'agit d'une opération de la Mafia sicilienne et d'autres organisations criminelles étrangères». M. Scotti n'a pas précisé à quels pays pouvaient appartenir ces organisations, mais il a indiqué qu'il n'y en avait «pas beaucoup dans le monde qui soient capables d'organiser ce type d'attentat» et a souligné la rapidité avec laquelle le FBI américain a proposé de collaborer à l'enquête. — (AFP)

PARAGUAY: manœuvres militaires et rumeurs de coup d'Etat. L'armée a annoncé vendredi 19 juin dans un communiqué que des unités de blindés et d'armes lourdes seront déplacées entre dimanche et mercredi jusqu'à des villes distantes de 80 kilomètres de la capitale Asuncion pour des manœuvres où seront opérés des «tirs réels». Cette information est intervenue alors que des rumeurs sur l'interruption du processus démocratique circulaient dans le pays. Elles se fondent sur la décision du Parlement d'empêcher le chef de l'Etat, le général Andres Rodríguez, de se représenter à la présidence. — (AFP)

VIETNAM: arrestation d'un «boat people» déporté de Hong-kong. Trente-huit «boat people» vietnamiens ont été déportés de force, vendredi 19 juin, de Hong-kong vers Hanoï. L'un d'entre eux, qui était accompagné d'un enfant, a été arrêté dès son arrivée à l'aéroport de la capitale vietnamienne. (Reuters)

SOMMAIRE

DATES

Il y a cent vingt-cinq ans: les Etats-Unis achètent l'Alaska à la Russie. 2

ÉTRANGER

Tchécoslovaquie: accord entre MM. Klaus et Medrek sur la partition du pays. 3
Le cauchemar yougoslave (II), par André Fontaine. 4
Afrique du Sud: le Congrès national africain condamne le gouvernement. 5
Après la victoire massive du «oui» au traité de Maastricht en Irlande 6
La ratification d'un pays à l'autre 6
M. Boutros-Ghali propose que des forces armées soient spécialement affectées à l'ONU. 7
Les Etats membres s'engagent à mettre à disposition de l'UEO des unités militaires. 7

POLITIQUE

La réforme constitutionnelle et le débat sur le traité de Maastricht: convocation du Congrès à Versailles le 23 juin; La querelle entre le RPR et l'UDF. 8
Livres politiques: «La détournement», par André Laurens. 8

SOCIÉTÉ

Les opposants au redémarrage de Superphénix font pression sur le gouvernement. 9
Les conditions du départ du docteur Garreta de la direction du CNTS mises en cause. 9
Les «yeux», les «oreilles» et le «cervau» de M. Joxe. 10

HEURES LOCALES

Des régions françaises s'affichent à Séville: un entretien avec M. Jacques Audiette, président du

comité de promotion des transports publics • Lille séduite par Bruxelles • Débat: de la communication politique à la communication citoyenne • Ecologie urbaine à Paris. 11 à 13

CULTURE

L'exposition «Manifeste» au Centre Georges-Pompidou. 14 et 15
La mort du peintre graveur Johnny Friedlaender. 15

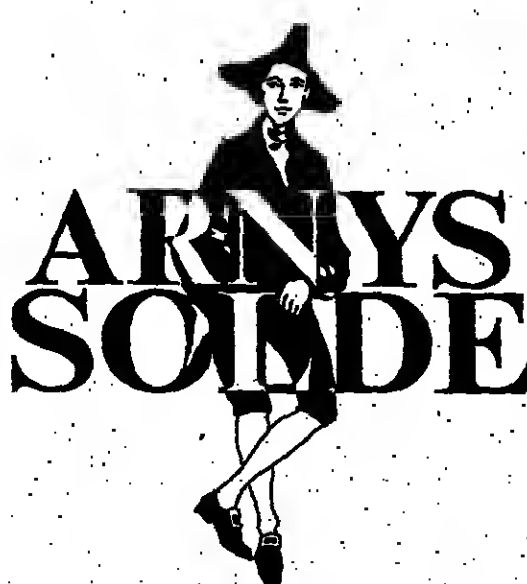
ÉCONOMIE

La Coordination rurale veut bloquer les accès de Paris dans la nuit du 22 au 23 juin. 17
Les dockers CGT acceptent des négociations locales et nationales. 17
Pour étaler le remboursement de la dette, l'Etat propose d'échanger pour 140 milliards de francs d'emprunts. 17
Guerra commerciale programmée au GATT. 17
La succession à la tête d'Epéda-Bertrand Faure, numéro un mondial de sièges automobiles. 18
Revue des valeurs. 20
Crédits, changes, grande marchés. 21

Services

Abonnements. 2
Cartes. 16
Lettre sportive. 10
Météorologie. 18
Mots croisés. 10
Télévision. 15
Spectacles. 18
La télématique du Monde: 3616 LE MONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Radio-télévision»
Le numéro du «Monde» daté 20 juin 1992 a été tiré à 440 344 exemplaires.



COLLECTION printemps-été 92

ARNYS 14, rue de Sévres - VII^e - Tél. 45 48 76 99